

Bibliothèque

L'Observateur de l'OCDE

NO. 274

OCT 2009

Date de réception de la PES: 6/11/2009

[ 1

10/11/2009  
10/11/2009  
10/11/2009

No smoking  
 No food or drink  
 No alcohol  
 No mobile phones  
 No bags (except guide book)  
 These permissions are granted by the relevant authorities

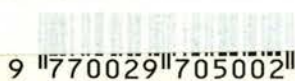
RANDOM SEARCHES OF PERSONS WITHIN THE PREMISES MAY BE CONDUCTED. PLEASE COMPLY WITH REQUESTS FROM SECURITY

## Crise de l'emploi Les politiques efficaces

I-22/73 P (F) 2

NO. 274

OCT 2009



9 770029 705002

# NOUVEAUX HORIZONS



ISBN 9789264055551  
[www.oecd.org/sti/pti](http://www.oecd.org/sti/pti)

Découvrez les évolutions récentes du secteur des biens et services liés aux technologies de l'information.



ISBN 9789264049956  
[www.oecd.org/sti/perspectives](http://www.oecd.org/sti/perspectives)

Retrouvez les dernières avancées scientifiques, technologiques et d'innovation dans les pays de l'OCDE et dans plusieurs pays non membres.





Table ronde ministérielle, page 10



Pauvreté au travail, page 13



Être chômeur en 2009, page 23

## COURRIER DES LECTEURS

2 Internautas intègres ? ; Commentaires

## ÉDITORIAL

3 L'emploi est l'enjeu fondamental de la crise mondiale  
Angel Gurría

## EN BREF

4-5 L'horizon s'éclaircit ; Mieux mesurer le progrès ; Verbatim ; Dynamiser l'UE ; Fuir le protectionnisme ; Sommet du G20 ; Fiscalité ; Économie ; Best of ...

## DOSSIER SPÉCIAL : LA CRISE DE L'EMPLOI

- 7 La crise de l'emploi  
John Martin
- 9 Prêter main forte aux jeunes
- 10 Table ronde sur la crise de l'emploi :  
Ce que font les gouvernements  
Canada, Italie, Suède, France,  
Nouvelle-Zélande et Chili
- 13 Combattre la pauvreté au travail
- 14 Tous des cols verts
- 15 Investir dans l'employabilité  
Jenny Ross, Ingeus Centre for Policy  
and Research
- 17 Travailleurs de l'ombre ?  
Johannes P. Jütting et Juan R. Laiglesia
- 19 Migrations et mythes  
Brian Keeley
- 20 Privilégier l'activité  
Adam B. Greene, Vice-Président, Labor Affairs  
and Corporate Responsibility, US Council for  
International Business
- 21 Pour des emplois décents  
Roland Schneider, Commission syndicale  
consultative auprès de l'OCDE (TUAC)
- 23 Être chômeur en 2009

## FINANCE ET DÉVELOPPEMENT

- 25 Vers un nouveau système de monnaie  
de réserve ?  
Helmut Reisen, Chef de la recherche, centre de  
Développement de l'OCDE
- 27 Appréhender les catastrophes
- 28 Aux prises avec les prix alimentaires  
Joachim von Braun, Directeur général, Institut  
international de recherche sur les politiques  
alimentaires (IFPRI), et Maximo Torero,  
directeur de division, Marchés, échanges et  
institutions, IFPRI

## OCDE.ORG

- 31 La crise et au-delà
- 32 Hommage à Kim Dae-jung ;  
Échos du Forum 2009
- 33 Discours récents d'Angel Gurría ;  
Nouveaux ambassadeurs
- 34 Calendrier ; Frankie.org

## LIVRES

- 35 Assurer le bien-être des enfants ;  
Étude économique du Mexique 2009 :  
Enjeux pétroliers
- 36-38 SourceOCDE : Nouvelles publications
- 39 Sélection sur l'emploi
- 40 Passer à l'heure Twitter  
**ORDER FORM...ORDER FORM**

## BANQUE DE DONNÉES

- 41 Commerce en baisse
- 42 Indicateurs économiques
- 44 Quand les études paient ; Retraités pauvres

# L'Observateur<sup>ocde</sup>

www.observateurocde.org  
© OCDE 2009

Abonnement 2009 :  
€69 – US\$90 – £47 – ¥9 700  
ISSN 0304-3390  
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66  
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10  
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de  
coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16, France  
observer@oecd.org  
www.oecd.org  
Publié en français et en anglais par l'OCDE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke  
JOURNALISTES : Marilyn Achiron,  
Patrick Love, Lyndon Thompson  
RÉDACTEURS ADJOINTS :  
Joan Tassy, Loïc Verdier  
ASSISTANTS :  
Stefan Maisnier, Nadia Urmston

MISE EN PAGE : Design factory, Irlande  
ILLUSTRATIONS : André Faber, David Rooney, Stik  
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Silvia Thompson  
LOGISTIQUE : Jochen Picht  
RESPONSABLE PUBLICITÉ : Mediaside

Les demandes de reproduction ou de traduction totales  
ou partielles des articles de L'Observateur de l'OCDE  
doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE,  
2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de  
leurs auteurs et pas nécessairement celle  
de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être ac-  
compagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de  
L'Observateur de l'OCDE » et de la date du numéro.  
Les articles signés ne peuvent être reproduits ou  
traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires  
significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef.  
Toute correspondance doit être adressée au rédacteur  
en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les  
manuscrits non sollicités.



# Courrier des lecteurs

Votre avis nous intéresse. Écrivez-nous à [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org) ou en postant vos commentaires sur [www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

## Courrier

### Internauts intègres ?

Vous écrivez qu'« au Royaume-Uni, le ministère de l'Intérieur estime que la fraude à l'identité coûte 1,7 milliard de livres (3,3 milliards de dollars) à l'économie britannique, soit presque 50 % de plus qu'en 2002. » (« Vol d'identité en ligne », n° 268, juin 2008)

Donner à chacun un « lieu » sur la toile où il peut être contacté va de paire avec la possibilité de se protéger des fraudes à l'identité. Mais ce « lieu » doit être sécurisé, et donc être pleinement intégré aux infrastructures courantes des gouvernements. L'intégrité, voilà le mot clé.

Mon site dispose d'un système de sécurité standard, mais qui suis-je ? Suis-je un internaute fiable ? Un site simple, peut-être combiné à une sorte de « signature digitale », offrirait à tous au moins un certain degré de protection, en nous permettant de prouver notre identité. Comme pour la fabrication de passeports, c'est sans doute assez facile à faire, même si cela n'éradiquerait sans doute pas complètement la fraude sur le net. Mais comme pour notre passeport, notre pays devrait sécuriser notre identité électronique.

Si rien n'a été fait jusqu'ici, c'est parce que les États ne reconnaissent pas l'identité électronique de leurs citoyens-internautes.

Ce n'est plus seulement au « net » lui-même de résoudre les problèmes de fraudes à l'identité. Au lieu de parler de sécurité sur le net, les pays devraient poursuivre leur efforts pour intégrer pleinement Internet dans leur infrastructure.

Thomas Hansen  
Danemark  
<http://th.direct-mail.me>

## Commentaires

Extraits de commentaires postés sur [www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org) et [www.ocde.org](http://www.ocde.org) :

### Sur l'emploi...

« Il est clair qu'en tant que ministres de gouvernements en place, les intervenants sont sous les feux des projecteurs et n'ont d'autre choix que de louer l'efficacité de leurs gouvernements. En réalité, la plupart des gouvernements sont en train de lâcher prise sur l'emploi, tout en espérant que la situation ne se dégradera pas trop et qu'ils pourront partir avant que l'opinion n'en ait par-dessus la tête. Cela n'arrivera pas. Le système que nous avons connu est en faillite complète. Les aides aux banques, plans de relance et autres « politiques actives du marché de l'emploi » ne résoudront en rien la crise de l'emploi. »

Sandwichman, à propos d'une table ronde ministérielle en ligne

### ...la crise...

« Le président n'aide que les gens de la campagne, pas les citoyens. C'est comme ça depuis des années. Les ruraux obtiennent des titres de propriété, tandis que la classe moyenne est pressurée et attaquée par les banques, qui confisquent leurs biens. Faites quelque chose, il y a urgence. »

Manolo Córdova, Guatemala, commentaire publié en espagnol

### ...et la croissance verte

« Des profits privés qui bénéficient de subventions publiques, tandis que la productivité et le niveau de vie des gens s'effondrent et que l'énergie bon marché devient hors-la-loi. C'est terrifiant. »

Dr Terences Dwyer, à propos d'un article sur la croissance verte

Commentaires sur la « Norme mondiale », dite aussi « Cadre de Lecce », postés sur un blog commun du gouvernement italien et de l'OCDE à l'occasion du G8 de juillet 2009 en Italie.

« Le Cadre de Lecce reconnaît qu'il n'y a aujourd'hui pas d'alternative à la mondialisation en tant que moteur mondial de croissance et d'emploi. Il considère également que les intérêts des acteurs individuels du marché peuvent coïncider avec ceux de la communauté mondiale. Cela nécessite que tous les acteurs respectent des normes fondamentales de propriété, d'intégrité et de transparence dans les relations économiques. Les Pays-Bas souscrivent pleinement à la philosophie qui sous-tend le Cadre de Lecce.

René Van Hell,  
Ministre des Affaires économiques, Pays-Bas

« Nous habitons tous la même maison, et nous devons tous réaliser que nous sommes complètement interconnectés (...). Ce qui me préoccupe (...) est que les individus et les pays n'ont pas tous la même capacité à franchir immédiatement et entièrement le pas vers la mondialisation que les normes internationales promeuvent. »

Tomaso Ferrando,  
Collège universitaire international de Turin

« Notre zèle à changer la donne ne doit pas nous faire perdre de vue l'importance du risque légal pour les marchés financiers. »

Roger McCormick,  
London School of Economics

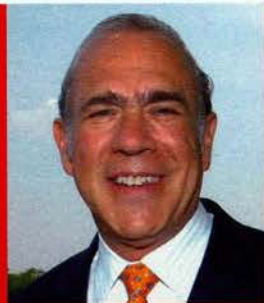
« Le *management* doit devenir une vraie profession. Les vraies professions, comme les médecins ou les avocats, ont des codes de conduite, et leur pleine intégration fait partie des qualifications requises pour exercer ces professions. »

Rakesh Khurana,  
Harvard Business School, États-Unis

Voir les autres commentaires sur [www.oecd.org/globalstandard](http://www.oecd.org/globalstandard)



# L'emploi est l'enjeu fondamental de la crise mondiale



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

Avec 15 millions de chômeurs en plus depuis fin 2007, les pays de l'OCDE connaissent déjà un taux de chômage record, à 8,5 %.

Si les politiques adéquates ne sont pas mises en œuvre et si la reprise ne gagne pas en vigueur, le taux de chômage pourrait avoisiner 10 % l'an prochain dans la zone OCDE. Cela signifierait 57 millions de personnes sans emploi – l'équivalent de la population de certains pays du G8 ! La crise financière et économique est devenue une crise de l'emploi, avec un coût économique et social bien trop élevé. L'emploi met toujours du temps à se redresser après une récession, mais cette fois le délai pourrait être plus long encore. La crise financière a anéanti beaucoup d'entreprises et de sources de revenu. Tels sont les défis auxquels des ministres du monde entier vont réfléchir durant la réunion des ministres du travail et de l'emploi organisée par l'OCDE les 28 et 29 septembre 2009. Malgré le resserrement des budgets et l'accroissement de la dette publique, ils doivent prendre des mesures décisives contre la crise de l'emploi.

Les pertes d'emplois ont concerné tous les groupes sociaux mais les premières victimes ont été, comme toujours, les groupes vulnérables – jeunes, travailleurs peu qualifiés, immigrés, minorités ethniques et travailleurs sous contrat temporaire. Ainsi, le chômage des jeunes a fortement augmenté dans plusieurs pays, notamment en France, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis, où il atteint environ le double de la moyenne de la zone OCDE.

Les responsables publics doivent s'efforcer d'éviter que ces chômeurs vulnérables ne tombent dans le piège du chômage de longue durée, ou ne se retirent de la vie active. Les autorités publiques doivent agir vite pour rompre le cercle vicieux du découragement, qui conduit les demandeurs d'emploi à perdre confiance et finalement à devenir moins employables. Elles doivent agir vite pour éviter qu'un chômage persistant ne pèse sur le bien-être des individus et ne fragilise le tissu social de nos pays. Elles doivent aussi agir vite pour éviter que le chômage ne ralentisse la reprise et, ce faisant, n'assombrisse les perspectives pour une génération entière de jeunes.

Heureusement, les gouvernements agissent, comme en témoignent les ministres qui s'expriment dans ce numéro de *L'Observateur de l'OCDE*. L'emploi figure en bonne place dans les plans de relance budgétaire de nombreux gouvernements. Car les politiques actives du marché du travail aident les gens à préserver leurs qualifications et à en acquérir de nouvelles, et permettent de préparer les travailleurs à la croissance verte. Elles aident les gens à trouver du travail, car même en cette période de crise profonde, il y a des millions de postes à pourvoir. Une étude récente

de l'OCDE portant sur 19 pays indique que des dépenses supplémentaires en ce sens permettraient de sauver jusqu'à 5 millions d'emplois d'ici 2010.

De nombreux gouvernements ont cherché à limiter les licenciements, avec des programmes comme le *Kurzarbeit* en Allemagne, qui a permis de préserver quelque 1,5 million d'emplois. Étendre la couverture et la durée des indemnités chômage est une autre option essentielle largement adoptée par les gouvernements pour soutenir les revenus.

Mais il faut faire davantage, en particulier consacrer plus de ressources à la formation des demandeurs d'emploi, dont on attend par ailleurs une recherche d'emploi active en contrepartie des prestations qu'ils perçoivent. Les responsables publics optimiseront ainsi les dépenses, car cela accroîtra la motivation des travailleurs et améliorera leurs compétences, et favorisera leur maintien sur le marché du travail.

Dans la plupart des pays, les dépenses publiques en faveur des mesures actives du marché du travail n'ont malheureusement pas progressé au même rythme que le chômage. Depuis le début de la crise, les dépenses par chômeur ont diminué de plus de 40 % en Irlande, en Espagne et aux États-Unis. C'est une occasion manquée. Les organismes d'emploi doivent pouvoir répondre correctement aux besoins des demandeurs d'emploi et exploiter pleinement les opportunités des programmes actifs du marché du travail.

L'important est de trouver les politiques efficaces. Il n'y a pas de recette unique pour tous. Par exemple, les systèmes de marché du travail de certains pays nordiques, qui conjuguent des filets de protection sociale généreux, des marchés du travail et de produits relativement flexibles et une tradition de dialogue social ne sont pas transposables dans des pays où la fiscalité est moins lourde ou les organismes d'aides à l'emploi moins sophistiqués. Il faut tenir compte des spécificités de chaque pays. Nos débats lors de la ministérielle aideront les pays à identifier les pratiques optimales en fonction des circonstances, tout en évitant les erreurs coûteuses du passé.

Mais ne laissons pas les gouvernements affronter seuls le problème du chômage. L'an passé, nous avons participé à un effort mondial sans précédent pour endiguer la crise financière. Cet effort commence à porter ses fruits. Nous devons aujourd'hui déployer la même énergie contre la crise de l'emploi, dans les pays développés et en développement. Nous devons faire de la protection sociale et du combat résolu contre l'emploi informel des priorités, pour garantir un travail décent, une reprise juste et durable, et pour favoriser le progrès social dans les pays en développement. Les dirigeants du G20 sont fermement déterminés à soutenir la croissance mondiale afin de favoriser une reprise suffisamment forte pour créer les emplois dont le monde entier a besoin. Les gouvernements peuvent certes montrer la voie, mais ils auront besoin du soutien non seulement des organisations internationales comme l'OIT et l'OCDE et de forums de discussion comme le G20, mais aussi des entreprises.

L'horizon de la finance mondiale est peut-être en train de s'éclaircir, mais on ne pourra parler de véritable reprise que lorsque la crise de l'emploi aura été résolue. Dans la crise mondiale, l'emploi est l'enjeu fondamental. ■

[www.oecd.org/secretairegeneral](http://www.oecd.org/secretairegeneral)  
[www.observeurocde.org/angelgurría](http://www.observeurocde.org/angelgurría)



# En bref

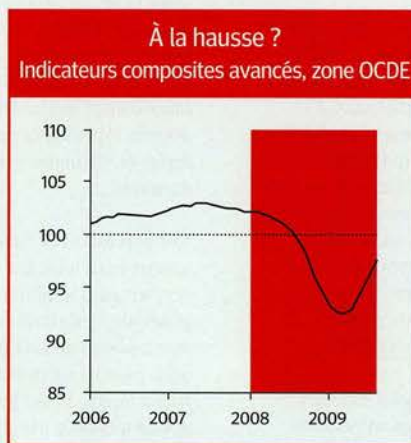
## L'horizon s'éclaircit

Les indicateurs avancés récents contribuent à nourrir les espoirs d'une reprise économique mondiale plus rapide que prévue. Les indicateurs composites avancés de l'OCDE, qui reflètent entre autres les carnets de commande, les permis de construire, les enquêtes d'opinion et le taux d'intérêt à long terme, et permettent ainsi d'anticiper les points de retournement des cycles économiques six mois à l'avance, montrent des signaux clairs de reprise dans les sept plus grandes économies, en particulier en France et en Italie, mais aussi en Chine, en Inde et en Russie. L'indicateur de la zone OCDE, bien qu'inférieur de 1,9 point à son niveau de juillet 2008, a gagné 1,5 point en juillet 2009. L'indicateur des États-Unis a augmenté de 1,6 point en juillet, mais son niveau était inférieur de 4,3 points à juillet 2008. L'indicateur avancé du Japon avait augmenté de 1,4 point par rapport au mois précédent, mais avait baissé de 6,6 points par rapport au même mois l'année précédente. L'indicateur de la zone euro a augmenté à la fois par rapport au mois précédent, de 1,9 point, et de 1,4 point par rapport à l'année précédente.

Les indicateurs avancés de l'OCDE ont depuis longtemps fait leurs preuves, et ont permis de déceler les signes de ralentissement qui ont précédé la crise dès août 2007 (voir *L'Observateur de l'OCDE* n° 263, octobre 2007).

Malgré l'éclaircissement des perspectives, les experts restent prudents. Les pays de l'OCDE ont connu en 2009 des chutes record de PIB en termes réels, et les dernières perspectives économiques indiquaient le 3 septembre une persistance de vents contraires, soulignant que la croissance serait faible en 2010. De fait, selon Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, la crise n'est pas terminée. « Nous ne pouvons pas crier victoire simplement parce que nous voyons grimper les indicateurs de reprise, » a-t-il prévenu à l'occasion du sommet du G20. Les prochaines *Perspectives économiques de l'OCDE* seront publiées fin novembre.

Voir [www.oecd.org/statistiques](http://www.oecd.org/statistiques)



## Mieux mesurer le progrès



Joseph Stiglitz

L'OCDE appuie les efforts destinés à renouveler la mesure des performances économiques et du progrès social. En septembre, à l'occasion d'une réunion sur les conclusions de la Commission sur la mesure de la performance économique et du

progrès social, mise en place par le Président français Nicolas Sarkozy, le Secrétaire général Angel Gurría a salué le passage d'indicateurs fondés sur la production à des indicateurs

fondés sur le bien-être. La commission, qui comprend cinq Prix Nobel d'économie (Joseph Stiglitz, Amartya Sen, Kenneth Arrow, James Heckman et Daniel Kahneman) propose de nouveaux indicateurs qui permettent de mesurer des aspects subjectifs du progrès social, comme la liberté, la sécurité et la satisfaction, mais aussi des aspects objectifs, comme les ressources économiques et écologiques. M. Gurría a indiqué que l'OCDE était bien placée pour mener une coopération internationale sur l'harmonisation des concepts et des méthodologies. Le Forum mondial de l'OCDE, du 27 au 30 octobre 2009, sera une opportunité internationale majeure de mettre en avant les recommandations de la commission. Voir aussi « Progrès ? Quel progrès ? », de Joseph Stiglitz, *L'Observateur de l'OCDE* n° 272, avril 2009.

Disponible sur [www.observateurocde.org](http://www.observateurocde.org)

## Verbatim

« La question fondamentale est : quelle part de souveraineté êtes-vous prêts à abandonner pour le bien de l'économie mondiale ? Aujourd'hui, la réponse est zéro. »

Raghuram Rajan, ancien chef économiste du FMI, *The Economist*, 1<sup>er</sup> octobre 2009.

« Plus les espèces sont diverses dans un milieu donné, mieux elles résistent. (...) Même constatation sur les marchés financiers. La finance mondiale est devenue homogène. »

Daniel Cohen, économiste, interviewé par *Le Nouvel Observateur*, 9 septembre 2009.

« Sur 1 000 euros, il ne s'agirait que de 5 centimes. Appliquée à l'échelle mondiale, cette contribution pourrait rapporter de 20 à 30 milliards d'euros. »

Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères français, à propos du fonctionnement de la taxe sur les transactions financières (dite aussi « taxe Tobin »), interviewé par *Les Échos*, 17 septembre 2009.

## Dynamiser l'UE...

Selon la dernière étude économique de l'Union européenne, publiée en septembre, celle-ci doit entre autres accélérer ses réformes destinées à renforcer l'innovation, à approfondir le marché unique et à passer à une économie sobre en carbone, si elle veut renforcer sa croissance à long terme.

## ...et fuir le protectionnisme

L'OCDE, l'OMC et la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement ont appelé les dirigeants du G20 à résister au protectionnisme dans les échanges et l'investissement.

Voir [www.oecd.org/investissement](http://www.oecd.org/investissement)





© Getty Images/OCDE

Le Président des États-Unis Barack Obama accueille Angel Gurría

Seules l'adoption des politiques structurelles appropriées par les plus importantes économies du monde peuvent créer les nouvelles sources d'emploi et de croissance nécessaires à une

croissance mondiale durable, a affirmé le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría au sommet du G20 de Pittsburgh, en septembre. Saluant l'adoption par le G20 du Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée, M. Gurría a évoqué les bénéfices que peuvent engendrer les réformes des systèmes éducatifs, ainsi que des marchés du travail et des marchés de produits. Il a appelé les gouvernements à se fixer des objectifs communs, dans des domaines comme l'innovation et la croissance verte, qui pourraient devenir « l'axe majeur pour l'élaboration du volet structurel du Cadre du G20. »

Le communiqué du G20 a mentionné plusieurs domaines de travail de l'OCDE, y compris la fiscalité, le changement climatique, l'emploi, le commerce et la convention anti-corruption de l'OCDE.

Voir [www.oecd.org/g20](http://www.oecd.org/g20) et [www.g20.org/pub\\_communiques.aspx](http://www.g20.org/pub_communiques.aspx)

## Fiscalité

« Nous assistons à rien de moins qu'une révolution, » a résumé le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría à propos des progrès réalisés ces derniers mois dans la lutte contre la fraude fiscale internationale. Dans son allocution adressée aux dirigeants du G20 à Pittsburgh en septembre, M. Gurría a souligné que, depuis le sommet de Londres en avril, des mesures sans précédent avaient été prises pour appliquer les normes de transparence et d'échanges de renseignements en matière fiscale, initiées par l'OCDE et désormais acceptées partout dans le monde : plus de 90 accords d'échanges de renseignements fiscaux ont été conclus, et plus de 60 traités fiscaux ont été négociés ou renégociés pour inclure ces normes. Tous les principaux centres financiers et les centres *offshore* ont désormais accepté ces normes.

À Pittsburgh, les dirigeants du G20 ont réaffirmé leur engagement à traiter énergiquement la question des paradis fiscaux et ont salué l'extension du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements de l'OCDE, désormais ouvert aux pays en développement. Les évolutions du Forum convenues à Mexico impliquent également la mise en place de structures de gouvernance et de financement transparentes, ainsi qu'un

processus d'examen par les pairs. Une proposition d'accord multilatéral sur l'échange d'informations a également été retenue. Les dirigeants du G20 ont affirmé être « prêts à user de contre-mesures contre les paradis fiscaux à partir de mars 2010 » afin d'aider les pays à faire appliquer leurs législations et à protéger leur assise fiscale. Pour plus d'informations, voir [www.g20.org](http://www.g20.org)

Entretemps, l'OCDE et le Conseil de l'Europe ont convenu d'améliorer la coopération internationale pour lutter contre la fraude fiscale. De nouvelles règles visent à réduire les obstacles à la coopération et aux échanges d'informations, en particulier ceux liés aux législations sur le secret bancaire.

Par ailleurs, la Suisse a signé un protocole à sa convention fiscale avec les États-Unis qui incorpore la norme admise au niveau international en matière d'informations fiscales. C'est le 11<sup>ème</sup> accord de ce type qui a été signé par la Suisse. Les Îles Vierges britanniques et les Îles Caïman ont aussi adopté la norme fiscale admise au niveau international, et ont signé des accords d'échanges de renseignements fiscaux avec la Nouvelle-Zélande. Le Luxembourg a également progressé en ce sens cet été en signant un protocole à sa convention sur la double imposition avec la Norvège.

## Économie

L'inflation dans la zone OCDE a continué à ralentir, avec une baisse des prix à la consommation de 0,3 % sur l'année qui a précédé août 2009, contre une baisse de 0,6 % sur l'année qui a précédé juillet. Les prix à la consommation énergétique ont baissé de 14,4 %, après une baisse de 18,1 % en juillet. Concernant l'alimentation, les prix à la consommation ont progressé de 0,1 % au lieu de 0,6 %.

Le taux de chômage de la zone OCDE a atteint 8,5 % en juillet 2009. Cela représente 2,4 points de plus qu'un an auparavant. Dans la zone euro, le taux de chômage était de 9,5 % en juillet 2009. Il était de 9,7 % aux États-Unis et de 5,7 % au Japon.

Le commerce des marchandises semblent avoir atteint son niveau plancher cet été, mais les échanges totaux du G7 corrigés des variations saisonnières sur les 13 mois qui ont précédé juillet 2009 montrent l'ampleur de la chute des échanges. Les dernières tendances, bien qu'incitant plutôt à l'optimisme, ne permettent cependant pas de confirmer une reprise de la demande.



## Best of

« Les autorités américaines se sont beaucoup préoccupées [de la situation de l'emploi], non seulement en raison du problème humain qu'elle pose, mais aussi parce qu'elle entraîne le gaspillage d'une des principales ressources économiques du pays. »

« Vers une solution des problèmes de main-d'œuvre aux USA »,  
n° 9, avril 1964.

**Observateur**  
n° 274



# EDF et Toyota ont annoncé un partenariat technologique en Europe relatif aux véhicules hybrides rechargeables

EDF et Toyota ont récemment annoncé un partenariat technologique portant sur l'évaluation de véhicules hybrides rechargeables en Europe qui vise à développer des solutions pour la commercialisation future de véhicules hybrides rechargeables, aujourd'hui au stade du prototype. L'objectif est de réduire l'impact environnemental de l'automobile, particulièrement en milieu urbain.

Les véhicules hybrides rechargeables sont intégrés depuis le mois d'octobre dans la flotte d'EDF pour y être testés sur le réseau routier français, dans des conditions d'utilisation normales. Les tests routiers des véhicules hybrides rechargeables ont commencé en France à l'automne et pourront être étendus à l'avenir à d'autres pays européens. Équipés de la technologie hybride Toyota, les véhicules peuvent également être rechargés sur une prise électrique.



Le véhicule hybride rechargeable Toyota combine un moteur à essence à un moteur électrique rechargeable de deux manières : pendant la conduite d'une part, par la récupération d'énergie en phase de décélération, et en connectant le véhicule au réseau électrique domestique ou sur une borne de charge publique. Sur de courtes distances, le véhicule hybride rechargeable utilise principalement l'énergie électrique qui permet de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> en limitant l'utilisation de carburant fossile. Pour des trajets plus longs, le véhicule hybride rechargeable fonctionne sur le mode combiné électrique/essence.

EDF et Toyota ont également mis au point un nouveau système de charge et de facturation intelligent dont sont équipés les prototypes testés. Ce système est compatible avec la nouvelle génération de bornes de charge conçue pour rendre l'énergie électrique plus accessible dans le réseau routier et les parkings publics, et pour réduire le coût de l'électricité livrée au client.

Depuis plus de quarante ans, EDF agit, dans le cadre de sa stratégie de développement durable, pour favoriser l'utilisation de moyens de transport électriques et de voitures rechargeables.

Pierre Gadonneix, Président Directeur Général d'EDF a déclaré : *"Je me réjouis de ce partenariat portant sur une nouvelle génération de véhicules entre EDF et Toyota. Cette innovation constitue une étape prometteuse pour que l'énergie électrique soit reconnue en Europe par les automobilistes comme une source d'énergie compétitive et écologiquement vertueuse permettant de concilier les défis de la mobilité individuelle, de la croissance économique et des contraintes environnementales."*

Masatami Takimoto, Executive Vice-President de Toyota Motor Corporation (TMC) a déclaré : *"Cette nouvelle collaboration marque une étape importante dans le développement de nos connaissances globales en matière de sources de carburants alternatifs pour les transports. Nous sommes convaincus que ce point est critique pour le futur de la société. Nous sommes fiers de nous associer à un fournisseur d'énergie leader en Europe tel qu'EDF, avec qui nous partageons une vision commune pour la mobilité durable."*





# La crise de l'emploi

John P. Martin, Directeur, direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, OCDE



©Mark Blinch/Reuters

« Embauchez-moi !!! »

**Le chômage est en train d'atteindre des niveaux sans précédent. Des politiques efficaces existent, mais les gouvernements doivent aussi éviter certains pièges.**

L'économie mondiale traverse actuellement la crise financière et économique la plus grave de ces 50 dernières années, ce qui a de lourdes conséquences pour les travailleurs et leurs familles. À partir du second semestre 2008, de nombreux pays ont assisté à une forte baisse de la production, qui a entraîné un fort recul de l'emploi et une hausse vertigineuse du chômage. De 5,6 % en 2007, son point le plus bas depuis 25 ans, le taux de chômage de la zone OCDE est passé à 8,3 % en juin 2009, un niveau sans précédent depuis la guerre, le nombre de chômeurs ayant augmenté de presque 15 millions. Les pays de l'OCDE sont ainsi confrontés à une crise de l'emploi. Si elle touche l'ensemble des catégories socio-professionnelles, des « cols bleus » du bâtiment aux « cols blancs » du secteur bancaire, comme lors des précédentes récessions économiques de grande ampleur, les catégories déjà défavorisées sur le marché du travail – les jeunes, les travailleurs peu qualifiés, les immigrés, les minorités ethniques et, parmi eux, ceux qui occupent des emplois temporaires ou atypiques – sont les premières victimes des suppressions d'emplois.

Au moment où nous écrivons ces lignes, des indices de plus en plus nombreux laissent penser que le pire est peut-être passé et qu'une reprise va sans doute s'amorcer. Mais les perspectives de l'emploi à court terme sont peu réjouissantes. Selon les dernières prévisions de l'OCDE, la croissance de la production ne redeviendra positive qu'au cours du premier semestre de 2010, et elle restera modérée jusqu'à la fin de l'année. Quoi qu'il en soit, le redressement de l'emploi sera beaucoup plus lent que celui de la production. Par conséquent, le taux de chômage de la zone OCDE devrait continuer à progresser en 2010, pour approcher 10 % au second semestre, un nouveau record depuis la guerre. Cela représente 57 millions de chômeurs, l'équivalent de la population de certains grands pays industrialisés !

Le risque majeur est qu'une grande part de cette forte hausse du chômage ne devienne structurelle, avec un glissement massif vers le chômage de longue durée ou une sortie de la vie active. Ce phénomène s'est produit dans plusieurs pays de l'OCDE lors des récessions passées, et il a fallu de nombreuses années, au mieux, pour que le chômage retrouve son niveau d'avant la crise. Cette situation s'explique par la réticence des employeurs à embaucher des chômeurs de longue durée dont le capital humain a pu se déprécier, ces derniers relâchant alors leurs efforts de recherche d'emploi. Or, un chômage élevé et persistant entraîne de graves coûts sociaux

et économiques : dégradation de la santé, du niveau de vie, du bien-être des chômeurs et de leur famille, augmentation de la délinquance, et diminution du potentiel de croissance pour la collectivité.

Les politiques du marché du travail et les politiques sociales peuvent jouer un rôle déterminant, en assurant un retour rapide des chômeurs à l'emploi et en leur permettant d'améliorer leurs compétences pour occuper des emplois plus productifs lorsque la reprise s'accéléra. La plupart des plans de relance budgétaire, qui visent à soutenir la demande globale, comprennent de nouvelles mesures sociales visant à atténuer les effets négatifs de la crise sur les travailleurs et les ménages à faible revenu.

La première parade consiste à recourir aux filets de protection sociale (allocations-chômage et aides sociales), qui garantissent un revenu indispensable aux personnes qui ont perdu leur emploi à cause de la crise. Si l'indemnisation du chômage est automatique pour beaucoup d'entre eux, la population couverte est limitée dans certains pays de l'OCDE, surtout ceux qui comptent beaucoup de travailleurs à temps partiel, de travailleurs temporaires et autres travailleurs « atypiques ». Ceux-ci sont en effet souvent les moins bien couverts alors qu'ils sont souvent les premiers à être licenciés. Plusieurs pays ont commencé à étendre les droits aux prestations et, parfois, à allonger la durée de versement des indemnités. Ces mesures ne doivent néanmoins pas décourager la recherche active d'un emploi, sans quoi elles conduiraient à prolonger la durée du chômage.

Outre le renforcement de la protection sociale, les gouvernements ont aussi augmenté les ressources consacrées aux politiques actives du marché du travail (PAMT), qui aident les chômeurs à trouver un emploi. Mais ramené au montant global des plans de relance budgétaire, et considérant l'ampleur et le rythme actuels des suppressions d'emplois, l'accroissement des dépenses relatives aux PAMT a souvent été modeste. Il semble y avoir là une occasion manquée. Certes, ceux qui préconisent plus de dépenses publiques pour les politiques du marché du travail ne doivent pas oublier que la crise réduit déjà de plus en plus la marge de manœuvre budgétaire de nombreux pays. Mais ces dépenses peuvent se justifier par leur bon rapport coût-efficacité. Beaucoup de connaissances ont été



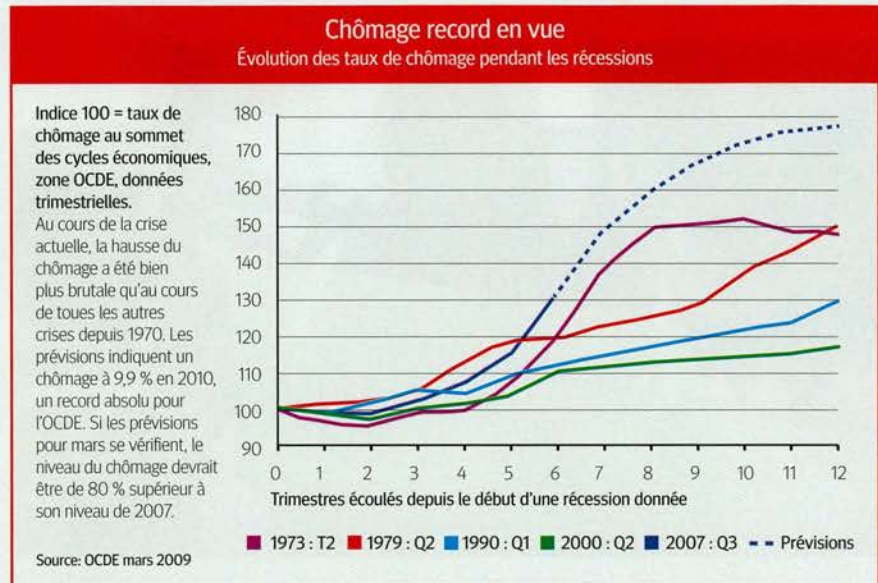
Il est très peu probable que la reprise suffise à elle seule à enrayer rapidement un chômage élevé et persistant.

accumulées dans ce domaine, notamment sur les mesures qui donnent de bons résultats et sur celles qui échouent. De plus, nos récentes *Perspectives de l'emploi* montrent comment la composition des dépenses consacrées aux PAMT devrait être modulée en fonction de l'évolution de la conjoncture afin de maximiser l'efficacité de ces dépenses.

Une priorité majeure est d'offrir des services efficaces d'aide au retour à l'emploi à des chômeurs de plus en plus nombreux, et de veiller à ce que les plus vulnérables ne perdent pas leurs liens avec le marché du travail. Ces dix dernières années, beaucoup de pays ont mis en œuvre des stratégies d'activation efficaces, reposant sur un principe d'obligations mutuelles. En échange d'indemnités et de services d'aide à la réinsertion, les chômeurs doivent participer à des programmes professionnels, de formation ou de recherche d'emploi. Les gouvernements devraient transformer l'essai et maintenir la démarche de l'activation, même si les emplois vacants sont moins nombreux. Celle-ci doit néanmoins être adaptée à une période de grave récession. Il est essentiel de conserver les principaux services d'aide à la recherche d'un emploi durant toute la récession. Même en période de fort ralentissement économique, de nombreux postes sont créés par les entreprises capables de profiter des nouveaux débouchés, et les services de l'emploi peuvent grandement aider à pourvoir rapidement ces postes.

En même temps, selon les études de l'OCDE, l'activation et les ressources qui y sont consacrées devraient privilégier la formation, plutôt que le travail, comme c'était le cas avant la crise. L'heure est plus que jamais à cette transition, car la crise économique entraîne une accélération des ajustements structurels dans les pays de l'OCDE, et les mesures favorisant le développement des compétences et la formation de personnel qualifié peuvent grandement améliorer l'adaptabilité des travailleurs aux nouveaux secteurs.

Avec la récession, les entreprises ont subi un effondrement de la demande et un fort resserrement du crédit, entraînant des



licenciements massifs. De nombreux pays de l'OCDE ont instauré des aides ou augmenté celles qui existaient déjà en vue d'encourager les entreprises à garder leurs salariés ou à recruter (dispositifs de chômage partiel, subventions à l'embauche, réduction des cotisations de sécurité sociale, etc.). À court terme, ces mesures permettent effectivement de soutenir la demande de main-d'œuvre. Mais elles ont souvent pâti d'effets d'aubaine antérieurs importants. Afin que ceux-ci soient aussi faibles que possible, ces aides doivent être temporaires et bien ciblées, en visant avant tout les entreprises où la baisse d'activité est passagère et les salariés particulièrement exposés au chômage de longue durée. À défaut, non seulement ces mesures seront-elles moins efficaces pour préserver l'emploi, elles pourraient en outre devenir un obstacle à la reprise en entravant le redéploiement des salariés des secteurs en perte de vitesse vers les secteurs prometteurs.

De même, les dispositifs de création d'emplois dans le secteur public au profit des chômeurs difficiles à réinsérer peuvent être utiles, pour étayer temporairement les efforts d'activation pendant la crise. Mais l'expérience montre que ces dispositifs ne sont pas vraiment de nature à aider les demandeurs d'emploi les plus vulnérables. Par conséquent, il est très important d'intégrer à ces dispositifs des mesures d'incitation garantissant que les participants en sortiront pour occuper un emploi normal, et de faire en sorte que ces

dispositifs puissent être retirés dès que la reprise s'accéléra.

Il y a vraiment lieu d'espérer que la reprise va s'amorcer. Lorsqu'elle sera là, il sera plus facile de faire face à la crise de l'emploi. Mais il est très peu probable qu'elle suffise à elle seule à enrayer rapidement un chômage élevé et persistant. Associées aux mesures macro-économiques contra-cycliques qui s'imposent et à de nouvelles réformes structurelles sur les marchés du travail et des produits, des politiques de l'emploi bien conçues et pourvues de ressources suffisantes peuvent grandement contribuer à lutter contre le spectre d'un chômage persistant. ■

Adapté des *Perspectives de l'emploi 2009 : Faire face à la crise de l'emploi*, Paris, septembre 2009.

#### Références

Scarpetta, Stefano et Paul Swaim (2009), « Politiques de l'emploi : à l'épreuve de la crise », *L'Observateur de l'OCDE* n° 273, juin, disponible sur [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org)

« Chômage : le langage de la crise », *L'Observateur de l'OCDE* n° 272, avril.



# Prêter main forte aux jeunes



© POOL New/Reuters

Le Président français Nicolas Sarkozy serre la main d'un étudiant en bâtiment dans un centre de formation environnementale

La crise de l'emploi va-t-elle donner naissance à une génération désespérée ? Même au plus fort de la croissance, de nombreux jeunes peinent à s'insérer sur le marché du travail, et ils connaissent souvent un taux de chômage deux à trois fois supérieur à leurs aînés. La récession n'arrange rien. De plus, les jeunes qui travaillent n'ont souvent que des contrats courts et sont souvent les premiers à se faire licencier (dans la zone OCDE, environ 35 % des travailleurs de 15 à 24 ans bénéficiaient d'un contrat temporaire en 2008). En temps de crise, l'heure est d'autant plus grave.

Dans la zone OCDE, le chômage des jeunes a progressé de 4,3 points entre juin 2008 et juin 2009 (atteignant 17,6 %), soit deux fois la hausse moyenne toutes tranches d'âge confondues. L'Espagne est le pays le plus touché, avec désormais plus d'un tiers des jeunes en âge de travailler au chômage, contre 15,8 % en moyenne pour les 25 ans et plus. Plusieurs autres pays, aux structures de marché du travail diverses, de l'Italie à la Suède en passant par les États-Unis, connaissent aussi un taux de chômage des jeunes proche de 20 % ou plus. Même dans les pays où

des systèmes d'apprentissage solides offrent depuis longtemps une transition progressive entre études et monde du travail, comme l'Allemagne, l'Autriche ou la Suisse, le chômage des jeunes est monté en flèche.

Cela provient en partie du fait que la nature des contrats d'apprentissage a évolué pendant la crise, et que les entreprises renâclent aujourd'hui à les proposer à des jeunes sans diplôme ou d'origine immigrée. En outre, beaucoup de jeunes sous contrat temporaire ou à temps partiel n'ont pas droit aux indemnités chômage lorsqu'ils sont licenciés. Vu l'ampleur du ralentissement économique actuel et le risque d'une reprise sans effet sur l'emploi, ces jeunes peuvent facilement tomber dans la pauvreté.

Bref, on pourrait bientôt voir toute une génération de jeunes diplômés exclue du monde du travail pour plusieurs mois, voire plusieurs années, qui ne pourront peut-être jamais rattraper leur manque à gagner en termes de revenus, de perspectives de carrière et d'épanouissement personnel et professionnel.

Certains gouvernements ont réagi rapidement, en lançant des programmes pour l'emploi des jeunes. En avril, le gouvernement britannique a annoncé qu'à partir de janvier 2010, tout chômeur de moins de 25 ans depuis plus d'un an se verrait proposer un emploi, une formation ou un contrat d'insertion rémunéré. Aux États-Unis, le gouvernement a annoncé que les droits aux indemnités chômage seraient notablement élargis, y compris pour les jeunes, et que son programme de crédits d'impôt serait étendu aux employeurs qui recrutent des 16-24 ans. Aux Pays-Bas, l'ensemble des communes sont désormais tenues de proposer un travail, une formation ou une combinaison des deux à tous les jeunes de 18 à 27 ans qui s'inscrivent aux organismes d'aide sociale. Enfin, la France a récemment annoncé un plan global de 500 millions d'euros pour aider les jeunes à poursuivre leurs études ou à trouver un emploi.

Beaucoup d'autres pays s'efforcent de faciliter l'accès à des programmes actifs du marché du travail, notamment des programmes d'aide à la recherche d'un emploi ou de formation, pour les nouveaux venus comme pour les jeunes qui peinent à entrer sur le marché du travail. Beaucoup de pays augmentent par ailleurs les financements pour les contrats d'apprentissage des jeunes non qualifiés, tandis que certains cherchent à réformer le système éducatif afin qu'il dote les jeunes de qualifications professionnelles reconnues et recherchées.

Clairement, dans de nombreux pays, la frontière traditionnelle entre études et travail est de plus en plus poreuse : le travail est en train de devenir partie intégrante du cursus. Mais une leçon majeure demeure : dans notre économie mondiale de plus en plus fondée sur le savoir, un bon niveau d'études est payant. Car même en période de croissance économique, le chômage des jeunes est étroitement lié au niveau d'instruction. Les pouvoirs publics auraient tout intérêt à repenser leurs politiques sociales, éducatives, de formation et d'emploi afin que, quand viendra la reprise, les jeunes soient bien préparés au monde du travail. ■ MA

Pour en savoir plus, consulter [www.oecd.org/emploi/jeunes](http://www.oecd.org/emploi/jeunes) et [www.oecd.org/emploi/ministerielle](http://www.oecd.org/emploi/ministerielle).



# Table ronde sur la crise de l'emploi

## Ce que font les gouvernements

Des ministres de l'emploi de nombreux pays se réunissent à l'OCDE les 28 et 29 septembre pour faire face à la crise. Dans cette huitième table ronde ministérielle de *L'Observateur de l'OCDE*, nous avons demandé à six représentants, du Canada (pays co-Président), de l'Italie (pays co-Président), de la Suède (pays vice-Président), de la France et de la Nouvelle-Zélande, ainsi que du Chili – candidat à l'adhésion à l'OCDE – de répondre à la question suivante : Quelles nouvelles mesures mettez-vous en œuvre pour améliorer la situation de l'emploi dans votre pays ?

### Canada

Une base solide



©Canwest News Service

**Diane Finley**, Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences du Canada, co-Présidente de la réunion 2009 des ministres du travail et de l'emploi de l'OCDE

La réunion ministérielle de l'OCDE sur l'emploi arrive à point nommé. Des signes encourageants de reprise économique émergent à l'horizon, mais nous avons encore beaucoup à faire. Nous devons continuer à relever les défis actuels de notre marché du travail, tout en gardant en tête nos objectifs à plus long terme.

Le Canada a eu de la chance. Nous

avons été le dernier pays du G8 à subir l'impact de la récession. Nous avons – et avons toujours – un système bancaire solide, ainsi qu'une inflation faible et stable. Face à la récession, nous avons mis en place un cadre budgétaire efficace. Nous bénéficions d'une main-d'œuvre variée, hautement qualifiée, compétente et mobile. Néanmoins, un grand nombre de communautés, d'entreprises et de travailleurs ont été durement affectés par le ralentissement.

Le gouvernement du Canada a réagi rapidement. En janvier, nous avons lancé le Plan d'action économique du Canada, destiné à protéger les emplois canadiens par une relance sans précédent de l'économie. Conformément à la Réévaluation de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi, ce plan répond aux besoins des travailleurs en combinant diverses mesures de court terme, tout en contribuant aux objectifs économiques à long terme. Ainsi, la Stratégie en matière de compétences et de transition a mobilisé

d'importants financements en faveur d'initiatives qui aideront les travailleurs canadiens et leurs familles tant à affronter la tempête économique qu'à bénéficier d'aides au revenu, à la formation et au développement de leurs compétences.

Des formations permettent aux travailleurs licenciés après avoir exercé longtemps le même type d'emploi de mettre à jour leurs compétences. Des mesures d'accompagnement visent à préserver l'emploi des travailleurs âgés. De même, de nouvelles ressources permettent une reconnaissance plus rapide des qualifications des nouveaux arrivants au Canada, afin d'accélérer leur entrée sur le marché du travail. Nous avons également mis en place des mesures d'incitation pour permettre aux travailleurs d'achever leur formation professionnelle. Des aides ciblées et des dispositifs de développement des compétences sont offerts aux groupes vulnérables et sous-représentés afin d'améliorer leur intégration au marché du travail. Pour les jeunes, nous avons accru les financements pour les emplois d'été, afin d'offrir plus de postes aux étudiants, et nous avons créé de nouvelles opportunités de stages. Pour relancer l'économie, le taux des cotisations d'assurance-emploi, payées par les employeurs et les travailleurs, a été maintenu au même taux en 2010 qu'en 2009.

Notre Plan d'action met en œuvre les engagements du Canada dans le cadre du G20 et les recommandations de l'OCDE en faveur d'interventions rapides, ciblées et temporaires, afin de remettre l'économie sur les rails.

Je suis sûr que les mesures que nous mettons en œuvre permettront au Canada de sortir

de cette récession plus fort et plus compétitif que jamais. ■

Voir [www.actionplan.gc.ca/fra](http://www.actionplan.gc.ca/fra)

### Italie

Vers une société cohésive et dynamique



©Gouvernement italien

**Maurizio Sacconi**, Ministre du Travail, co-Président de la réunion 2009 des ministres du travail et de l'emploi de l'OCDE

« Les gens d'abord » est le précepte qui régit toutes les politiques italiennes et la mise en œuvre des actions internationales définies lors du Sommet social de Rome « G8+ » pour empêcher le gaspillage du capital humain et préserver l'emploi.

Le gouvernement s'est fixé trois grands principes pour affronter la crise économique, atténuer son impact sur le marché du travail et rétablir la confiance : maintenir des finances publiques stables et saines, éviter l'effondrement du crédit pour les entreprises, et garantir le revenu des travailleurs tout en maintenant leur employabilité.

Pour préserver l'emploi et la cohésion sociale, nous avons renforcé toutes les mesures visant à empêcher les licenciements, économiques ou autres, en soutenant les salariés comme les entreprises. La *Cassa Integrazione Guadagni* (Fonds d'indemnisation des licenciements) est le principal pilier de ce dispositif. Elle allège le coût des licenciements pour les



entreprises en difficulté et soutient les travailleurs susceptibles de perdre une partie de leur revenu. Ce pilier du système italien de sécurité sociale a été renforcé et élargi à toutes les catégories de travailleurs et à tous les secteurs, en particulier les PME.

Le gouvernement et les régions ont conclu un accord important au printemps 2009 pour affronter la crise de l'emploi. Il met l'accent sur le rôle combiné des mesures de formation professionnelle et d'indemnisation du chômage. C'est un bon exemple de mesures passives-actives fondée sur une conception de prestations sociales favorisant l'activité. Environ 9 milliards d'euros ont été mobilisés à cet effet pour 2009-2010.

Ces mesures ont réussi à enrayer l'impact négatif de la crise économique. L'utilisation croissante de la *Cassa Integrazione* élargie, l'adoption d'horaires flexibles dans les entreprises et une plus grande adaptabilité des contrats de travail ont aidé à atténuer les effets de la crise sur l'emploi. Fin juillet, environ 800 000 travailleurs avaient bénéficié de ces mesures, et occupaient toujours un emploi.

Bien que les premiers signes de reprise économique se manifestent et que le point de retournement ait été atteint sur le marché du travail à l'échelle mondiale, il est indispensable de préserver le capital humain et de favoriser une reprise économique durable. L'Italie maintient son engagement de faire passer « les gens d'abord » pour améliorer la situation de l'emploi et rétablir la confiance en l'avenir.

Cet été, le gouvernement italien a publié un livre blanc sur l'avenir du système de protection sociale. L'objectif est de bâtir un nouveau système de protection sociale reposant sur la viabilité financière,

mais aussi sur les nouvelles opportunités qui nous permettront de construire une société heureuse, active et dynamique. Une société donnant toute sa valeur à la vie est fondamentale pour assurer la cohésion sociale et la croissance économique. ■

Voir [www.lavoro.gov.it](http://www.lavoro.gov.it)

## Suède

Développer les politiques actives



©Ministère suédois de l'Emploi

**Sven Otto Littorin**, Ministre de l'Emploi et co-Président de la réunion 2009 des ministres du travail et de l'emploi des pays de l'OCDE

Lorsqu'il est entré en fonction en 2006, le gouvernement suédois a lancé un vaste programme de réformes structurelles. Ce programme reste d'actualité, malgré la récente crise économique. Le gouvernement tient particulièrement à poursuivre sa politique de l'emploi axée sur l'accroissement de l'offre et de la demande, sa réduction des impôts sur les personnes physiques et sur les sociétés, ainsi que son action pour faciliter l'entrée sur le marché du travail et pour élargir les opportunités de son système éducatif. L'objectif de ce programme est d'améliorer les conditions nécessaires à un niveau de croissance et d'emploi durable et élevé, indispensable pour relever les défis du vieillissement de la population.

Mais la Suède, comme de nombreux pays, a été durement touchée par la crise économique.

Les perspectives d'emploi sont faibles et le chômage augmente rapidement. Pour empêcher un chômage persistant et soutenir le taux d'activité, il est primordial que les travailleurs qui perdent actuellement leur emploi conservent un lien avec le marché du travail. C'est pourquoi le gouvernement a accru les ressources consacrées à la politique active du marché du travail. Ainsi, les services publics de l'emploi ont été chargés de développer ses activités d'accompagnement et d'élargir l'accès aux programmes d'aide au retour à l'emploi, en particulier par l'amélioration concrète des compétences.

Pour aider les chômeurs de longue durée à se réinsérer sur le marché du travail, le gouvernement a récemment doublé une déduction de charges de sécurité sociale qui existait déjà et qui concerne les chômeurs indemnisés pendant une longue période.

Le projet de budget pour 2010 présenté le 21 septembre comporte de nouvelles mesures dans le même esprit que celles mentionnées ci-dessus. ■

Voir [www.sweden.gov.se](http://www.sweden.gov.se)

## France

Objectif jeunes



©Gouvernement français

**Martin Hirsch**, Haut commissaire à la Jeunesse

Dans les tableaux comparatifs de

l'OCDE, la France se situe souvent dans une honnête moyenne. Le taux d'activité des jeunes de moins de 25 ans fait exception, la France ayant l'un des moins bons niveaux, loin de la moyenne. C'est le reflet d'un problème profond. Tout se passe comme si la France savait donner confiance aux adultes pour faire des enfants, mais n'avait pas suffisamment confiance en elle-même pour trouver une juste place pour chaque jeune dans le monde du travail.

C'est pour renverser cet état de fait que le gouvernement français a engagé une démarche en profondeur, en élaborant une politique transversale en faveur de la jeunesse. Pendant quatre mois, une commission réunissant l'ensemble des acteurs du domaine a travaillé sur des pistes qui puissent définir une nouvelle stratégie.

Le premier pilier de cette stratégie concerne le rapprochement entre le système éducatif et l'entreprise, entre la formation et l'insertion professionnelle. En prenant en compte dans l'évaluation des élèves l'ensemble des compétences, y compris extra-scolaires, en réformant le mode d'orientation des élèves, en développant les formations par alternance avec des périodes dans les entreprises, et en créant un mécanisme de pré-emploi.

Le deuxième pilier concerne l'accompagnement du jeune dans son parcours. Cela passe par une obligation de formation jusqu'à 18 ans, prolongeant l'obligation scolaire qui va jusqu'à 16 ans, et par la création de plateformes dédiées à la prévention du « décrochage » et à la possibilité de donner une seconde chance ou une autre orientation à des jeunes en difficulté.

Le troisième pilier est relatif aux incitations et aux ressources des



jeunes : amélioration des aides aux étudiants, renforcement des moyens pour suivre les jeunes en difficulté, et expérimentation de mécanismes de soutien aux revenus, inspirés de l'expérience d'autre pays.

Le quatrième pilier est celui de la citoyenneté, en reconnaissant aux jeunes dès leur majorité l'ensemble des droits d'une citoyenneté pleine et entière et en créant un service civique volontaire, rémunéré, permettant de mieux valoriser l'engagement au service d'une cause d'intérêt général.

Ce programme ambitieux devra être suivi sur plusieurs années et comportera des réformes profondes. Et nous suivrons la place de la France dans les tableaux de l'OCDE, en espérant que nous rejoindrons ainsi les pays qui ont su faire de leur jeunesse une priorité politique. Peut-être qu'un jour, dans les forums de l'OCDE, on pourra étudier la transformation opérée en France autour des années 2010 et en tirer des enseignements utiles à d'autre. ■

Voir [www.jeunesse-vie-associative.gouv.fr](http://www.jeunesse-vie-associative.gouv.fr)

## Nouvelle-Zélande

Réduire les coûts des entreprises



©DR

**Paula Bennett**, Ministre du Développement social et de l'Emploi

Lorsque la récession a atteint la Nouvelle-Zélande, notre économie était forte et notre taux de

chômage plus bas que jamais, avec toutefois une certaine dépendance aux prestations sociales de longue durée. Le gouvernement est entré en fonction à la fin de l'année dernière, alors même que les premiers effets de la crise se faisaient sentir. Notre première préoccupation a été d'atténuer l'impact des pertes d'emplois, tout en prenant des mesures de long terme pour améliorer l'employabilité et la productivité.

Avec notre problème de dépendance à l'égard des prestations sociales, nous craignons que la récession n'accroisse les rangs des demandeurs de prestations et n'aggrave leur déconnexion d'avec le marché du travail. C'est pourquoi nous avons adopté une démarche privilégiant le travail, en favorisant autant que possible l'accès à l'emploi plutôt qu'aux prestations sociales, et en aidant les entreprises à conserver leurs salariés et à créer des emplois.

Plutôt que de créer des emplois dans les structures publiques, nous avons choisi de développer l'emploi par la relance budgétaire et les subventions salariales. Nous avons d'emblée pris des mesures de réduction des coûts des entreprises et d'allègements de leur réglementation et de leurs charges administratives.

Nous avons organisé un « Sommet pour l'emploi » avec les entreprises, les syndicats et les responsables locaux pour réfléchir aux moyens d'endiguer la vague menaçante du chômage. Cela a abouti, entre autres, à un « Programme d'aide à l'emploi », qui permet aux entreprises en difficulté temporaire de réduire les licenciements en mettant en chômage partiel leur personnel un jour toutes les deux semaines. Nous accordons une aide financière aux salariés qui acceptent de réduire leurs horaires de travail pour éviter le

licenciement de collègues.

Pour ceux qui perdent leur emploi, le programme « Redémarrer » fournit une aide à la recherche d'un emploi pouvant aller jusqu'à 16 semaines de prestations supplémentaires pour l'allocation logement et les allocations familiales. Nous concentrons à présent nos efforts sur les 16-24 ans, les plus exposés, à long terme, par l'absence d'activité scolaire ou professionnelle. Notre initiative la plus récente consiste à mettre à la disposition des employeurs des jeunes travailleurs subventionnés inscrits au chômage pour qu'ils acquièrent six mois d'expérience professionnelle, cette mesure se doublant d'une augmentation des offres de formation et d'éducation. ■

Voir [www.dol.govt.nz](http://www.dol.govt.nz)

## Chili

Une approche structurelle



©Gouvernement chilien

**Claudia Serrano Madrid**, Ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale

La crise mondiale a porté un rude coup à l'activité économique et a eu de graves conséquences, y compris pour l'emploi. Pour reprendre le dessus, nous devons mettre en œuvre une vision plus large, en nous attaquant aux problèmes immédiats, mais surtout en promouvant des mesures durables aptes à résoudre les problèmes structurels du marché du travail, à encourager l'« employabilité » – en particulier des jeunes et des femmes – et à

améliorer les aides aux chômeurs.

Dans ce but, nous avons engagé un plan de relance budgétaire de 4 milliards de dollars, soit 2,8% de notre PIB. Combiné à une politique monétaire anticyclique et à des taux d'intérêt et d'inflation historiquement bas, ce plan de relance devrait stimuler l'activité économique en encourageant l'investissement, la consommation et en facilitant le crédit.

De même, le gouvernement, les salariés et les employeurs ont signé en juillet un accord national pour protéger l'emploi et promouvoir la formation professionnelle. Portant sur une période d'un an, l'accord prévoit des mesures innovantes, comme un programme de formation professionnelle qui permet aux salariés de conserver leur emploi pendant une période de formation de cinq mois, ou encore une incitation fiscale aux employeurs qui gardent leurs salariés pendant les périodes de formation.

Parmi nos mesures de long terme figure la Subvention pour l'emploi des jeunes, mise en place en juillet. Elle favorise l'entrée des 18-24 ans sur le marché du travail, en améliorant leur rémunération et leur employabilité future, et en encourageant les employeurs à les embaucher. Le salarié perçoit deux tiers de l'aide, l'employeur un tiers.

Davantage de travailleurs bénéficient d'une assurance chômage, et un Système de certification des compétences professionnelles a été créé.

Notre principal défi est de développer des politiques efficaces contre la crise économique mondiale et qui améliorent la situation de notre marché du travail. ■

Voir [www.mintrab.gob.cl](http://www.mintrab.gob.cl)



# Combattre la pauvreté au travail



L'Observateur de l'OCDE N° 274 Octobre 2009

**En temps de crise économique et de forte hausse du chômage, doit-on s'estimer heureux d'avoir un travail, quel qu'il soit ? Cela ne suffit pas toujours.**

Les ménages sans emploi ont trois fois plus de risques de tomber dans la pauvreté que ceux qui travaillent, mais avoir un emploi ne garantit pas un niveau de vie correct. Aux États-Unis, on compte plus de 10 % de pauvres parmi les actifs, tout comme au Japon, au Mexique, en Pologne et en Turquie. Même avant la crise, la plupart des actifs pauvres de la zone OCDE appartenaient à un ménage dont au moins un des membres avait un emploi. De fait, quelque 7 % des individus vivant dans un ménage où il y a au moins un apporteur de revenus sont pauvres – c'est-à-dire que le revenu disponible du ménage est inférieur à la moitié de la moyenne nationale.

On pourrait être tenté de croire que le phénomène des travailleurs pauvres est dû essentiellement au bas niveau des salaires, mais ce n'est pas ce que montrent les données

disponibles. La plupart des travailleurs faiblement rémunérés ne sont pas pauvres : en moyenne, dans 21 pays européens, moins d'un sur 10 d'entre eux vivent dans un ménage pauvre. C'est plutôt le sous-emploi qui est en cause. Seuls un peu plus de 20 % des adultes vivant dans un ménage pauvre ont un emploi à temps plein, et près de 70 % de ceux-ci travaillent en moyenne six mois de l'année ou moins. À l'inverse, un peu plus de la moitié des adultes au-dessus du seuil de pauvreté travaillent à temps plein et seulement un quart travaillent en moyenne six mois de l'année ou moins.

Ces statistiques sont particulièrement préoccupantes en cette période de ralentissement économique. Certaines entreprises ayant choisi de réduire le temps de travail pour sauver des emplois, le taux de pauvreté des travailleurs pourrait fortement augmenter dans les prochains mois.

Que peuvent faire les gouvernements ? Les aides sociales et les transferts fiscaux aux

ménages peuvent diminuer de près de moitié le taux de pauvreté de l'ensemble des actifs. Au Danemark, en France ou en Suède, ce taux a été réduit plus encore. Cela dit, ces aides semblent moins efficaces pour réduire la pauvreté des ménages avec enfants que des ménages sans enfants. Les aides au revenu accordées aux parents sans emploi – qui atteint en moyenne 40 % du revenu médian dans les pays de l'OCDE – réduit considérablement le degré de pauvreté, même lorsque les bénéficiaires restent au-dessous du seuil de pauvreté. L'ennui est que le montant net de ces transferts diminue rapidement une fois que les intéressés retrouvent un travail, ce qui n'incite guère les chômeurs à accepter un emploi faiblement rémunéré. En moyenne, un emploi à temps plein faiblement rémunéré apporte à un couple avec deux enfants un revenu représentant seulement 65 % de la moyenne nationale. En cette période de récession et d'emplois menacés, si les deux époux travaillent moins d'heures, ils risquent fort de passer au-dessous du seuil de pauvreté.

Pour remédier à ce problème, plus de la moitié des pays de l'OCDE offrent déjà des indemnités majorant les aides des travailleurs à faible revenu. Ces programmes présentent un gros avantage par rapport aux prestations sociales classiques : ils rendent le travail

Les prestations liées à l'emploi et les salaires minimums peuvent améliorer les revenus des travailleurs faiblement rémunérés

plus attractif pour les individus aux revenus potentiellement faibles, car il faut occuper un emploi pour en bénéficier. Il y a deux sortes de prestations liées à l'emploi : celles octroyées à titre individuel aux travailleurs faiblement rémunérés, qui incitent davantage à travailler, et celles octroyées aux ménages à faible revenu, dans un esprit redistributif.

Compte tenu des contraintes que la crise actuelle fait peser sur les budgets nationaux, ces programmes de prestations doivent être soigneusement ciblés pour être véritablement bénéfiques à leurs destinataires. Ainsi, lier les prestations à des critères de ressources, par exemple, permet de cibler les familles



vraiment dans le besoin. Le risque est alors que les autres membres du ménage soient peu incités à travailler. Si ce problème ne se pose pas avec les prestations accordées aux travailleurs à titre individuel, les deux types de mécanisme peuvent néanmoins affaiblir l'incitation des bénéficiaires à rechercher un meilleur salaire, à travailler plus ou à améliorer leurs qualifications et leurs compétences.

Le salaire minimum peut sembler idéal pour sortir les travailleurs de la pauvreté. Après tout, les gains tirés du travail représentent l'essentiel du revenu familial. Mais le salaire minimum n'est pas d'un grand secours pour la grande majorité des travailleurs pauvres qui ne peuvent trouver un emploi à temps plein. En outre, un salaire minimum élevé ne favorise guère l'emploi des travailleurs peu qualifiés, car les employeurs sont en général réticents à dépenser plus pour des travailleurs moins productifs.

Reste que si les salaires minimums sont fixés à des niveaux compatibles avec la création d'emplois, ils peuvent aider de plusieurs manières les travailleurs pauvres. Établir un salaire-plancher empêche les employeurs de baisser les rémunérations et d'« empocher » ainsi la valeur de l'ensemble des prestations liées à l'emploi versées aux travailleurs à titre individuel. Associés à des programmes de prestations liées à l'emploi, les salaires minimums peuvent améliorer le revenu des travailleurs pauvres. Ce qui pourrait réduire les dépenses dues aux prestations – et donc alléger les impôts. Cela ferait aussi reculer la pauvreté au travail. ■ MA

Références

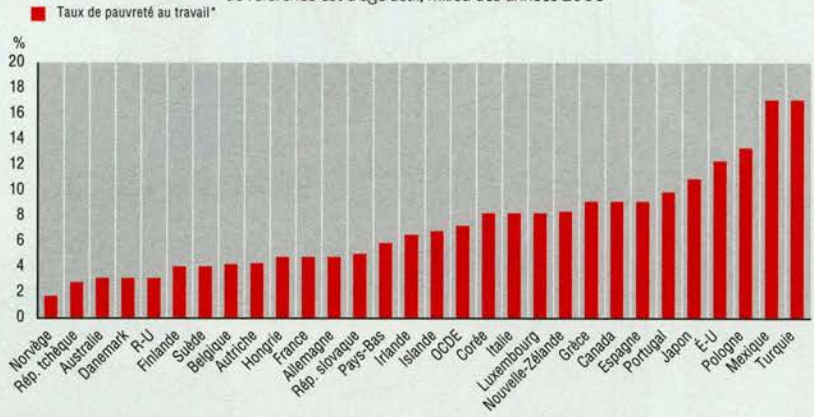
OCDE (2009), « Pauvreté des travailleurs : Quelles mesures pour les pouvoirs publics ? », Synthèse, septembre, disponible sur [www.oecd.org/publications](http://www.oecd.org/publications)

Martin, John et Herwig Immervoll (2007), « Le salaire minimum doit payer », *L'Observateur de l'OCDE* n° 261, mai, et [www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/1843](http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/1843)

Atkinson, A.B.(2008), « Inégaux dans la croissance, inégaux dans la récession ? », *L'Observateur de l'OCDE* n° 270/271, décembre 2008-janvier 2009, et [www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/2242](http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/2242)

Travailleurs pauvres

Taux de pauvreté au travail parmi l'ensemble des individus vivant au sein d'un ménage où la personne de référence est d'âge actif, milieu des années 2000



\* Sur l'ensemble des individus vivant dans un ménage où la personne de référence est d'âge actif et où il y a au moins une personne qui travaille, pourcentage d'individus vivant au sein d'un ménage où le revenu disponible est inférieur à 50 % du revenu médian.

Source : Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009

Tous des cols verts



Alors que l'OCDE était chargée d'élaborer une stratégie pour une croissance verte en juin dernier, certains ministres ont clairement évoqué les « emplois verts » que pourrait générer une telle stratégie. Qu'est-ce qu'un « emploi vert », au juste ?

Le terme n'est pas facile à définir. Un ouvrier d'une usine de panneaux solaires est-il un « col vert » ou un « col bleu » ? Quid d'un ouvrier de Ford qui travaille sur des voitures à faibles émissions ? Ou d'un banquier spécialisé dans le financement de projets environnementaux ? Un emploi est-il « vert » du fait de son impact sur l'environnement, sur la croissance, ou sur les deux ? Les emplois verts nécessitent peut-être des formations d'un nouveau genre. Mais le passage à une économie verte conduirait-il au final à une création nette ou à une perte nette d'emplois ? À ce jour, personne n'a apporté de réponse satisfaisante.

Selon une récente analyse co-signée par Sir

Nicholas Stern\* et publiée dans *Climate Policy*, à court terme, le passage aux technologies « propres » suscitera une création d'emplois nette, car les sources d'énergie renouvelables nécessitent davantage de main-d'œuvre que les sources d'énergie traditionnelles. Mais l'étude indique également que les travailleurs licenciés des secteurs énergétiques traditionnels auront probablement du mal à trouver rapidement un emploi dans les nouveaux secteurs, car ils devront mettre à jour leurs compétences, ou en acquérir de nouvelles. À moyen terme, des emplois seront créés dans le secteur de la construction, pour adapter le parc immobilier existant, et de nouveaux marchés s'ouvriront aux négociants en carbone ainsi qu'aux spécialistes en réparation d'éoliennes. À long terme, quantité d'emplois émergeront dans la recherche technologique et l'innovation.

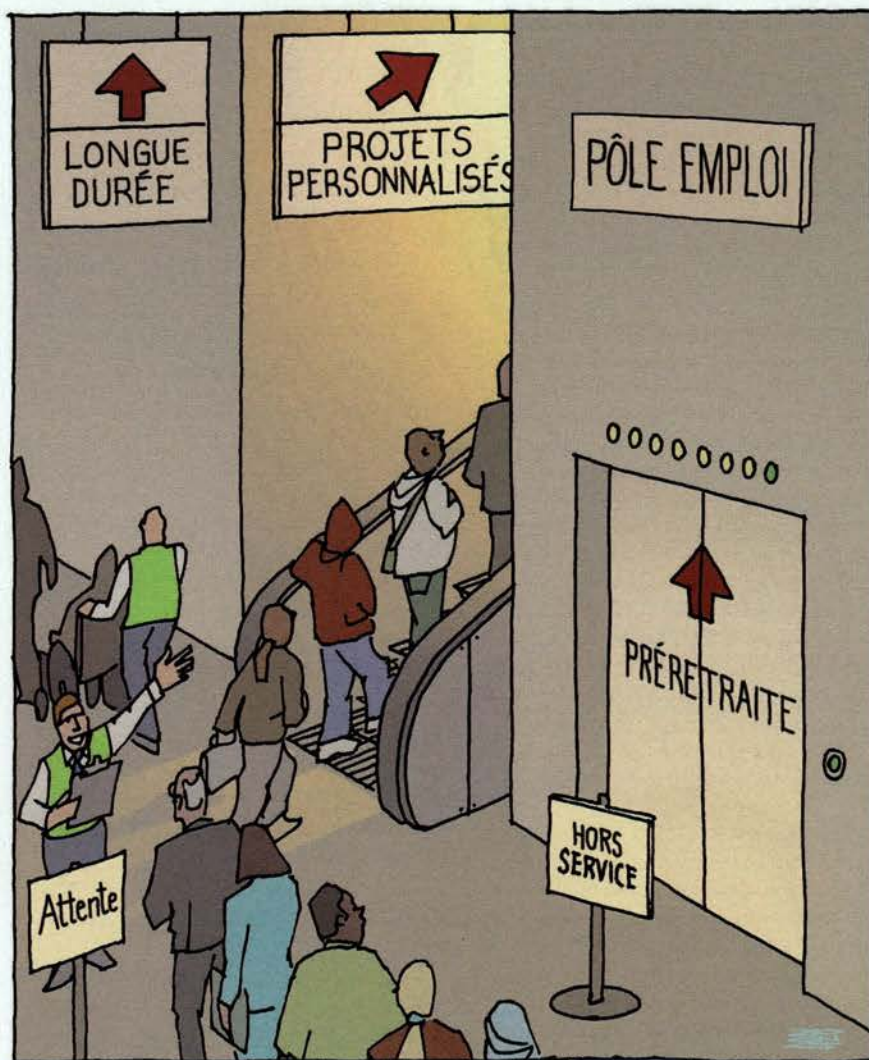
Le passage à l'économie verte va changer en profondeur notre manière de vivre, et donc aussi notre manière de travailler et de nous former. En bleu de travail ou en chemise de banquier, la plupart des travailleurs deviendront, de près ou de loin, des cols verts. ■

\*Fankhauser, Samuel, Friedel Sehlleier et Nicholas Stern (2008), « Climate change, innovation and jobs », *Climate Policy* n° 8, disponible sur [www.climatepolicy.com](http://www.climatepolicy.com)



# Investir dans l'employabilité

Jenny Ross, Ingeus Centre for Policy and Research\*



**Aider les nouveaux chômeurs tout en continuant à accompagner les personnes désavantagées sur le marché du travail, tel est le défi majeur pour les ministres de l'emploi.**

Le chômage augmente dans de nombreux pays et, du fait de la pression croissante sur les organismes d'aide sociale, les services de l'emploi et plus généralement sur les finances publiques, les gouvernements ont bien du mal à savoir où investir leurs maigres ressources. L'engagement renouvelé d'accompagner le retour à l'emploi, fondé sur une analyse

d'efficacité améliorée, doit être au cœur du débat.

Voici quelques éléments clés destinés à aider les ministres à répondre à la crise.

**Premièrement, conserver l'objectif à long terme d'un emploi durable pour tous.** Il est crucial de tirer les leçons des récessions passées. Compter sur l'augmentation des taux de départ en retraite anticipée ou le recours aux prestations d'invalidité ou de maladie pour contenir le chômage aboutira, à terme, à des dysfonctionnements sur le marché du travail. Avec le vieillissement de la population

active et le resserrement du marché du travail, il faut chercher à maintenir en activité les travailleurs âgés et les personnes qui souffrent de problèmes de santé.

Ces dernières années, on s'est beaucoup concentré sur l'accroissement des conditions donnant droit aux prestations et sur les moyens de ramener vers l'emploi les personnes qui s'en étaient éloignées, comme les parents isolés, les handicapés et les personnes souffrant d'un problème de santé. Cette approche a fait ses preuves, a encouragé l'innovation et a permis d'améliorer le choix et la qualité des services.

Mais dans le contexte actuel de pression budgétaire et d'opportunités d'emploi réduites, la qualité et l'étendue des services d'emploi destinés à ces groupes risquent de se dégrader, car la priorité est mise sur l'accompagnement des nouveaux chômeurs. Les effets peuvent être graves et durables, l'exclusion du marché du travail pouvant même devenir un phénomène intergénérationnel.

**Deuxièmement, aider en priorité les personnes les plus exposées à l'exclusion du marché du travail.** De nombreux gouvernements s'inquiètent de l'impact de la crise actuelle sur l'accès des jeunes à l'emploi. Ils craignent que toute une génération n'en reste profondément marquée. Diverses mesures ont été prises, comme les garanties de formation, l'extension de l'apprentissage et les subventions à l'emploi.

Les gouvernements devraient suivre de près l'impact de la récession sur d'autres groupes vulnérables, qui risquent d'être durablement exclus. Les tensions sur le marché du travail peuvent affecter les travailleurs immigrés ou les réfugiés, qui ignorent parfois la langue du pays-hôte ou les arcanes de son marché du travail, sans parler des handicapés ou des personnes ayant des problèmes de santé. Il est crucial pour eux d'investir dans l'employabilité et le relèvement du niveau de compétences de manière à réellement optimiser leurs chances sur le marché du travail.

L'observation et l'analyse du marché du travail permettent d'allouer efficacement les ressources. Par exemple, l'étude commanditée par le Département du Travail et des Pensions du Royaume-Uni a mis en évidence que les jeunes les moins qualifiés vivant dans des



Il est à craindre que toute une génération ne reste profondément marquée

quartiers défavorisés constituait le groupe le plus exposé à l'exclusion du marché du travail. Les services publics de l'emploi et les organismes d'aide sociale s'efforcent donc d'améliorer leur capacité d'analyse afin d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

Il faudrait aussi réfléchir à un service de l'emploi personnalisé. Outre qu'elle permet de maintenir la priorité sur l'emploi, cette approche a prouvé, lorsque l'exercice futur d'une activité professionnelle dépend de l'acquisition de compétences, qu'elle pouvait à la fois aider les plus défavorisés à trouver du travail et offrir un bon rapport coût-efficacité.

Aujourd'hui, ceux qui ont peu d'expérience professionnelle peinent à concurrencer ceux qui viennent de perdre leur emploi. De nouveaux dispositifs s'imposent sans doute pour compléter les programmes existants. Les périodes d'essai en entreprise et les dispositifs intermédiaires du marché du travail pourraient aider les participants à retrouver le chemin de l'emploi.

**Troisièmement, les pouvoirs publics doivent innover.** Malgré le catastrophisme ambiant, de nouvelles opportunités vont se présenter pour innover et améliorer les méthodes d'accompagnement des exclus du marché du travail. Ainsi, dans de nombreux pays, l'accroissement de la demande de services a stimulé l'innovation en matière de prestations. En réponse à la crise, le Royaume-Uni a accru les effectifs du service public de l'emploi. Comme les locaux existants n'étaient pas assez grands pour abriter les nouveaux agents, on a installé ceux-ci dans des organismes partenaires, y compris des prestataires privés ou associatifs. Il en a résulté une plus grande fluidité des services pour les clients, et la productivité en sera probablement stimulée.

De même, l'accompagnement des demandeurs d'emploi par téléphone et par Internet s'est étendu dans de nombreux pays, ce qui peut remplacer efficacement les entretiens sur place pour les travailleurs qui viennent de perdre leur emploi ou les personnes peu éloignées du marché du travail.

**Quatrièmement, ne pas négliger la dimension locale.** Les ministres auront bien sûr à cœur de rentabiliser au maximum l'investissement mis dans les politiques actives du marché du travail et à promouvoir une utilisation efficace des ressources. Au niveau local, on peut souvent renforcer l'efficacité des programmes par une meilleure harmonisation et un meilleur ciblage de l'accompagnement vers l'emploi, et les compléter, notamment par la formation. On peut ainsi valoriser au mieux des budgets restreints.

Aux Pays-Bas, le gouvernement a créé un réseau de centres locaux de mobilité pour favoriser la coopération entre entreprises, syndicats et organismes de recherche d'emploi. Une initiative vivement soutenue par les syndicats et les autres partenaires sociaux.

Mettre en présence les employeurs et les syndicats pour discuter du marché du travail local et régional peut aider à planifier à plus long terme, et à remédier aux disparités entre offre et demande. Grâce aux partenariats locaux, il devient également possible de veiller à ce que l'investissement dans les compétences et la formation des chômeurs corresponde aux besoins du marché du travail local ou aux prévisions des besoins en compétences.

Le message est simple. Dans le contexte actuel, les individus doivent s'investir davantage pour obtenir des emplois sûrs : il doivent déployer plus d'efforts pour trouver des emplois vacants, postuler à un plus grand nombre d'emplois et obtenir plus d'entretiens avec des employeurs potentiels qu'auparavant. Mais d'autre part, les pays doivent investir davantage dans les services de l'emploi à une période où il est plus difficile d'accompagner la transition vers l'emploi et la sortie de l'aide sociale. C'est la condition *sine qua non* pour que les nouveaux chômeurs ne soient pas exclus du monde du travail de façon permanente, et que les personnes éloignées du marché du travail améliorent leur employabilité et reprennent la voie de l'emploi durable.

**Références**

EUROFOUND (2009), "Tackling the Recession: Employment-related public initiatives in the EU Member States and Norway", <http://www.eurofound.europa.eu/emcc/erm/studies/tr0907020s/tr0907020s.htm>

Ingeus est un prestataire international de services d'accompagnement vers l'emploi qui aide les individus et les collectivités à obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine. Il a noué des partenariats avec des administrations centrales, régionales et locales dans le monde entier, en privilégiant les innovations qui favorisent des solutions performantes et stables. Fondé en Australie, en 1989, Ingeus offre des programmes d'accompagnement vers l'emploi en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Suède.

Commission européenne (2009), Rapport final de la conférence intitulée « Les institutions en charge du marché du travail à l'heure de la crise : défis et expériences », <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=105&langId=en&eventId=198&furtherEvents=yes> (version anglaise uniquement)

Stafford, Bruce et Deirdre Duffy (2009), "Review of evidence on the impact of economic downturn on disadvantaged groups", Department for Work and Pensions, Royaume-Uni, <http://www.dwp.gov.uk/publications/dwp/2009/monitoring-impact-recession-demographic-groups.pdf>

Hasluck, Chris et Anne E. Green (2007), "Active Labour Market Policies in International Context: What works best?" Lessons for the UK Department for Work and Pensions Research Report 407, [http://research.dwp.gov.uk/asd/asd5/report\\_abstracts/rr\\_abstracts/rra\\_407.asp](http://research.dwp.gov.uk/asd/asd5/report_abstracts/rr_abstracts/rra_407.asp)

Carrillo, Stéphane et David Grubb (2006), "From Inactivity to Work: The role of Active Labour Market Policies", Documents de travail sur les questions sociales, l'emploi et les migrations, n° 36, OCDE, Paris, [www.oecd.org/dataoecd/44/8/36945194.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/44/8/36945194.pdf)



# Travailleurs de l'ombre ?

Johannes P. Jütting et Juan R. de Laiglesia, centre de Développement de l'OCDE



Les revenus issus des journaux, des clous et des vis usagés a diminué de moitié en quelque mois

**Les travailleurs informels ont beaucoup souffert de la crise, notamment dans les pays en développement. Il faut être particulièrement attentif à leurs besoins.**

À l'heure où les responsables du G20 et les ministres de l'emploi de l'OCDE partent à l'assaut du chômage, qui s'aggrave dans tous les pays du monde, il est urgent de tenir compte des pays en développement. Selon les prévisions centrales de l'OIT pour 2009, le nombre de chômeurs dans le monde a augmenté de 39 millions. Mais pour les pays en développement en particulier, le chômage n'est qu'un aspect du problème. Ces pays abritent aussi beaucoup de travailleurs informels, dépourvus de toute protection sociale ou juridique, et très mal rémunérés. Ces travailleurs, leurs

familles et les communautés auxquelles ils appartiennent sont également exposés à toutes sortes de risques sanitaires et sécuritaires.

La crise a conduit à une augmentation considérable de l'emploi informel et à de fortes baisses de revenus dans ce secteur. Les moyens de subsistance de centaines de millions de travailleurs sont menacés. Dans les pays en développement notamment, une crise de l'emploi peut rapidement devenir une crise de la pauvreté. Faire la politique de l'autruche aurait des conséquences dramatiques.

L'emploi informel atteint déjà des niveaux records à l'échelle mondiale : d'après le centre de Développement de l'OCDE, 1,8 milliard de personnes travaillent sans

véritable contrat de travail ni couverture sociale, soit plus de la moitié de la population active mondiale. De même, des millions de travailleurs informels sont très proches des seuils de pauvreté. Il est clair que les travailleurs informels sont particulièrement touchés par la crise économique mondiale. Lorsque la demande diminue, ce sont les premiers à être écartés ou à voir leurs « affaires », souvent microscopiques, périlcliter. Plus on est au bas de la pyramide sociale, plus on souffre. Par exemple, le prix que les chiffonniers d'Ahmedabad (Inde) obtiennent pour les journaux, les clous et les vis usagés qu'ils récupèrent a diminué de moitié entre octobre 2008 et janvier 2009.

La proportion de travailleurs informels devrait s'accroître dans les années à





venir. Avant la crise, on estimait que pas moins des deux tiers de la population active mondiale seraient informels d'ici à 2020. Mais les destructions d'emplois dues à la crise, et l'accroissement du nombre de migrants dans le secteur informel, pourraient conduire la situation à s'aggraver. Comme pour les pays de l'OCDE, le retour de la croissance dans les pays en développement est une étape nécessaire mais insuffisante pour inverser la tendance.

Même dans les périodes de forte croissance, l'emploi informel s'est accru dans beaucoup de pays en développement. En Inde, alors que l'économie a progressé de plus de 5 % par an tout au long de la dernière décennie, environ 370 millions de personnes – soit 9 employés sur 10 – n'ont toujours pas de couverture sociale.

Que peuvent faire les responsables politiques ? Le travail informel est souvent le seul moyen pour les pauvres d'entrer sur le marché du travail. L'enjeu est de donner à ces travailleurs les moyens de passer à des emplois de meilleure qualité, plus sûrs et plus productifs. L'ancienne approche, qui consistait en une « formalisation » forcée de l'économie informelle, ne marche pas et devrait être abandonnée, au profit d'approches visant à créer plus d'emplois et de meilleure qualité dans les secteurs

formels et informels. On multiplierait ainsi les passerelles entre les deux secteurs, en mobilisant les atouts et les caractéristiques du secteur informel et en remédiant à ses faiblesses et à ses vulnérabilités.

Prenons la formation et les compétences, par exemple. Bien qu'un grand nombre de travailleurs dits informels soient considérés comme non qualifiés, beaucoup ont en fait des compétences solides. Améliorer la qualité et l'offre de formation pour mieux tirer parti de ces compétences est non seulement bénéfique aux populations les plus pauvres, cela peut en outre contribuer à améliorer la qualité des emplois « formels » eux-mêmes. Cela passe par l'élargissement de l'accès à la formation et des possibilités d'apprentissage. Des pays comme le Bénin, le Ghana et le Mali modernisent leurs systèmes d'apprentissage et délivrent des certificats attestant des compétences acquises par les travailleurs informels.

Des mécanismes sont aussi mis en place pour soutenir plus efficacement les petits et les micro-entrepreneurs, très nombreux dans le secteur informel, et pour améliorer leur potentiel entrepreneurial. Le microcrédit, par exemple, devrait les encourager à développer et à consolider leurs entreprises. Les micro-prêteurs se multiplient, du Bangladesh à l'Ouganda en passant par la Bolivie, ce qui montre que les micro-entrepreneurs informels peuvent générer suffisamment de valeur ajoutée pour rembourser les crédits et s'assurer un revenu.

Au-delà de la formation et du crédit, certaines mesures simples peuvent stabiliser les travailleurs informels et favoriser leur « formalisation ». Par exemple, Singapour réserve aux petits restaurateurs ambulants certains espaces, et leur donne accès à l'eau, à certains services de collecte des déchets et à des services de base, comme la simplification de leur enregistrement. Bien entendu, la formalisation ne peut fonctionner que si les décideurs la rendent attractive, par exemple en améliorant les services publics, en

renforçant les tribunaux, en facilitant l'accès au crédit et en allégeant le coût du respect des obligations fiscales. En bref, ils doivent s'assurer que le passage au secteur formel soit avantageux pour les travailleurs.

Même sans aller jusqu'à formaliser le secteur informel, les autorités peuvent réduire de plusieurs manières la pauvreté et la vulnérabilité des travailleurs de ce secteur. Beaucoup de pays, dans lesquels les systèmes de sécurité sociale financés par les prélèvements sur les salaires ne couvrent qu'une petite fraction de la population, ont néanmoins les moyens d'instaurer l'accès universel aux soins de santé de base ou à l'assurance-vieillesse. La Thaïlande, par exemple, a élargi à 14 millions de personnes la couverture santé en une dizaine d'années. Ces mesures peuvent renforcer les autres initiatives contre la pauvreté, comme les programmes de travaux publics, les systèmes de garantie de l'emploi ou les transferts d'argent conditionnels.

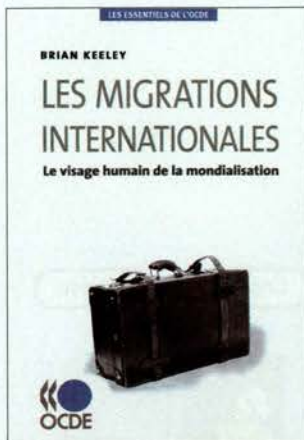
Une reprise sera indispensable pour inverser la tendance à la hausse du chômage et consolider la situation de dizaines de millions de travailleurs qualifiés sur le marché du travail. Le redressement de l'activité fournira l'occasion de tirer parti des compétences de centaines de millions de travailleurs informels, et de doper la croissance grâce à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Répondre aux défis du secteur informel exigera un effort majeur des gouvernements des pays en développement. Pour les y aider, les pays développés doivent respecter leurs engagements d'augmenter l'aide, et encourager le commerce et l'investissement. Pas facile en temps de crise, mais la contrepartie pour tous les pays, riches comme pauvres, sera une économie mondiale plus efficace et solidaire, et un recul de la pauvreté.

Référence

OCDE (2009) « L'emploi informel dans les pays en développement : une normalité indépassable ? », *Etudes du Centre de développement de l'OCDE*, Paris.



# Migrations et mythes



**En période de fort chômage, les processus de migration sont souvent montrés du doigt. Un nouvel *Essentiel de l'OCDE* analyse posément la question, sans occulter ses aspects polémiques. Extrait.**

Une des accusations les plus souvent portées contre les immigrés est qu'ils prennent le travail des autochtones, car – soutient-on – ils seraient prêts à travailler pour des salaires moins élevés. Y a-t-il une part de vérité dans cette affirmation ? Et les immigrés nuisent-ils réellement aux perspectives d'emploi des autochtones ?

Comme cela arrive souvent avec les migrations internationales, les réponses ne sont pas simples. La situation diffère d'un pays à l'autre et d'une profession à l'autre – selon que les immigrés et les autochtones sont peu ou hautement qualifiés. Les réponses dépendent également de la perspective temporelle adoptée – il peut y avoir des répercussions à court terme mais très peu d'effets à long terme – et de l'échelle à laquelle on envisage le marché de l'emploi – au plan national ou dans une ville ou une région particulière.

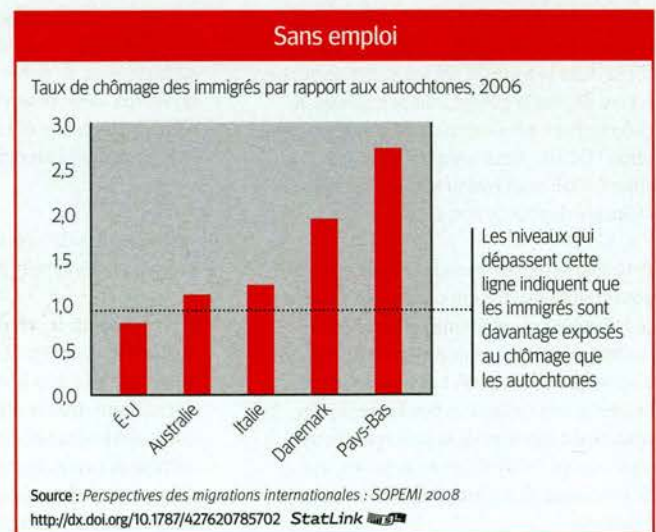
Il ne faut cependant pas en conclure que le travail des immigrés n'a aucun impact sur les emplois des travailleurs locaux, mais plutôt que cet impact n'est pas toujours facile à mesurer. Malheureusement, faute de données précises, il arrive que les rumeurs et les cas particuliers soient pris pour argent comptant et alimentent l'accusation habituelle selon laquelle « ils viennent pour nous voler nos emplois ».

Qu'en est-il en réalité ? Le travail des immigrés peut en fait apporter une aide aux travailleurs locaux. Par exemple, lorsqu'une famille engage un migrant pour assurer la garde de ses enfants, cela peut permettre aux deux parents de travailler. Un restaurant qui engage des migrants pour faire le service peut voir son chiffre d'affaires augmenter, ce qui crée de nouveaux emplois de gérants dont peuvent bénéficier des travailleurs locaux. Selon les économistes, les immigrés peuvent également être complémentaires des travailleurs locaux lorsqu'ils acceptent des emplois que ces derniers refusent, les emplois « sales, dangereux et difficiles » (3D jobs – Dirty, Dangerous, Difficult), comme on les appelle. Au Royaume-Uni, par exemple, dans le cadre d'une émission de la BBC, on a interrogé des travailleurs agricoles polonais qui faisaient la récolte dans les champs, ainsi que des hommes britanniques qui recevaient des prestations sociales. Les travailleurs polonais étaient payés 7 livres de l'heure, soit un peu moins de 14 dollars, et semblaient ravis de leur travail. « C'est merveilleux ici », confiait l'un d'eux.

Cependant, au bureau de l'assurance chômage, les Britanniques tournaient ce travail en ridicule. « Hors de question, je préfère pointer au chômage que de faire ça », dit un de ces hommes, avant d'ajouter : « Je ne veux pas travailler dans un champ de blé. Je ne veux pas travailler avec un tas d'étrangers. » Une telle réponse reflète non seulement certaines attitudes xénophobes, mais elle traduit aussi une autre accusation dont font souvent l'objet les immigrés : en acceptant d'être moins payés, ils tireraient les salaires vers le bas, dans certains cas au point que les autochtones ne veulent tout simplement plus occuper les emplois concernés. Certains faits indiquent que les migrants tirent effectivement les salaires vers le bas mais, selon de nombreux économistes, cet impact est relativement léger et ne dure guère. Ce sont en fait les travailleurs les moins qualifiés – et donc les moins payés – qui ont tendance à en être les plus affectés... Un groupe dans lequel on retrouve généralement les premières vagues de migrants.

On affirme parfois également que l'afflux d'immigrants est une solution de facilité qui évite aux gouvernements et aux employeurs de s'attaquer de façon systématique aux pénuries de main-d'oeuvre chroniques, ce qui les dispense d'augmenter les salaires ou d'accroître les opportunités d'emploi pour les ressortissants nationaux. Selon certains, cette situation prévaut déjà dans les secteurs des soins infirmiers et de la médecine de nombreux pays de l'OCDE. La disponibilité d'infirmières étrangères, en particulier de travailleuses temporaires, signifie que les pressions pour augmenter les salaires sont faibles et que les hôpitaux sont peu incités à améliorer les conditions de travail afin d'attirer davantage de natifs dans la profession. ■

Extrait des *Migrations internationales : Le visage humain de la mondialisation*, Brian Keeley, Collection *Les Essentiels de l'OCDE*, octobre 2009. Commandez l'ouvrage sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

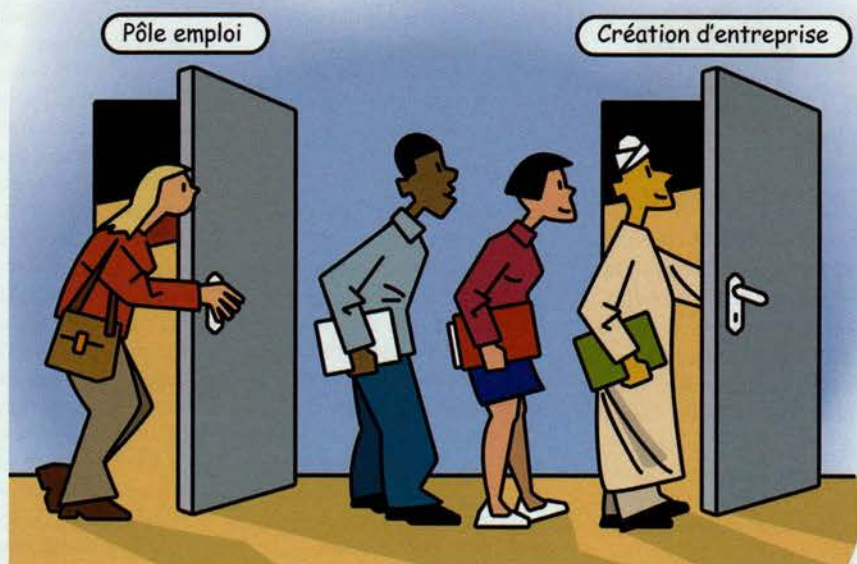




# Privilégier l'activité

Adam B. Greene, Vice-Président, Labor Affairs and Corporate Responsibility, United States Council for International Business

Les gouvernements doivent poursuivre les politiques d'emploi et les changements structurels qui encouragent la création d'entreprise, l'entrepreneuriat et l'innovation.



Grâce à la réaction rapide et importante des gouvernements face à la crise, de nombreux pays connaissent aujourd'hui des premiers signes de reprise. Cependant, de grandes incertitudes subsistent et le chômage augmente toujours dans de nombreux pays. Il a atteint 8,5 % dans la zone OCDE en juillet 2009, un record depuis la guerre, soit 15 millions de chômeurs en plus depuis le début de la crise, selon l'OCDE. Sans compter qu'en 2007, la zone OCDE avait connu son plus bas taux de chômage depuis 25 ans, à 5,6 %.

Pour que la reprise mondiale s'affermisse, les gouvernements doivent mener des actions coordonnées et cohérentes pour rétablir la confiance dans les marchés financiers et la disponibilité du capital. Les gouvernements doivent aussi veiller à ce que les règles du marché du travail et de la politique sociale soutiennent l'activité des entreprises, afin de conserver plus d'emplois et d'en créer de nouveaux.

En un mot, les politiques publiques doivent soutenir les entreprises. Les gouvernements doivent poursuivre les politiques d'emploi et les changements structurels qui encouragent la création d'entreprises, l'entrepreneuriat et l'innovation – seuls fondements durables de la création de richesse, d'emplois et de nouveaux biens et services. Les politiques de relance doivent en outre être ciblées, rapides et temporaires, l'objectif étant la reprise à long terme.

Les politiques de croissance de l'emploi doivent reposer sur cinq principes fondamentaux :

**Il faut soutenir la création d'emplois.** Des emplois peuvent être créés grâce à des mesures de relance et d'urgence de court terme, notamment dans le secteur public, mais il faut aussi continuer d'encourager l'activité entrepreneuriale, l'innovation et la création d'entreprises, les échanges et l'investissement. C'est là que réside la principale source

d'emplois, et c'est la seule voie vers une création d'emplois durables.

**Le protectionnisme ne résout rien.** Malgré les difficultés actuelles, il faut que les marchés restent ouverts aux échanges et aux investissements internationaux. L'impact néfaste du protectionnisme sur l'emploi à long terme est clairement établi.

**Faciliter l'activité des entreprises.** Les gouvernements doivent promouvoir vigoureusement un environnement réglementaire qui favorise des entreprises robustes et une réduction des tracasseries et des coûts administratifs, qui stimule l'entrepreneuriat et la compétitivité et qui facilite l'accès au crédit. En un mot, il faut instaurer un climat favorable aux affaires.

**Ériger les besoins des petites et moyennes entreprises en priorité.** Leurs avantages en termes de dynamisme et de plus grande



# Pour des emplois décents

Il faut préserver l'emploi plutôt que les emplois

flexibilité sont souvent annulés par la faiblesse de leurs structures financières et de gestion, ce qui les rend particulièrement vulnérables au ralentissement actuel. Les plans de relance doivent impérativement faciliter le crédit pour les PME, et alléger la charge et le coût du respect de leurs obligations.

## Préserver l'emploi plutôt que les emplois.

Les gouvernements doivent veiller à ce que la législation et les institutions du marché du travail puissent effectivement faciliter le passage de la récession à la reprise. La protection de l'emploi suppose que les institutions du marché du travail offrent suffisamment de flexibilité pour qu'employeurs et salariés mettent en œuvre des mesures justes et créatives aptes à maintenir l'emploi.

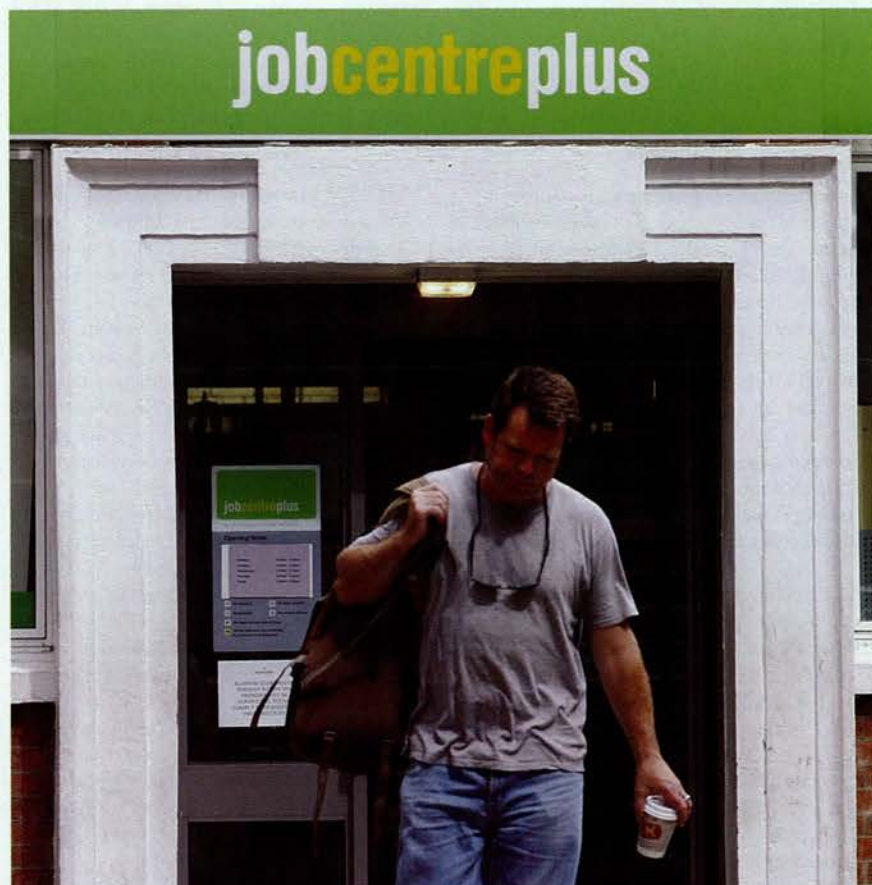
L'OCDE est exceptionnellement bien placée pour nourrir la réflexion sur les politiques de l'emploi et des systèmes de protection sociale. Son rôle de coordination des politiques de l'emploi au niveau mondial est aussi très important, notamment au G8, au G20, et avec l'OIT, la Banque mondiale et le FMI. Cette coordination mondiale a été décisive pour que l'emploi reste au cœur des préoccupations des gouvernements, et pour que ceux-ci œuvrent de concert. Cela doit continuer.

Les entreprises sont fermement résolues à travailler avec l'OCDE et ses États membres pour faire repartir la croissance économique mondiale et rétablir la confiance dans nos marchés financiers, sur la base de cadres réglementaires sains et efficaces. C'est fondamental pour relever les défis de l'emploi et des politiques sociales. ■

Voir [www.uscib.org](http://www.uscib.org)

Le United States Council for International Business est membre du BIAC, le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE. Voir [www.biac.org](http://www.biac.org)

Roland Schneider, Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC)



© Luke MacGregor/Reuters

## Les programmes actifs du marché du travail doivent générer davantage d'emplois décents. Y parviendront-ils ?

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les systèmes de protection contre le chômage n'apportent pas une garantie suffisante en période de crise économique grave et de chômage élevé et persistant. Les prestations peuvent cesser avant 12 mois, et cessent souvent avant que le chômeur n'ait retrouvé un emploi. En outre, dans beaucoup de pays, la couverture chômage représente à peine la moitié du salaire antérieur du travailleur, et parfois beaucoup moins.

### Que peuvent faire les gouvernements ?

Premièrement, ils devraient être plus nombreux à assouplir temporairement les règles d'accès aux allocations chômage, augmenter les taux de remplacement et

étendre la durée des prestations. Prolonger cette durée en période de récession grave et de chômage important se justifie socialement et économiquement. Avec un marché du travail en panne et une demande au plus bas, les chômeurs mettront plus de temps à retrouver du travail. En outre, si les droits à prestations s'interrompent rapidement, les gens consommeront moins, ce qui freinera la reprise.

Par ailleurs, la couverture chômage devrait être étendue aux travailleurs précaires, comme ceux sous contrat temporaire ou à temps partiel. La plupart d'entre eux n'ont droit à aucune allocation chômage.

Cette crise économique vient en partie de la sous-réglementation du secteur financier, mais ses causes profondes sont loin d'être purement financières. L'évolution structurelle



Certaines politiques d'activation pourraient contraindre les chômeurs à accepter des bas salaires et des conditions de travail dégradées

de la répartition des revenus, en particulier la baisse de la part des salaires et l'augmentation de la part des profits des entreprises, ont conduit à des inégalités qu'on n'avait pas vues depuis des décennies. Un certain nombre de pays, au premier rang desquels les États-Unis, ont maintenu des taux de croissance élevés en substituant le crédit aux revenus du travail – un processus favorisé par la politique monétaire et le développement d'une prétendue « innovation » financière. Mais ce fut au prix d'un alourdissement des dettes, privées et publiques, et du creusement des déséquilibres mondiaux.

Cette situation n'est pas nouvelle. Toutes les précédentes phases de ralentissement dues au secteur bancaire ont provoqué un accroissement des inégalités de revenu. Mais ce n'est pas tolérable pour autant. Une réponse courageuse à la crise serait d'inverser la tendance à l'accroissement des inégalités de revenus. Or, beaucoup de banques, dans plusieurs pays, non seulement recommencent à accorder des bonus, mais utilisent pour ce faire les quelque 20 % de l'argent des contribuables qui étaient censés les sauver de leurs errements. Nous attendons des membres de l'OCDE et du G20 qu'ils aillent au-delà des condamnations de principe. Sans une réforme du système financier mondial, les politiques de l'emploi n'auront pas l'efficacité voulue.

De même, les gouvernements ne doivent pas laisser les personnes les moins responsables de la crise et les moins à même d'y faire face, à savoir les travailleurs et leurs familles, en payer seuls les pots cassés. Le ralentissement actuel risque de faire basculer beaucoup plus d'individus d'âge actif dans la pauvreté, du fait des réductions de salaire, des réductions d'emploi, ou de réductions de la durée du travail. Cela pourrait être facteur d'anxiété, de perte de confiance et de démoralisation de l'opinion publique. Il faut à tout prix combattre le risque de déflation salariale. Pour cela, il faut instaurer des salaires minimums suffisants, étendre le champ d'application des conventions collectives et renforcer les mécanismes de fixation des salaires.

Répondre efficacement à la crise de l'emploi implique assurément de mettre un frein aux licenciements ou de les prévenir, d'élargir les opportunités de formation et d'encourager les entreprises à embaucher. Ces politiques doivent reposer sur la confiance et le dialogue avec les syndicats et les employeurs.

Mais il faut éviter certains risques, notamment dans la mise en œuvre des politiques d'activation préconisées par l'OCDE, en particulier celles qui poussent les bénéficiaires de prestations à accepter un emploi en durcissant les critères d'éligibilité et en réduisant les prestations ou les durées de versement. L'activation est un thème attrayant, mais elle ne peut marcher qu'avec des services de l'emploi disposant de ressources suffisantes et bien gérés, et d'offres d'emploi en nombre suffisant. À défaut, certaines politiques d'activation n'aboutiront qu'à contraindre les chômeurs à accepter des bas salaires et des conditions de travail dégradées. Elles pourraient même amener certains à sortir du marché du travail, l'inverse de l'effet recherché. Une approche ambitieuse de l'activation, que peu de gouvernements pratiquent, intègre à un ensemble élargi de politiques actives du marché du travail le concept d'obligations mutuelles. Il s'agit de promouvoir et de financer des formations pour améliorer l'employabilité des chômeurs, étant entendu que ceux-ci chercheront activement du travail en contrepartie.

Cependant, l'expérience montre que certains programmes d'activation ont aussi eu des effets négatifs, contribuant par exemple à aggraver les inégalités salariales et la pauvreté au travail, ou encore à la multiplication des emplois précaires. En outre, dans ces scénarios moins ambitieux, la responsabilité de protéger les individus contre les risques financiers et sociaux liés au chômage semble parfois se déplacer des pouvoirs publics et des entreprises vers les chômeurs et leurs familles. Ce sont en réalité des réformes de la protection sociale déguisées en politiques d'activation, dont l'effet, comme l'a récemment souligné le *Financial Times*, a été d'affaiblir le rôle des stabilisateurs automatiques en maintenant à un bas niveau des prestations dont la durée de versement est en outre souvent limitée.

En fait, les chômeurs se trouvent pris dans un jeu de chaises musicales. Les plus rapides (les plus employables) trouveront un siège vide (un emploi), mais pas les autres. Quand bien

même les services de l'emploi obtiendraient davantage de ressources ou seraient appuyés par des intermédiaires à but lucratif, rien ne changerait vraiment. Avec ces politiques d'activation au rabais, les gens courront plus vite pour trouver un siège, mais il n'y en aura jamais assez pour tout le monde.

En bref, l'aide au retour à l'emploi nécessite de nouvelles approches, que les travaux de l'OCDE sur l'emploi devraient prendre en compte.

En premier lieu, il faut améliorer la mesure de la performance du marché du travail et repenser les réformes structurelles à la lumière des causes de cette récession, ainsi qu'à la lumière des coûts économiques et sociaux clairement induits par les systèmes peu protecteurs des salariés. Il faut aussi réévaluer l'effet réel des politiques d'activation, en particulier dans leur conception étroite, et chercher à vérifier si les augmentations d'emploi leur sont réellement attribuables. Si la reprise s'affermite, ce sera l'occasion parfaite de mener ce travail.

L'OCDE devrait aussi examiner comment la dégradation de la qualité de l'emploi empêche une croissance durable, ce qui conforterait ses travaux sur l'emploi précaire, la pauvreté au travail et l'aggravation des inégalités. L'OCDE devrait aussi intensifier sa coopération avec l'OIT et soutenir le Pacte mondial de l'OIT pour l'emploi ainsi que ses efforts pour promouvoir des conditions de travail décentes.

Nous avons besoin de politiques qui dynamisent le marché du travail grâce à la formation et à un meilleur accès à des emplois décents. Le nouveau mot d'ordre – « la formation d'abord » au lieu du « travail d'abord » – qui devrait inspirer les programmes d'activation, comme le suggère l'éditorial des *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009*, marque une évolution bienvenue. En plus de créer des emplois grâce aux investissements issus des plans de relance budgétaire, des financements temporaires pour des projets de travaux publics aux niveaux local et régional peuvent également être une source d'emploi intéressante. Des emplois décents, et pas seulement plus d'emplois : voilà la clé d'une reprise véritablement durable. ■

Voir [www.tuac.org](http://www.tuac.org)



# Être chômeur en 2009



©Stringer, Italy/Reuters

« Être au chômage, c'est frustrant, dévalorisant et, à ce stade, effrayant. » Pour qui doute des effets dévastateurs du chômage, les témoignages recueillis par une enquête récente du John J. Heldrich Center for Workforce Development, de l'Université Rutgers aux États-Unis, seront éclairants. Le centre a interrogé 1 100 américains de plus de 18 ans, au chômage et à la recherche d'un emploi au cours des 12 derniers mois, en août 2009. Le résultat ? « L'angoisse du chômage », un bilan aux chiffres et aux mots révélateurs.

53 % des personnes interrogées estiment que l'économie américaine connaît actuellement des « mutations fondamentales qui vont durer ». « Les journaux annoncent que les *baby boomers* comme moi devront travailler plus longtemps, précise l'une d'entre elles, d'autant que beaucoup d'entre nous ont perdu la moitié, si ce n'est plus, de la valeur de leurs fonds de pension. Mais qu'on m'explique comment je pourrais travailler quelques années de plus alors que je n'arrive même pas à décrocher un entretien d'embauche ! »

Sur les 56 % qui ont déclaré ne pas avoir perçu de prestations de chômage publiques au cours des 12 derniers mois, 48 % ont indiqué qu'ils ne remplissaient pas les conditions requises

pour en bénéficier. Parmi les chômeurs interrogés, 60 % ont déclaré qu'ils n'avaient pas reçu de préavis de licenciement. Et 27 % ont été prévenus un mois à l'avance ou moins. Pas étonnant, dans ces conditions, que 51 % des sondés estiment qu'il appartient aux pouvoirs publics d'aider les chômeurs. Par comparaison, 17 % estiment que cette responsabilité incombe à l'employeur, et 33 % estiment que c'est aux travailleurs eux-mêmes de se prendre en charge.

Notons que 76 % des sondés évoquent le « profond impact » qu'a eu la situation économique sur leur famille. « Bien sûr, je reçois des bons d'alimentation, explique l'un d'eux, mais cela ne m'empêche pas de restreindre les courses au minimum, ce qui exclut la lessive pour mes vêtements, sans parler d'acheter de nouveaux vêtements pour me présenter à un éventuel entretien d'embauche. »

Sur les 43 % de bénéficiaires d'allocations chômage, 83 % ont déclaré qu'ils craignaient « un peu » ou « fortement » que les allocations ne cessent avant qu'elles n'aient retrouvé un emploi.

« Le manque de revenu et l'absence de

couverture maladie sont déjà douloureux, mais c'est le fait de ne pouvoir répondre aux besoins de mon couple qui me détruit psychologiquement, » explique un sondé.

Parmi les personnes contactées, 70 % ont déclaré qu'elles avaient remis à plus tard l'amélioration de leur logement ou leurs projets de vacances ; 63 % ont déclaré qu'elles avaient utilisé l'épargne destinée à leur retraite ou autre pour répondre à des besoins immédiats ; et 56 % ont déclaré qu'elles avaient emprunté de l'argent à leurs proches ou à des amis. Plus de 60 % des sondés ont affirmé souffrir de troubles du sommeil ou de fatigue physique ou morale. 58 % ont déclaré que leurs relations familiales étaient devenues tendues, et 52 % qu'ils évitaient les événements amicaux ou sociaux.

L'enquête de l'Université Rutgers dessine un tableau sombre, mais pas désespéré. Si 77 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles s'étaient senties « stressées » et 68 % « déprimées » en raison de leur situation, 66 % se sont déclarées « impatientes de prendre un nouveau départ. » ■ MA

Les résultats de l'enquête peuvent être consultés sur [www.heldrich.rutgers.edu](http://www.heldrich.rutgers.edu)



## Prix de transfert

La complexité des problématiques relatives aux prix de transfert auxquelles sont confrontés nos clients, grands groupes français à l'international et groupes étrangers implantés en France, nécessite la mise en place d'équipes nationales et internationales structurées.

Pour chaque mission qui nous est confiée, nous constituons une équipe spécifique composée d'économistes, de spécialistes de fiscalité nationale, de fiscalité internationale, des taxes sur le chiffre d'affaires, de réglementation douanière et, le cas échéant, de spécialistes du droit des contrats et du droit de la propriété intellectuelle.

Notre appartenance au réseau international CMS, présent dans 28 pays à travers le monde, assure à nos clients une forte capacité à intervenir sur des dossiers transnationaux.

Le département économique de CMS, fort de 8 personnes, est basé à Paris, et a tissé des relations privilégiées avec des consultants économiques aux Etats-Unis, Amérique du Sud, Asie et Océanie.

### Nos domaines d'intervention :

- Conseil aux entreprises : études de planification et d'optimisation, conseil dans le cadre de réorganisations stratégiques, analyses économiques, audit prix de transfert, assistance dans la mise en place de la documentation requise (en collaboration avec le département "contrats"), incidences de la politique retenue en matière de TVA, etc.
- Assistance dans le cadre du contrôle fiscal.
- Négociations avec l'Administration et plus particulièrement dans le cadre de demandes d'accords préalables de prix de transfert, procédures des autorités compétentes et arbitrages.

### Contacts :

**Pierre-Jean Douvier**  
+33 (0)1 47 38 55 90  
pierre-jean.douvier@cms-bfl.com

**Bruno Gibert**  
+33 (0)1 47 38 42 19  
bruno.gibert@cms-bfl.com

**Stéphane Gelin**  
+33 (0)1 47 38 44 06  
stephane.gelin@cms-bfl.com

**Arnaud Le Boulanger**  
+33 (0)1 47 38 44 06  
arnaud.leboulanger@cms-bfl.com

**CMS Bureau Francis Lefebvre, 1-3, villa Émile Bergerat, 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex, France**  
T +33 1 47 38 55 00 - F +33 1 47 38 55 55 - [info@cms-bfl.com](mailto:info@cms-bfl.com) - [www.cms-bfl.com](http://www.cms-bfl.com)

CMS Bureau Francis Lefebvre est membre de CMS, regroupement de 9 grands cabinets d'avocats européens indépendants offrant aux entreprises un éventail complet de services juridiques et fiscaux en Europe et dans le reste du monde. Fort de plus de 4600 collaborateurs, dont plus de 2400 avocats et 595 associés, CMS s'appuie sur 48 implantations dans le monde.

#### Cabinets membres de CMS

CMS Adonnino Ascoli • Cavasola Scamoni, CMS Albiñana & Suárez de Lezo, CMS Bureau Francis Lefebvre, CMS Cameron McKenna LLP, CMS DeBacker, CMS Derks Star Busmann, CMS von Erlach Henrici AG, CMS Hasche Sigle, CMS Reich Rohrwig Hainz.

Implantations mondiales principales et secondaires des cabinets membres de CMS : **Amsterdam, Berlin, Bruxelles, Londres, Madrid, Paris, Rome, Vienne, Zurich**, Aberdeen, Alger, Anvers, Arnhem, Beijing, Belgrade, Bratislava, Bristol, Bucarest, Budapest, Buenos Aires, Casablanca, Cologne, Dresde, Düsseldorf, Edinbourg, Frankfurt, Hambourg, Kiev, Leipzig, Ljubljana, Lyon, Marbella, Milan, Montevideo, Moscou, Munich, Prague, Sao Paulo, Sarajevo, Seville, Shanghai, Sofia, Strasbourg, Stuttgart, Utrecht, Varsovie and Zagreb.

Les cabinets membres de CMS, en association avec The Levant Lawyers, sont présents à Beyrouth, Abu Dhabi, Dubai et Koweït.



# Vers un nouveau système de monnaie de réserve ?

Helmut Reisen, Chef de la recherche, centre de Développement de l'OCDE



©Stringer Shanghai/Reuters

Le 7 septembre 2009, un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a dénoncé le rôle important de la « domination du dollar » dans les déséquilibres globaux récents, notamment des balances commerciales et des comptes des opérations courantes, qui ont contribué à la crise économique mondiale.

La CNUCED a-t-elle raison et, si oui, comment réduire la domination du dollar sur le système financier mondial ? La question porte sur les monnaies de réserve, sur la manière dont elles évoluent, et en premier lieu sur les raisons de leur existence.

Les gouvernements et les institutions constituent des réserves pour diverses raisons, notamment pour être en mesure d'effectuer des échanges et des opérations sur les marchés mondiaux de produits et de capitaux, ou comme point d'ancrage pour préserver leurs économies des turbulences sur les marchés financiers.

Le dollar des États-Unis est la monnaie de réserve dominante depuis plusieurs décennies. Il représente près des deux tiers des réserves mondiales et 88 % des opérations de change quotidiennes. Par ailleurs, bien que l'euro représente actuellement plus d'un quart des réserves, les prix internationaux du pétrole, de l'or et des autres matières premières sont encore majoritairement libellés en dollars. Depuis la Seconde guerre mondiale, les États-Unis ont toujours bénéficié de ce statut du

dollar, qui leur permet aussi bien d'acheter des produits à des prix légèrement plus bas que les autres pays, grâce à l'économie réalisée sur les opérations de change, que d'emprunter à des taux moins élevés. Mais le dollar américain est aussi extrêmement utile à l'économie mondiale, à la fois officiellement en tant que monnaie de réserve et de référence, et comme monnaie utilisée par les entreprises privées pour leurs échanges et leurs investissements.

L'utilisation d'une seule devise facilite le commerce mondial, tandis que les marchés liquides de la dette permettent aux banques centrales d'intervenir sur les marchés des changes pour atténuer les fluctuations des devises. De plus, les épargnants peuvent échapper aux conséquences des politiques inflationnistes de certains gouvernements en effectuant des dépôts en dollars. En outre, les prix des produits de base peuvent être fixés de manière homogène quel que soit le lieu où ces produits sont échangés. En résumé, le dollar offre aux entreprises et aux États des avantages de réseau. Ajoutons qu'en élargissant le champ des émetteurs et des investisseurs, le dollar a abaissé les coûts d'emprunt et facilité le financement de la balance des paiements. Ainsi, si les États-Unis ont dépensé la totalité de leur revenu national en laissant s'accumuler 47,3 % de leur PIB sous forme de déficits des opérations courantes depuis 2000, comme tous les pays du monde (surtout l'Asie et la région du Golfe) ont essentiellement réinvesti les excédents correspondants sous forme de bons du Trésor américains, les taux de ces bons se sont trouvés abaissés de 130 points de base jusqu'en 2005.

La demande additionnelle de dollars a généré des revenus « régaliens » : en 2008, la simple émission de monnaie a engendré pour la Réserve fédérale américaine 43 milliards de dollars d'intérêts nets au total, ce qui, comme l'a remarqué *The Economist*, fait en réalité des dollars en circulation dans le monde un prêt sans intérêts du public à la Fed.

Pour beaucoup, un autre système monétaire mondial est difficilement imaginable. Ils

Si l'expérience historique permet d'anticiper l'avenir, le renminbi chinois pourrait remplacer le dollar comme monnaie de réserve vers 2050

assimilent le dollar à la langue anglaise, une sorte de langue naturelle de l'économie mondiale. Mais si la prééminence du dollar ne posait pas de problème lorsque les pays de l'OCDE dominaient l'économie mondiale, les temps ont changé. De nouvelles économies de marché puissantes ont émergé, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, stimulant la croissance mondiale et avec elle la demande de monnaies de réserve.

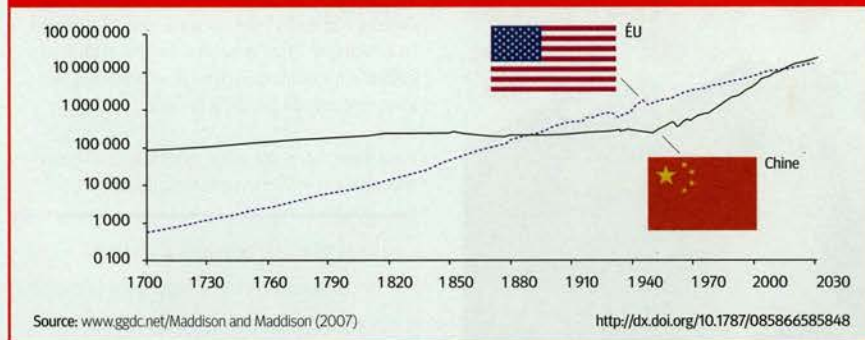
Dans une économie mondiale en croissance rapide, un système de monnaie de réserve unique pose certains problèmes, notamment le fameux dilemme de Triffin. Mettant en garde le Congrès en 1960, l'économiste belge Robert Triffin avait déclaré qu'en tant que principal fournisseur de la monnaie de réserve mondiale, les États-Unis n'avaient d'autre choix que d'avoir un compte des opérations courantes perpétuellement en déficit. En effet, expliquait-il, à mesure que l'économie mondiale croît, la demande d'actifs de réserve (donc de dollars) émanant des différents pays augmente. Ces réserves ne peuvent être fournies que si les États-Unis enregistrent un déficit de leurs opérations courantes et émettent des obligations libellées en dollars pour le financer. De fait, si les États-Unis cessaient d'enregistrer des déficits de balance des paiements et de fournir des réserves, la liquidité s'assècherait, entraînant l'économie mondiale dans une spirale descendante.

Comment ces déséquilibres ont-ils alimenté la crise ? Les déficits des États-Unis et les excédents d'épargne des économies émergentes d'Asie de l'Est, et notamment de la Chine, ainsi que des pays exportateurs de pétrole, augmentent depuis le début des



## Un nouvel ordre mondial ?

PIB de la Chine et des États-Unis, 1700-2030, en millions de dollars internationaux de 1990



années 2000. L'épargne des économies émergentes a contribué à faire baisser les taux d'intérêts mondiaux, ce qui a amené les investisseurs à rechercher des rendements plus élevés mais des actifs à risque relativement faible, notamment immobiliers. La faiblesse des taux d'intérêts a contribué à son tour aux excès observés sur les marchés financiers, dont la crise a été le point culminant.

La CNUCED n'a pas été la seule à critiquer la domination du dollar, qui est aussi à l'origine d'autres graves distorsions. Depuis des années, les pays les moins avancés dénoncent le fait que le système actuel les oblige à transférer des ressources (leurs propres devises) vers des pays plus riches, à travers un processus qui est devenu une forme « d'aide inversée ». Assurément, certains pays émergents ont accumulé des dollars non seulement pour financer leurs échanges ou pour se prémunir des crises de panique des investisseurs, mais aussi pour renforcer la compétitivité de leurs exportations.

Un système de monnaie de réserve entraînant moins de distorsions contribuerait à renforcer l'économie mondiale après la crise et à la rendre plus équitable. Remplacer le dollar par une autre monnaie de réserve intéresse particulièrement les pays émergents, car en tant que créanciers nets vis-à-vis du reste du monde détenant des avoirs important en titres de la dette publique des États-Unis, ils craignent de subir des pertes sur ces avoirs. La question est de savoir quel système adopter.

L'approche la plus souvent évoquée serait l'instauration d'un nouveau système fondé sur une version élargie des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (actif international de réserve créé en 1969)

pour alimenter les pays membres en réserves officielles ; voir Williamson, cité en référence). Comme pour les DTS, la principale monnaie de réserve mondiale serait représentée par un « panier » élargi de monnaies et de produits de base important. La commission Stiglitz, nommée par les Nations unies pour réformer le système monétaire et financier international, a suggéré un passage progressif du dollar aux DTS. En outre, suite au sommet du G20 de Londres d'avril 2009, le FMI envisage de distribuer à ses membres 250 milliards de dollars en DTS. Mais cela ne permettra pas de porter la part des DTS dans les réserves internationales totales au-delà de 4 %, et d'autres mesures seront donc nécessaires.

Pour faire des DTS le principal actif de réserve par voie d'attribution, il faudrait créer près de 3 000 milliards de dollars de DTS. Un expert, Onno Wijnholds, a suggéré le recours à un compte dit de substitution de DTS. Cela permettrait aux pays qui estiment que leurs avoirs officiels en dollars sont trop importants de convertir leurs dollars en DTS. Comme la conversion aurait lieu en-dehors du marché, elle n'exercerait pas de pressions à la baisse sur le dollar. Toutefois, cette suggestion comporte des risques de change car le compte de substitution des DTS est susceptible de comporter en majorité des dollars.

Pour renforcer les DTS, il serait également possible de rendre leur composition en devises plus neutre par rapport aux cycles mondiaux et plus représentative du transfert de pouvoir économique observé ces 20 dernières années. Cela implique une augmentation de la part des produits de base et l'inclusion des principales devises des économies émergentes. À l'heure actuelle, les DTS sont constitués d'un panier de quatre devises : le dollar, l'euro, la livre sterling

et le yen. Les devises convertibles australienne, canadienne, chilienne, norvégienne et sud africaine pourraient être incluses pour lier les DTS aux cycles des matières premières, dans la mesure où ces devises reflètent l'évolution des prix du cuivre, du minerai de fer, de l'or et du pétrole. Les principales devises des pays émergents seraient incluses dans la composition des DTS dès qu'elles atteindraient un niveau préétabli de convertibilité.

Cependant, même en modifiant ainsi les DTS, les principales économies souhaiteraient-elles réellement en acquérir ? Certains en doutent, déclarant que, si le système actuel dominé par le dollar est l'équivalent monétaire de la langue anglaise, le panier alternatif de monnaies que constituent les DTS serait comme l'Esperanto : logique et clair pour ceux qui l'utilisent mais difficile d'utilisation pour la plupart des gens. Et si l'adhésion au système des DTS s'avérait insuffisante, cela signifierait-il la prédominance indéfinie du système basé sur le dollar ?

Pas nécessairement. Comme l'expert financier renommé Avinash Persaud l'a déclaré dans une conférence en 2004, les empires monétaires naissent et meurent. Le liang chinois, la drachme grecque, le denier romain, le solidus byzantin, le ducat de la Renaissance, le florin néerlandais et la livre sterling ont tous servi de monnaie de référence à un moment de l'histoire.

Les États-Unis ont détrôné le Royaume-Uni en tant que première puissance économique mondiale en 1872 et en tant que premier exportateur mondial en 1915. À mesure que le dollar apparaissait comme la devise convertible d'un créancier net, il a connu un essor considérable, jusqu'à remplacer la livre sterling en 1945.

Aujourd'hui, les États-Unis sont dans une situation de débiteur net similaire à celle de la Grande-Bretagne des années 1940. La Chine est le créancier le plus important du monde, et elle est en passe de devenir le premier exportateur mondial. En termes de parité de pouvoir d'achat, son économie devrait bientôt dépasser celle des États-Unis. Si l'expérience historique permet d'anticiper l'avenir, le renminbi chinois pourrait donc remplacer le dollar comme monnaie de réserve vers 2050.

Le renminbi semble loin de franchir le pas. Il faudrait d'abord que la Chine assouplisse les restrictions à l'entrée et à la sortie de capitaux, rende sa monnaie totalement convertible pour de telles transactions, poursuive les réformes



de son système financier et améliore la liquidité de ses marchés obligataires. Mais un système fondé sur le renminbi resterait un système à monnaie unique, avec tous les inconvénients exposés par Triffin il y a un demi-siècle.

Les marchés internationaux de capitaux sont en train de changer. La Chine a déjà mis en place des échanges de devises avec plusieurs pays, parmi lesquels l'Argentine, le Bélarus et l'Indonésie et elle a autorisé des institutions établies à Hong Kong, Chine à émettre des obligations libellées en renminbi, une première étape vers la création d'un grand marché intérieur et international pour sa devise. Le Brésil et la Chine s'efforcent désormais d'utiliser leur propre monnaie dans les transactions commerciales plutôt que le dollar. De plus, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un cadre pour l'émission d'obligations libellées en DTS, tandis que la Chine a signalé son intention d'investir jusqu'à 50 milliards de dollars, et que le Brésil et la Russie envisagent respectivement d'investir 10 milliards de dollars.

Afin d'éviter des déséquilibres du compte des opérations courantes susceptibles de provoquer des crises et un accroissement de l'aide « inversée » des pays les moins avancés aux pays industrialisés, nous devrions sérieusement envisager un système de devises multiples, notamment en adoptant une approche fondée sur les DTS. Pour la commission Stiglitz, le nouveau système mondial de réserves est viable, non inflationniste, et favoriserait la stabilité, le dynamisme économique et l'équité du monde. La crise actuelle et les perspectives encore fragiles incitent d'autant plus à souhaiter un nouveau système de monnaie de réserve mondiale, aussi tôt que possible. ■

#### Références

Kenen, P. (1983), « The Role of the Dollar as an International Reserve Currency », Occasional Papers N° 13, Group of Thirty.

Persaud, A. (2004), « Why Currency Empires Fall », Grasham Lectures.

Triffin, R. (1961), *Gold and the Dollar Crisis*, Yale University Press.

Wijnholds, O. (2009), *The Dollar's Last Days ?*, voir [www.project-syndicate.org/](http://www.project-syndicate.org/)

*The Economist* (2009), « The Hedge Fund of Foggy Bottom », 30 avril 2009.

CNUCED (2009), Trade and Development Report, septembre.

Williamson, J. (2009), « The case for regular SDR issues : Fixing inconsistencies in balance of payments targets », Voxeu, 2 octobre.



## Appréhender les catastrophes

La série de catastrophes naturelles qui a frappé les régions du Pacifique et de l'Océan indien ces dernières semaines a laissé un lourd bilan humain et écologique. Des milliers d'hommes et de femmes ont péri, des vies et des communautés entières ont été dévastées. Aurait-on pu éviter ou atténuer cela ? Nous avons déjà connu une situation similaire, notamment après le tsunami qui a frappé l'Asie du Sud et la côte orientale de l'Afrique en 2004. Les derniers tsunamis, typhons et tremblement de terre nous ont tragiquement rappelé la vulnérabilité de certains habitats, et soulignent l'importance d'intégrer le risque de catastrophe naturelle dans les pratiques liées au développement.

Tandis que se déploient les actions d'assistance, il est utile de tirer les leçons des catastrophes passées. Nombre de ces enseignements ont été regroupés sur le site de la direction de la Coopération pour le Développement ([www.oecd.org/cad](http://www.oecd.org/cad)). Les auteurs indiquent que les dégâts causés par les catastrophes naturelles peuvent anéantir des années d'aide au développement, et que même une aide humanitaire bien intentionnée peut venir gêner certaines avancées. Quelques principes clés peuvent aider à éviter certains chausse-trappes.

Ainsi, il faut recenser les besoins réels, notamment en donnant la priorité aux questions considérées comme urgentes par les « bénéficiaires de l'aide » eux-mêmes, plutôt que par les organismes d'aide.

De même, le pouvoir de l'information est

crucial : « L'information sur l'aide et les programmes de développement est le point de départ qui permet aux gens de décider par eux-mêmes de la manière dont ils veulent mener leur vie. »

La prévention est également essentielle, comme le savent les professionnels de l'aide. Les tsunamis et les tremblement de terre sont inévitables, mais la réduction des risques et une préparation adéquate peuvent permettre aux communautés et aux pays de mieux faire face aux futures catastrophes et de mieux gérer leurs suites. Répondre à l'urgence est nécessaire, mais l'objectif final doit être que les rescapés retrouvent une vie normale, voire si possible qu'ils améliorent leurs conditions de vie.

Autre exigence fondamentale, pour améliorer l'aide humanitaire et l'aide au développement, il faut continuer à apprendre.

Bien entendu, certaines leçons sont récurrentes. Comme l'a écrit Richard Manning, ancien président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, « le séisme à l'origine du tsunami a été très court, mais il nous a transformé à jamais. Il nous a beaucoup appris sur notre condition de mortels, le développement, l'environnement, mais aussi sur l'aide, la solidarité et la coopération entre les continents. »

Voir aussi « Le tsunami : quelques réflexions », *L'Observateur de l'OCDE* n° 246/247, décembre 2004-janvier 2005, et « Réflexions sur le tsunami : concrétiser les engagements », n° 249, mai 2005.



# Aux prises avec les prix alimentaires

Joachim von Braun, Directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), et Maximo Torero, Directeur de division, Marchés, échanges et institutions, IFPRI



**Un système de réserve de céréales à trois niveaux pourrait protéger les pays pauvres contre l'instabilité et les flambées des prix alimentaires, et aiderait à répondre aux crises alimentaires.**

Les pauvres à travers le monde sont confrontés à des difficultés sans précédent. Conjuguées à l'effondrement des marchés financiers, la spéculation sur les marchés à terme agricoles et les mesures commerciales spécifiques ont provoqué une hausse des prix de marché des aliments de base et ont accentué leur instabilité. De plus, la crise financière pèse sur les salaires réels des pauvres et sur leur pouvoir d'achat, ce qui les rend d'autant plus vulnérables à l'égard des futures crises économiques internationales. La pénurie de capitaux et la baisse des dépenses de consommation conduisent en outre les pays à renoncer à accroître la production agricole pour répondre à la crise alimentaire. Parallèlement, les achats d'aliments pour l'aide d'urgence augmentent, ce qui accentue la faiblesse de l'offre.

Seule une action concertée à l'échelle mondiale peut protéger les pauvres des crises économiques et de l'instabilité des prix alimentaires. Ces pourquoi des chercheurs de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), en collaboration avec Justin Lin, Premier vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale, proposent de créer trois réserves alimentaires distinctes : une réserve alimentaire physique d'urgence de taille réduite, une réserve alimentaire coordonnée à l'échelle internationale, et une réserve virtuelle. Pays développés et en développement apporteraient ainsi une réponse commune à la crise mondiale.

Malheureusement, la crise des prix alimentaires semble loin d'être finie. Au moment de la rédaction de cet article, nous sommes redescendus des sommets atteints en 2007-2008, mais d'après les projections de l'IFPRI à l'horizon 2020, les produits alimentaires resteront plus chers. Si, marasme économique aidant, l'investissement et la productivité agricoles baissent, ce qui est probable, les prix du maïs, du blé et du riz pourraient grimper respectivement de 27 %, 15 % et 13 % d'ici 2020. Les consommateurs des pays pauvres seraient les plus durement touchés par cette évolution des prix des aliments de base, car ceux-ci représentent la majeure partie de leurs apports caloriques



## Les marchés des céréales ont connu une spéculation massive

quotidiens, et parce que ces consommateurs consacrent de 50 à 70 % de leurs revenus à l'alimentation.

### Causes et conséquences

Si la tendance à la hausse des prix alimentaires pénalise lourdement les consommateurs pauvres, les fluctuations extrêmes aggravent encore le problème. De nombreux facteurs expliquent la récente flambée des prix alimentaires, dont la hausse de la demande d'aliments et de biocarburants, la sécheresse et le niveau élevé des prix du pétrole. Cependant, les marchés des céréales ont connu une spéculation massive et les marchés à terme de céréales pourraient avoir aggravé l'instabilité des prix alimentaires entre 2007 et 2008. Les études de l'IFPRI indiquent que l'activité spéculative pourrait avoir eu une incidence sur les prix du blé, du riz, du maïs et du soja. Sur les marchés de produits alimentaires, les spéculateurs tolèrent assez bien le risque et réalisent des gains en acceptant des risques de prix que ne sont pas prêts à assumer d'autres opérateurs. Par exemple, un agriculteur peut, un peu avant la récolte, vendre à un prix prédéterminé une quantité de blé qu'il ne livrera que plus tard, évitant ainsi tout risque. Un spéculateur, au contraire, n'intervient sur un marché à terme que pour s'assurer un profit à court terme.

Entre mai 2007 et mai 2008, le volume mondial total des transactions à terme sur les céréales a considérablement augmenté. Les ratios du volume aux contrats ouverts pour le riz comme pour le blé ont augmenté de 19 % en 2008 et il a été démontré qu'ils avaient une incidence sur le prix de marché de ces deux produits. Les prix de marché du soja et du maïs pourraient eux aussi avoir augmenté du fait de l'importante hausse en volume des positions courtes pour ces deux produits de base.

Par ailleurs, pendant la crise, les pays en développement ont commencé à reconstituer dans l'urgence leurs stocks alimentaires nationaux et à ré-envisager l'autosuffisance alimentaire. Acheter et stocker des céréales uniquement pour les besoins nationaux a des effets indésirables, dans le pays comme à l'extérieur. Les prix des céréales sont faussés pour les agriculteurs et ceux-ci sont moins

incités à investir. De plus, cette constitution de réserves nationales nuit beaucoup à l'efficacité du système mondial de production, et les pays confrontés à des prix alimentaires élevés et finançant leur propre programme alimentaire peinent à satisfaire leurs besoins.

En empêchant les produits alimentaires de circuler librement et d'arriver là où ils sont le plus nécessaires, ces défaillances du marché ont causé des pertes d'efficacité considérables au système alimentaire mondial, et les premières victimes en ont été les pays pauvres.

Outre les dysfonctionnements extrêmes du marché, la récente crise alimentaire a mis en évidence l'absence des dispositifs institutionnels mondiaux qui auraient pu y remédier. L'action à trois niveaux proposée par l'IFPRI et la Banque mondiale pourrait aider les pays à se prémunir au plus vite contre les crises alimentaires, et contribuer à prévenir les flambées des prix alimentaires. Une **réserve alimentaire physique d'urgence**, indépendante, serait pourvue par un « club » de grands pays céréaliers et d'autres participants, dont le groupe des huit plus cinq (G8+5), à hauteur d'environ 300 000 à 500 000 tonnes de céréales de base, soit à peu près 5 % de l'aide alimentaire actuelle. Ces réserves seraient entreposées dans les grandes régions en développement et seraient utilisées exclusivement en cas d'urgence et pour l'aide humanitaire.

S'agissant d'une **réserve alimentaire mondiale coordonnée à l'échelle internationale**, un accord conclu sous les auspices des Nations unies prévoirait que chaque pays membre (du « club ») conserve un stock public de céréales en plus du stock de roulement du secteur privé destiné à ses opérations commerciales. Le volume exact des réserves publiques de chaque pays reste à déterminer, mais il ne devra pas être trop important par rapport à sa demande intérieure annuelle de céréales. Ces réserves ne seraient utilisées, sur instruction d'une commission technique de haut niveau, qu'en cas de nécessité d'intervention sur le marché au comptant. Cette réponse coordonnée empêcherait les flambées des prix intérieurs, et peut-être mondiaux, prévenant ainsi l'effondrement de la confiance sur le marché international des céréales, qui conduit les pays à constituer vainement leurs propres réserves publiques.

Les membres du club s'engageraient aussi conjointement à participer à une **réserve**

**virtuelle de céréales** et à intervenir sur le marché à terme en cas d'absolue nécessité. Une unité mondiale de renseignement établie par le club prévoirait les prix en étudiant l'évolution de l'offre et de la demande, définirait la fourchette dans laquelle les prix du marché devraient globalement se maintenir, et alerterait une commission désignée par le club en cas de flambée des prix. Cette commission procéderait alors progressivement à des ventes à découvert de contrats à terme aux prix du marché, jusqu'à ce que l'attaque spéculative soit à peu près éliminée.

Cette approche à trois niveaux non seulement renforcera notre capacité à protéger les plus pauvres, mais restaurera aussi la confiance dans le marché mondial des céréales et contribuera à éviter les mesures inefficaces prises au nom de la sécurité alimentaire nationale. En l'absence des distorsions des prix provoqués par la spéculation et les mesures commerciales spécifiques, la circulation des biens pourra suivre l'évolution de l'offre et de la demande, et parvenir plus librement aux consommateurs qui en ont besoin. Cette approche offre une solution viable, susceptible de protéger le fonctionnement d'un marché essentiel à la subsistance des deux milliards de personnes pauvres dans le monde.

### Références

Robles, M., M. Torero, et J. von Braun, (2009), « When speculation matters », Issue Brief 57, Washington, IFPRI, disponible sur <http://ifpri.org/pubs/ib57.pdf>

von Braun, J., (2008), « Food and financial crises: Implications for the poor », Food Policy Report 20, Washington, IFPRI, disponible sur <http://ifpri.org/pubs/fpr/pr20.pdf>

von Braun, J., J. Lin, M. Torero, (2009), « Eliminating drastic food price spikes – a three pronged approach for reserves », Note de réflexion, Washington, IFPRI, disponible sur <http://ifpri.org/pubs/reservenote20090302.pdf>

Autres études de l'IFPRI : <http://ifpri.org/pubs/reservenote20090302.pdf>.

### Rencontre ministérielle

La sécurité alimentaire sera l'un des sujets majeurs du premier grand sommet des ministres de l'agriculture depuis 10 ans au siège de l'OCDE, à Paris, les 25 et 27 février 2010. Pour plus d'informations, voir [www.oecd.org/agriculture](http://www.oecd.org/agriculture) ou contacter [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org).



# Le futur d'Internet ? Soyez prêt pour l'Exaflood.

Une vague impressionnante de vidéo et de trafic à haut débit va atteindre le web. Elle apportera une multitude de bénéfices sociaux et économiques pour les consommateurs et les économies. Elle représentera également le plus important défi qu'ait eu à relever Internet.

Certains experts pensent que la capacité du réseau actuel sera dépassée et que le flux du trafic Internet régressera.

Afin de se préparer, les fournisseurs d'accès Internet doivent investir plusieurs milliards de dollars pour mettre à jour les infrastructures de réseau et continuer à développer de nouvelles technologies innovantes. Ils doivent développer et mettre en œuvre des solutions de gestion du réseau utilisant une technologie intelligente qui réponde à une demande de traitement rapide de données tout en augmentant la capacité du réseau et en améliorant sa performance.

Atteindre cet objectif requiert de continuer à poursuivre les engagements des entreprises privées et d'une politique publique judicieuse. Une politique qui permettra aux services innovants de prospérer, et de s'assurer que l'infrastructure d'Internet puisse relever le défi de l'Exaflood.

Ensemble, nous pouvons faire en sorte que tous les usagers puissent accéder à tout ce qu'Internet peut offrir.

Pour plus d'informations, regardez notre vidéo sur [InternetInnovation.org](http://InternetInnovation.org)

Internet Innovation Alliance est un grand groupement d'entreprises et d'organisations à but non lucratif travaillant à chercher des solutions pratiques au défi d'Internet. Nous sommes engagés à améliorer le réseau haut débit et à assurer l'accès à tout ce qu'offre Internet.

  
Internet Innovation Alliance



# La crise et au-delà

Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, 24-25 juin 2009



Han Seung-soo

## Bâtir une économie mondiale plus forte, plus propre et plus juste

Cette année, la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, temps fort de l'agenda de l'organisation, s'est tenu dans une période de crise économique et financière sans précédent depuis des décennies.

« Il s'agit d'opérer un changement radical d'orientation des politiques, » a déclaré sans ambages le Premier ministre coréen Han Seung-soo, président de la Réunion ministérielle 2009, à propos d'une déclaration sur la croissance verte signée par les 30 pays de l'OCDE plus le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie. Cette déclaration charge l'OCDE d'élaborer une **Stratégie pour la croissance verte** en intégrant les aspects économiques, environnementaux, technologiques, financiers et le développement. Un premier rapport sera présenté à la prochaine Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, en 2010.

Les ministres de 40 pays\*, représentant 80 % de l'économie mondiale, ont participé à la réunion ministérielle pour débattre des moyens de rétablir la stabilité financière et une croissance viable à long terme. Le communiqué ministériel a abordé de nombreux sujets.\*\* Convenant que des années

de croissance mondiale déséquilibrée et de défaillances majeures du secteur financier, de la réglementation et du contrôle ont été des causes fondamentales de la crise, les ministres se sont dits déterminés à « mettre en œuvre des réformes de nature à améliorer l'efficacité de la réglementation et à aider à prévenir de nouvelles crises financières. »

Évoquant les initiatives résolues en ce sens des gouvernements et des organes internationaux, les ministres ont souligné la nécessité qu'« une reprise équilibrée et durable » serve les populations en traitant « les dimensions sociales et humaines de la crise. »

Entretemps, « des réformes structurelles qui accroissent la flexibilité et la productivité de nos économies (...) seront essentielles pour remédier à la détérioration de nos budgets publics et au recul du niveau de vie provoqués par la crise », ont indiqué les ministres. Dans cette optique, la **Stratégie pour l'innovation de l'OCDE**, prévue pour 2010, « constituera une source importante d'orientations visant à stimuler la productivité, la compétitivité et la croissance. »

Les ministres ont souligné l'importance du **développement** pour une économie mondiale plus forte et plus équitable, et de prendre des mesures pour « atténuer les répercussions de la récession actuelle sur les pauvres et les personnes vulnérables dans le monde. » Ils ont réaffirmé leurs engagements sur le volume et l'efficacité de l'aide, la cohérence des politiques et le financement.

Concernant les **échanges**, les ministres ont appelé l'OCDE, en coopération avec l'OMC, à continuer de promouvoir une aide efficace pour le commerce au profit des pays en développement. Ils ont réaffirmé leur détermination à résister au protectionnisme, la liberté des échanges et des investissements étant essentielle à une croissance économique viable, en particulier pour des pays en développement.

Les ministres ont souligné l'urgence de conclure « un accord ambitieux, équilibré et complet » dans le cadre des négociations de Doha, et la nécessité, pour soutenir les échanges, que « des crédits à l'exportation, en particulier pour les marchés émergents et les

pays en développement, soient disponibles. »

Ils ont affirmé leur ferme attachement « aux principes de probité, d'intégrité et de transparence » pour rétablir la confiance dans les marchés, et ont convenu de la nécessité d'élaborer un ensemble de normes et de processus communs concernant la conduite des entreprises et des établissements financiers internationaux.

Ils ont en outre appelé l'OCDE à intensifier ses travaux sur le gouvernement d'entreprise et la culture financière, et ont salué la mise à jour des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Ils se sont également déclarés favorables à une action vigoureuse contre la corruption dans les transactions commerciales internationales, y compris grâce à la Convention anticorruption de l'OCDE.

Enfin, les ministres se sont félicités de l'adoption quasi-universelle des principes de transparence et d'échange effectif de renseignements fiscaux élaborés par l'OCDE, et ils ont salué le rôle de l'OCDE en la matière sur la scène internationale (voir En bref, page 5). ■ RJC

Voir le communiqué complet sur [www.oecd.org/forum2009-fr](http://www.oecd.org/forum2009-fr)

\*Les 30 pays membres de l'OCDE, ainsi que cinq pays candidats à l'adhésion – Le Chili, l'Estonie, Israël, la Russie et la Slovaquie – et cinq grandes économies avec lesquelles l'OCDE met en œuvre une stratégie « d'engagement renforcé » – l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. La réunion était co-présidée par le Danemark, futur hôte de la conférence de l'ONU sur le changement climatique en décembre, le Royaume-Uni, qui présidait alors le G20, et l'Italie, qui présidait le G8.

\*\*Outre les pays membres de l'OCDE, les cinq pays candidats à l'adhésion ont participé au communiqué. L'Argentine et Hong Kong, Chine ont souscrit aux conclusions sur les échanges.



# Hommage à Kim Dae-jung

**John West**, consultant, Institut de la Banque asiatique du développement, Tokyo, et ancien directeur aux Relations extérieures de l'OCDE



Kim Dae-jung (à droite) accueilli par Donald Johnston au Forum de l'OCDE 2004

L'adhésion de la Corée à l'OCDE en 1996 a marqué une étape importante dans la mondialisation de l'organisation. C'est le seul pays asiatique à avoir rejoint l'OCDE après le Japon en 1964. Son adhésion a également entériné la reconnaissance des exceptionnels progrès économiques, sociaux et politiques

de la Corée au cours décennies précédentes, se relevant des décombres de la guerre pour devenir une puissance économique mondiale et une démocratie à part entière.

Peu d'hommes ont autant contribué au succès de la Corée que le Président Kim Dae-jung, décédé en août. Il s'est courageusement battu pour la démocratie, les droits de l'homme, et pour l'unification avec la Corée du Nord, qu'il souhaitait ardemment. Recevant le Prix Nobel de la paix en 2000, Kim Dae-jung rappelait : « Par cinq fois j'ai failli mourir entre les mains de dictateurs, j'ai connu six années de prison, et j'ai été assigné à résidence, contraint à l'exil ou constamment surveillé pendant 40 ans. » C'est jusqu'à présent le seul Coréen à avoir obtenu un prix Nobel.

Après s'y être plusieurs fois porté candidat, Kim Dae-jung a été élu à la présidence de la Corée en décembre 1997. C'était la première transition entre le parti au pouvoir et le parti d'opposition de l'histoire coréenne moderne. Celle-ci s'embourbait alors dans une grave crise financière. Kim Dae-jung sauva

brillamment son pays de la faillite grâce à une gestion exemplaire de la crise, l'adoption de réformes structurelles et le renforcement des institutions démocratiques.

Kim Dae-jung était très attentif aux conseils de l'OCDE sur les politiques structurelles nécessaires pour remettre la Corée sur la voie d'un développement rapide, et invita plusieurs fois à la Maison bleue le Secrétaire général de l'époque, Donald Johnston, dans ce but. Il lança ainsi un ambitieux programme de réformes structurelles sur le gouvernement d'entreprise, le contrôle des marchés financiers, l'investissement direct étranger, la réforme de la réglementation, la lutte contre la corruption et les privatisations. Après une grave crise en 1998, l'économie coréenne rebondit en 1999 et retrouva la voie d'un développement rapide. Kim Dae-jung, dont on se souviendra comme le « président de la paix et de la démocratie », est aussi l'homme qui sauva son pays de la crise économique.

Après la fin de son mandat, en 2003, j'eus le grand honneur de rencontrer Kim Dae-jung chez lui à Séoul, avec M. Johnston. Je garde un souvenir ému de son aura sereine, de la paix de sa demeure et de sa magnifique collection d'orchidées. Invité par M. Johnston comme intervenant principal au Forum de l'OCDE de 2004, Kim Dae-jung accepta sans hésiter.

Dans le discours qu'il prononça au Forum, il évoqua son rêve d'unifier les deux Corée et ses efforts pour y parvenir lors de sa brillante présidence. C'était un rappel poignant pour le public largement européen que, si la Guerre froide était finie en Europe, l'Asie de l'Est ne connaissait toujours pas la paix.

Kim Dae-jung, citoyen remarquable d'un pays remarquable, n'était autre que l'un des grands architectes de l'histoire du monde contemporain.

**Kim Dae-jung, né le 3 décembre 1925, est décédé le 18 août 2009.**

Son discours à l'OCDE est disponible sur [www.oecd.org/forum2004-fr](http://www.oecd.org/forum2004-fr) et sur la version en ligne de cet article, sur [www.observeurocde.org](mailto:observer@oecd.org)

## Points de vue



Inquiétude, méfiance et insatisfaction, colère face à la crise mondiale, mais aussi fort désir de changements de fond, de politiques innovantes, ainsi qu'un vibrant appel à la détermination politique pour renforcer les normes et ouvrir la voie vers une économie plus forte, plus propre et plus juste : tel était le ton général des participants au 10<sup>ème</sup> Forum de l'OCDE, à Paris les 23 et 24 juin, tenu conjointement à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (voir page 31). Depuis maintenant 10 ans, plus de 10 000 représentants des gouvernements, des entreprises, des syndicats, de la recherche, de la société civile et des médias ont fait du

Forum annuel un véritable « sommet public » pour échanger des idées, des expériences, et pour apporter leur pierre aux réponses politiques face aux défis mondiaux. Leurs discussions ont d'ailleurs en partie nourri celles de la Réunion ministérielle.

Avec une économie mondiale « dans le mur », selon l'expression de Soumitra Dutta qui présidait une session, le Forum de cette année n'a pas failli à son rôle, la crise s'invitant dans la plupart des débats, des marchés financiers aux débats mouvementés sur l'énergie, l'éducation, les retraites et la santé, en passant par l'intégrité et le gouvernement d'entreprise. Ce Forum a réuni plus de 1000 participants.

Retrouvez les résumés des sessions, les discours et la liste des intervenants sur [www.oecd.org/forum2009](http://www.oecd.org/forum2009). *Coup de projecteur du Forum*, offert en supplément aux abonnés de *L'Observateur de l'OCDE*, est téléchargeable, et un nombre limité d'exemplaires sont disponibles sur demande à [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org).



# Discours récents d'Angel Gurría

©Osman Orsali/Reuters



Pour une liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir [www.oecd.org/discours](http://www.oecd.org/discours)

## Preventing the jobs crisis from casting a long shadow

28 SEPTEMBRE 2009

Remarques d'ouverture prononcées à la réunion ministérielle sur l'emploi et le travail de 2009, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, puis le 16 Septembre 2009 à l'occasion du lancement des *Perspectives de l'emploi 2009*, Centre de conférences de l'OCDE, Paris.

## Sommet du G20 : Point sur l'évolution vers un renforcement de la transparence et de la coopération internationale en matière fiscale

25 SEPTEMBRE 2009

Allocution aux dirigeants du G20, Pittsburgh, Pennsylvanie, États-Unis.

## Sommet du G20 : Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée

25 SEPTEMBRE 2009

Allocution aux dirigeants du G20, Pittsburgh, Pennsylvanie, États-Unis.

## Mitigation in developed countries

19 SEPTEMBRE 2009

Remarques prononcées lors de la réunion ministérielle informelle sur le changement climatique, New York, États-Unis.

## The economics of climate change mitigation

18 SEPTEMBRE 2009

Remarques prononcées lors du lancement de *The Economics of Climate Change Mitigation* (version française à paraître), Centre de conférences de l'OCDE, Paris.

## La rentabilité de l'investissement dans l'éducation

8 SEPTEMBRE 2009

Remarques prononcées lors du lancement de *Regards sur l'éducation 2009*, Centre de conférences de l'OCDE, Paris.

## Global Forum on Transparency and Exchange of Information

1-2 SEPTEMBRE 2009

Remarques prononcées lors du Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations, Mexico, Mexique.

## Towards a Green Economy: Policies to Tackle Climate Change

24 AOÛT 2009

Remarques prononcées lors du Forum national sur l'énergie, l'environnement et le changement climatique, Mexico, Mexique.

## Aide au commerce : Maintenir la dynamique

6 JUILLET 2009

Remarques prononcées pour le lancement de *Regards sur l'aide au commerce 2009*, Genève, Suisse.

## The new dynamics of higher education and research for societal change and development

5 JUILLET 2009

Remarques introductives prononcées à l'UNESCO, Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, UNESCO, Paris.

## Opening remarks at the high-level policy forum on migration

29 JUIN 2009

Remarques d'ouverture au Forum de haut niveau sur les migrations internationales, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France.

## The jobs crisis: The labour market and social policy responses

26 JUIN 2009

Remarques prononcées lors de la consultation du Sommet du G8 avec les partenaires sociaux, Rome, Italie.

## Aller de l'avant sur la transparence et l'Agenda global sur l'échange de renseignements fiscaux

23 JUIN 2009

Remarques prononcées lors d'une réunion ministérielle à haut niveau sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales, Berlin, Allemagne.

## Long-Term Value and Economic Stability

22 JUIN 2009

Remarques introductives prononcées à la Conférence de Paris sur la valeur à long terme et la stabilité économique, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France.

## Regional innovation in Mexico

16 JUIN 2009

Remarques prononcées lors de la présentation de l'examen de l'OCDE de l'innovation régionale dans 15 États mexicains, Camino Real Polanco, Mexique.

## Launch of the OECD Teaching and Learning International Survey (TALIS)

16 JUIN 2009

Remarques prononcées lors du lancement de l'enquête internationale de l'OCDE sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS), Mexique.

## Du gris au vert : Vers un avenir sobre en carbone

9 JUIN 2009

Remarques prononcées à la session plénière du Forum économique international des Amériques : « L'énergie et le développement durable dans le contexte de la crise économique », Montréal, Canada.

## L'élaboration d'une stratégie pour l'innovation au XXI<sup>ème</sup> siècle

8 JUIN 2009

Allocution d'ouverture prononcée au Forum économique international des Amériques, Montréal, Canada.

## Nouveaux ambassadeurs

1<sup>er</sup> juillet 2009 **Poul E.D. Kristensen** devient ambassadeur du Danemark. Il succède à Ulrik V. Knudsen.

7 juillet 2009 **Roger Karoutchi** succède à Philippe Marland en tant qu'ambassadeur de France.

3 août 2009 **Edmond H. Wellenstein** succède à Joan Boer en tant qu'ambassadeur des Pays-Bas.

23 août 2009 **Karen Kornbluh** devient ambassadeur des États-Unis, succédant à Christopher Egan.

1<sup>er</sup> septembre 2009 **Antti Kuosmanen** succède à Pertti Majanen en tant qu'ambassadeur de Finlande.



# Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur [www.oecd.org/media/enbref](http://www.oecd.org/media/enbref)

OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
6-7 Réunions annuelles de la Banque Mondiale et du FMI, avec la participation du secrétaire général de l'OCDE. Istanbul, Turquie.	7-8 Forum mondial : « Fighting Corruption and Safeguarding Integrity and CoSP », organisé par la direction de la Gouvernance publique et du Développement territorial.	3 Investment Policy Review of India, publication de l'OCDE présentée à l'occasion d'un symposium à haut niveau, avec la participation du secrétaire général. New Delhi, Inde.
13-15 World Knowledge Forum 2009. Participation de l'OCDE. Séoul, Corée.	9-10 L'innovation et les enjeux sociaux, conférence organisée par la direction de la Science, de la Technologie et de l'Innovation.	7-8 Au-delà de la crise : L'investissement international pour une économie plus forte, plus saine, plus juste. Forum mondial sur l'investissement international organisé par la direction des Affaires financières et des Entreprises.
14-15 Réunion au niveau ministériel de l'Agence internationale de l'énergie.	10 Lancement du World Energy Outlook de l'AIE. Londres, Royaume-Uni.	7-18 Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, COP15, avec la participation du secrétaire général. Copenhague, Danemark.
26-29 « Financial Institutions and Instruments: Tax Challenges and Solutions », sous les auspices du ministère des Finances de la Chine, avec la participation du secrétaire général. Beijing, République populaire de Chine.	11-12 Initiative pour l'Investissement en Afrique, deux réunions organisées par le NEPAD et l'OCDE : une réunion ministérielle intitulée « Mobiliser les ressources pour le commerce et l'investissement », le 11 novembre, et une réunion à haut niveau le 12 novembre. Johannesburg, Afrique du Sud.	8-10 « Empowering E-Consumers: Strengthening Consumer Protection in the Internet Economy », conférence organisée par la direction de la Science, de la Technologie et de l'Industrie. Washington DC, États-Unis.
27-30 « Tracer le Progrès, établir des visions, améliorer la vie », forum mondial de l'OCDE sur les statistiques, les connaissances et les politiques, organisé par la direction des Statistiques et le gouvernement coréen. Busan, Corée.	16-18 Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, organisé par la FAO. Participation de l'OCDE. Rome, Italie.	
28-30 La sécurité des nanomatériaux manufacturés, réunion organisée par la direction de l'Environnement.	16-18 Consortium du Partenariat PARIS21, réunion organisée par l'OCDE et le gouvernement du Sénégal, suivie du Symposium africain sur le développement des statistiques. Dakar, Sénégal.	
	22-23 Réunion ministérielle des pays du MENA (Middle East and North Africa), organisée par la Programme MENA-OCDE, avec la participation du secrétaire général. Marrakech, Maroc.	
		<b>ÉGALEMENT À VENIR</b>
		13-15 janvier « Safer Schools, Safer Communities », conférence organisée par la direction de l'Éducation et le gouvernement du Royaume-Uni. Londres, Royaume-Uni.
		25-26 février Réunion ministérielle sur l'agriculture, organisée par la direction des Échanges et de l'Agriculture.

## Frankie.org par Stik





## Assurer le bien-être des enfants

Les conditions de vie des enfants peuvent avoir des conséquences majeures sur l'avenir de nos sociétés. Selon *Assurer le bien-être des enfants*, tout premier rapport de l'OCDE sur le sujet, les gouvernements ne remplissent pas entièrement leur rôle en la matière. Dans la zone OCDE, les dépenses publiques moyennes destinées aux enfants de moins de cinq ans ne représentent que 24 % des dépenses consacrées aux enfants jusqu'à 18 ans. Or selon le rapport, augmenter les dépenses publiques à destination des citoyens les plus jeunes, en particulier des enfants défavorisés, notamment dans la santé et l'éducation, est un bon moyen d'améliorer l'équité sociale.

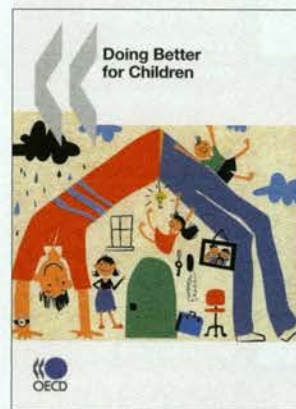
Le rapport couvre un large éventail de données, des taux de mortalité infantile aux effets du harcèlement à l'école en passant par les inégalités d'éducation et de revenu. Il compare également les niveaux et le ciblage des dépenses gouvernementales et les transferts à destination des enfants dans 28 pays de

l'OCDE. Un chapitre porte sur le bien-être des enfants dans les familles monoparentales, reflétant l'extension croissante de cette configuration familiale dans quasiment tous les pays de l'OCDE depuis 20 ans.

*Assurer le bien-être des enfants* fournit également aux responsables politiques une série de recommandations pour améliorer le bien-être des enfants : encouragement des parents à arrêter de fumer et des femmes enceintes à améliorer leur régime alimentaire, ciblage des soins pré-nataux et post-nataux intensifs en direction des mères et des enfants vulnérables, redistribution des dépenses scolaires vers les enfants les moins favorisés. Le rapport appelle également les pays à améliorer l'état des informations disponibles sur le bien-être des enfants, ces derniers étant souvent « statistiquement invisibles ». Le message principal du livre devrait être le B.A.-ba des politiques liée à l'enfance : il faut penser

pour tous les enfants, aussi tôt que possible. Cet investissement, particulièrement pour les enfants vulnérables, est indispensable pour construire une société plus équitable.

(Version française à paraître)



## Étude économique du Mexique 2009 : Enjeux pétroliers



« Alors, tu vas devenir mon concurrent, » s'étrangle Daniel Plainview en apprenant la volonté de son fils de quitter les puits californiens pour creuser les siens au Mexique, dans le film *There will be blood*, sorti en 2007. Le Mexique est effectivement devenu un compétiteur incontournable sur le marché du pétrole, depuis ses premières activités extractives au début du XX<sup>ème</sup> siècle jusqu'à sa position de deuxième plus grand producteur de pétrole d'Amérique après les États-Unis

dans les années 1990.

Cependant, les revenus du pétrole et du gaz représentant plus de 20 % du PIB du Mexique en 2007, gérer les impacts de ces revenus particulièrement volatils pose des défis majeurs. Selon la dernière *Étude économique du Mexique*, les fluctuations des cours du pétrole ayant tendance à suivre les cycles économiques mondiaux, les dépenses budgétaires ont tendance à amplifier les sursauts, avec plus de dépenses en période favorable, et des coupes budgétaires en temps de crise.

Il s'agit pour les responsables politiques de doser l'injection des revenus pétrolier dans l'économie selon les besoins liés au cycle économique et d'éviter les changements brutaux d'orientation des dépenses publiques.

Le Mexique a déjà mis en place plusieurs fonds de stabilisation pétrolière à cette fin, mais les ressources ainsi accumulées ont été plafonnées à des niveaux relativement faibles. Une décision récente d'augmenter le plafond va dans le bon sens, même si, selon les

auteurs, le Mexique serait aussi bien inspiré de le supprimer purement et simplement. Ils soulignent que la baisse de la production pétrolière va peser sur les dépenses publiques et ils recommandent d'agir, par exemple en élargissant l'assiette fiscale, car le pétrole pourvoit à 30 à 40 % des recettes budgétaires, alors que la fiscalité non-pétrolière représente seulement 10 % du PIB.

De même, une taxe indirecte sur l'énergie devrait être introduite et certaines subventions énergétiques devraient être supprimées, car elles bénéficient aux riches, encouragent les émissions de CO<sub>2</sub> et réduisent l'intérêt envers les sources alternatives d'énergie.

Des systèmes de soutien aux revenus pourraient aider à satisfaire les besoins énergétiques des bas revenus, tout comme des subventions ciblées. Avec les bonnes réformes, le pétrole mexicain resterait compétitif, et d'autres secteurs de l'économie en profiteraient également, ce qui serait un plus pour les finances publiques.

(Version française à paraître)



# Nouvelles publications de l'OCDE

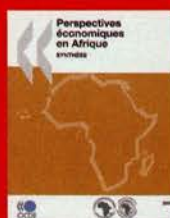


L'alimentation étant une nécessité, le secteur agricole se révèle plus résilient à la crise économique mondiale que les autres secteurs, comme le soulignent les **Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018**.



D'après les **Politiques agricoles des pays de l'OCDE 2009 - Suivi et évaluation**, les finances publiques de beaucoup de pays seront mises à rude épreuve dans le sillage de la crise économique, et les pouvoirs publics

devraient revoir leur politique de soutien agricole de manière à atteindre certains objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Cela implique de réduire les subventions qui faussent les marchés et de rompre le lien entre soutien public et production agricole.



L'édition 2009 des **Perspectives économiques en Afrique** couvre 47 pays africains, contre 35 pays l'an dernier. Les analyses montrent que la région est gravement touchée par la récession économique mondiale.

Après cinq années de croissance économique supérieure à 5 %, le continent ne peut tabler que sur un taux de croissance de 2,8 % en 2009, soit moins de la moitié des 57 % attendus avant que la crise n'advienne.

Ces publications sont disponibles par l'intermédiaire des établissements qui ont souscrit à notre service en ligne, SourceOCDE, à l'adresse URL indiquée. Si votre établissement n'est pas abonné, demandez à votre bibliothécaire de souscrire dès aujourd'hui ! Ces publications sont également disponibles par l'intermédiaire de notre librairie en ligne de l'OCDE via [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

## ÉCONOMIE

### Panorama des statistiques de l'OCDE 2009 : Économie, environnement et société

Un chapitre spécial est consacré aux inégalités  
À paraître, 348 pages, €35 \$50 £27 ¥5 200  
[www.SourceOCDE.org/9789264039353](http://www.SourceOCDE.org/9789264039353)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264039353](http://www.oecd.org/bookshop?9789264039353)

### Études économiques de l'OCDE : Brésil

À paraître, 145 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100  
[www.SourceOCDE.org/9789264054936](http://www.SourceOCDE.org/9789264054936)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264054936](http://www.oecd.org/bookshop?9789264054936)

### Études économiques de l'OCDE : Italie

À paraître, 149 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100  
[www.SourceOCDE.org/9789264054813](http://www.SourceOCDE.org/9789264054813)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264054813](http://www.oecd.org/bookshop?9789264054813)

### Études économiques de l'OCDE : Fédération de Russie

À paraître, €57 \$75 £40 ¥8 100  
[www.SourceOCDE.org/9789264054790](http://www.SourceOCDE.org/9789264054790)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264054790](http://www.oecd.org/bookshop?9789264054790)

### Études économiques de l'OCDE : Mexique

À paraître, 152 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100  
[www.SourceOCDE.org/9789264054875](http://www.SourceOCDE.org/9789264054875)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264054875](http://www.oecd.org/bookshop?9789264054875)

### Études économiques de l'OCDE : Royaume-Uni

À paraître, 125 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100  
[www.SourceOCDE.org/9789264054837](http://www.SourceOCDE.org/9789264054837)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264054837](http://www.oecd.org/bookshop?9789264054837)

### La mesure du capital : Manuel de l'OCDE

17-sep-2009, 259 pages, €35 \$47 £29 ¥4 300  
[www.SourceOCDE.org/9789264067738](http://www.SourceOCDE.org/9789264067738)  
[www.OECD.org/bookshop?9789264067738](http://www.OECD.org/bookshop?9789264067738)

### L'OCDE en chiffres 2009

2-oct-2009, 99 pages, €20 \$27 £17 ¥2 500  
[www.oecd.org/bookshop?9789264052615](http://www.oecd.org/bookshop?9789264052615)

## AFFAIRES SOCIALES / MIGRATIONS / SANTÉ

### Les migrations internationales : Le visage humain de la mondialisation

12-oct-2009, 191 pages, €15 \$19 £10 ¥2 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264055797](http://www.SourceOCDE.org/9789264055797)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264055797](http://www.oecd.org/bookshop?9789264055797)

### Perspectives des migrations internationales : SOPEMI 2009

2-juil-2009, 247 pages, €40 \$54 £34 ¥5 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264063693](http://www.SourceOCDE.org/9789264063693)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264063693](http://www.oecd.org/bookshop?9789264063693)

## Assurer le bien-être des enfants

À paraître, 190 pages, €30 \$42 £23 ¥4 500  
[www.SourceOCDE.org/9789264059351](http://www.SourceOCDE.org/9789264059351)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264059351](http://www.oecd.org/bookshop?9789264059351)

## AGRICULTURE

### Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018

18-sep-2009, 310 pages, €50 \$67 £42 ¥6 200  
[www.SourceOCDE.org/9789264044876](http://www.SourceOCDE.org/9789264044876)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264044876](http://www.oecd.org/bookshop?9789264044876)

### Politiques agricoles des pays de l'OCDE 2009 : Suivi et évaluation

14-oct-2009, 303 pages, €60 \$81 £51 ¥7 500  
[www.SourceOCDE.org/9789264061743](http://www.SourceOCDE.org/9789264061743)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264061743](http://www.oecd.org/bookshop?9789264061743)

### Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Politiques et statistiques de base 2008

À paraître, 371 pages, €60 \$85 £46 ¥9 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264029873](http://www.SourceOCDE.org/9789264029873)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264029873](http://www.oecd.org/bookshop?9789264029873)

## DÉVELOPPEMENT

### Internet Access for Development

15-juil-2009, 112 pages, €24 \$34 £18 ¥3 600  
[www.SourceOCDE.org/9789264056305](http://www.SourceOCDE.org/9789264056305)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264056305](http://www.oecd.org/bookshop?9789264056305)  
Disponible en anglais uniquement

### Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest

13-fév-2009, 289 pages, €45 \$63 £35 ¥6 700  
[www.SourceOCDE.org/9789264055957](http://www.SourceOCDE.org/9789264055957)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264055957](http://www.oecd.org/bookshop?9789264055957)

### Perspectives économiques en Afrique 2009 : Synthèse

2-juil-2009, 210 pages, €40 \$54 £34 ¥5 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264009790](http://www.SourceOCDE.org/9789264009790)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264009790](http://www.oecd.org/bookshop?9789264009790)

## ÉCHANGES

### Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?

9-juil-2009, 224 pages, €15 \$19 £10 ¥2 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264060272](http://www.SourceOCDE.org/9789264060272)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264060272](http://www.oecd.org/bookshop?9789264060272)

### Aide pour le commerce 2009 - Panorama : Entretenir l'élan

À paraître, 350 pages, €60 \$81 £51 ¥7 500  
[www.SourceOCDE.org/9789264069039](http://www.SourceOCDE.org/9789264069039)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264069039](http://www.oecd.org/bookshop?9789264069039)



## ÉDUCATION

### Regards sur l'éducation 2009 : Panorama

11-sep-2009, 97 pages, €30 \$40 £25 ¥3 700  
www.sourceOCDE.org/9789264068155  
www.oecd.org/bookshop?9789264068155

### Regards sur l'éducation 2009

8-sep-2009, 505 pages, €65 \$87 £55 ¥8 100  
SourceOECD www.sourceOCDE.org/9789264040984  
www.oecd.org/bookshop?9789264040984

### Creating Effective Teaching and Learning Environments: First Results from TALIS

4-août-2009, 309 pages, €60 \$81 £51 ¥7 500  
www.SourceOECD.org/9789264056053  
www.oecd.org/bookshop?9789264056053  
Disponible en anglais uniquement

## ÉNERGIE

### Natural Gas Market Review 2009

6-juil-2009, 194 pages, €100 \$135 £85 ¥12 500  
www.SourceOECD.org/9789264064133  
www.oecd.org/bookshop?9789264064133  
Disponible en anglais uniquement

### Coal Information 2009

24-août-2009, 515 pages, €165 \$222 £140 ¥20 600  
www.SourceOECD.org/9789264061057  
www.OECD.org/bookshop?9789264061057  
Disponible en anglais uniquement

Également disponible, en anglais uniquement :

Electricity Information 2009, Natural Gas Information 2009 et Renewables Information 2009

## ENVIRONNEMENT

### Économie de la lutte contre le changement climatique : Politiques et options pour une action globale au-delà de 2012

À paraître, 335 pages, €40, \$54, £34, ¥5 000  
www.sourceOCDE.org/9789264073906  
www.oecd.org/bookshop?9789264040984

## FINANCE ET INVESTISSEMENT

### Panorama des pensions 2009 : Les systèmes de retraites dans les pays de l'OCDE

12-nov-2009, 246 pages, €35 \$47 £29 ¥4 300  
www.SourceOCDE.org/9789264060852  
www.oecd.org/bookshop?9789264060852

### Annuaire des statistiques d'assurance 2009

15-sep-2009, 504 pages, €130, \$175, £110, ¥16 200

www.SourceOECD.org/9789264063822  
www.OECD.org/bookshop?9789264063822

## FISCALITÉ

### Principes applicables en matière de prix de transfert 2009

18-sep-2009, 274 pages, €60 \$81 £51 ¥7 500  
www.SourceOCDE.org/9789264075351  
www.oecd.org/bookshop?9789264075351

### OECD Model Tax Convention on Income and Capital 2008 Electronic Version

31-juil-2009, Version électronique, €99 \$152 £77 ¥15 800 [Clé USB]  
www.SourceOECD.org/reference/modelltax  
www.oecd.org/bookshop?9789264050884  
Disponible en anglais uniquement

### Coopération fiscale 2009 - Vers l'établissement de règles du jeu équitables : Évaluation par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements 2009

À paraître, 407 pages, €80 \$108 £68 ¥10 000  
www.sourceOCDE.org/9789264073197  
www.oecd.org/bookshop?9789264073197

## GOUVERNANCE

### OECD Reviews of Regulatory Reform: Italy 2009

18-sep-2009, 318 pages, €60 \$81 £51 ¥7 500  
www.SourceOECD.org/9789264067257  
www.oecd.org/bookshop?9789264067257  
Disponible en anglais uniquement

### Régions et croissance : Une analyse des tendances

À paraître, 154 pages, €30 \$40 £25 ¥3 700  
www.SourceOCDE.org/9789264056534  
www.oecd.org/bookshop?9789264056534

### Repenser les services d'administration électronique : Approches centrées sur les usagers

À paraître, 243 pages, €40 \$54 £34 ¥5 000  
www.sourceocde.org/9789264059481  
www.oecd.org/bookshop?9789264059481

## INDUSTRIE ET SERVICES

### Pôles de compétitivité, innovation et entrepreneuriat

16-oct-2009, 225 pages, €40 \$62 £28 ¥5 500  
www.SourceOCDE.org/9789264044500  
www.oecd.org/bookshop?9789264044500



Les avantages patents que procure une bonne éducation et le maintien probable de taux de chômage élevés, alors que la crise semblait marquer le pas, ont eu pour effet de pousser un nombre croissant de jeunes à poursuivre leurs études. Dans la dernière édition annuelle de **Regards sur l'éducation et de Regards sur l'éducation 2009 : Panorama**, l'OCDE recommande aux gouvernements de tenir compte de cette tendance lorsqu'ils élaboreront leurs politiques éducatives.



**L'enquête internationale de l'OCDE sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS)** offre la première perspective de comparaison internationale sur les conditions

d'enseignement et d'apprentissage basés sur les données de plus de 70 000 enseignants et de directeurs d'établissements dans des 23 pays participants.



Selon le **Panorama des pensions 2009**, les dispositifs de retraite privés ont été durement touchés par l'effondrement des marchés des actions, dont le fonctionnement doit changer. Les réformes devraient permettre une

meilleure réglementation, une gestion plus efficace, une information plus transparente sur les risques et le rendement des différentes options, ainsi qu'un basculement automatique vers des investissements moins risqués à mesure que l'âge de la retraite se rapproche.

Une liste des distributeurs des publications et libraires dans votre pays est disponible sur notre site Internet : [www.oecd.org/editions/distributeurs](http://www.oecd.org/editions/distributeurs). Une liste des établissements abonnés à SourceOCDE est disponible via [www.oecd.org/publishing/sourceocdecsubscribers](http://www.oecd.org/publishing/sourceocdecsubscribers).





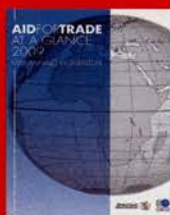
Selon les *Perspectives des migrations internationales, SOPEMI 2009*, la crise économique va vraisemblablement provoquer, pour la première fois depuis les années 1980, une baisse

très importante du nombre d'immigrés venant travailler dans les pays de l'OCDE. Selon ce rapport, les travailleurs immigrés ont été parmi les premiers à perdre leur emploi, et les niveaux de chômage au sein de la population immigrée ont pratiquement doublé en Espagne, en Irlande et aux États-Unis depuis le début de la crise.



*Le commerce international : Libre, équitable et ouvert ?* explique que l'ouverture des marchés est une condition nécessaire à la croissance et à la prospérité, mais ne suffit pas à garantir des

résultats positifs. La politique commerciale doit s'accompagner d'autres mesures afin que les avantages potentiels se concrétisent et que l'on puisse limiter les effets négatifs de la libéralisation sur les personnes et les secteurs vulnérables.



Certains pays à faible revenu ne disposent pas des institutions, des infrastructures et des capacités nécessaires du côté de l'offre pour tirer profit de l'ouverture des marchés et pour permettre à leur

population de sortir de la pauvreté. L'Initiative pour l'aide au commerce encourage les pays en développement à donner la priorité au commerce extérieur et les donateurs à leur fournir de nouvelles ressources financières pour les aider à se doter de capacités commerciales. L'OCDE et l'OMC suivent les résultats de cette Initiative. L'analyse et les conclusions de la dernière étude ont été présentées dans le rapport conjoint OCDE-OMC intitulé *Regards sur l'aide au commerce 2009*.

## SCIENCE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

### Perspectives des communications de l'OCDE 2009

À paraître, 401 pages, €80 \$108 £68 ¥10 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264059856](http://www.SourceOCDE.org/9789264059856)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264059856](http://www.oecd.org/bookshop?9789264059856)

### Piracy of Digital Content

31-juil-2009, 137 pages, €24 \$32 £20 ¥3 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264064508](http://www.SourceOCDE.org/9789264064508)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264064508](http://www.oecd.org/bookshop?9789264064508)  
 Disponible en anglais uniquement

### Innovation in Firms: A Microeconomic Perspective

19-oct-2009, 150 pages, €35 \$49 £27 ¥5 200  
[www.SourceOCDE.org/9789264056206](http://www.SourceOCDE.org/9789264056206)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264056206](http://www.oecd.org/bookshop?9789264056206)  
 Disponible en anglais uniquement

### OECD Reviews of Regional Innovation: 15 Mexican States 2009

24-juin-2009, 420 pages, €70 \$94 £59 ¥8 700  
[www.SourceOCDE.org/9789264060128](http://www.SourceOCDE.org/9789264060128)  
[www.oecd.org/bookshop?9789264060128](http://www.oecd.org/bookshop?9789264060128)  
 Disponible en anglais uniquement

## TRANSPORTS

### Terrorisme et transport international : Pour une politique de sécurité fondée sur le risque

19-mai-2009, 158 pages, €50 \$67 £42 ¥6 200  
[www.SourceOCDE.org/9789282102336](http://www.SourceOCDE.org/9789282102336)  
[www.oecd.org/bookshop?9789282102336](http://www.oecd.org/bookshop?9789282102336)

### Évolution des transports 2009

25-juin-2009, 89 pages, €25 \$33 £21 ¥3 100  
[www.SourceOCDE.org/9789282102398](http://www.SourceOCDE.org/9789282102398)  
[www.oecd.org/bookshop?9789282102398](http://www.oecd.org/bookshop?9789282102398)

### La bibliothèque électronique de l'OCDE

Cet été, l'OCDE lancera la nouvelle bibliothèque électronique qui remplacera SourceOCDE. Cette nouvelle bibliothèque électronique, plus rapide, disposera notamment d'une zone de statistiques beaucoup plus riche, dont des tableaux clés et la possibilité accrue de faire des recherches de données. SourceOCDE et la bibliothèque électronique fonctionneront en parallèle jusqu'à l'automne, date à laquelle SourceOCDE sera retiré définitivement. Les liens pour accéder aux documents par SourceOCDE renverront alors automatiquement à la bibliothèque électronique.

## À PARAÎTRE

Études économiques de l'OCDE :  
 Union européenne, Japon

Dialoguer avec les particuliers les plus fortunés pour le respect de leurs obligations fiscales

Panorama des administrations publiques 2009

Panorama de la santé 2009 : Les indicateurs de l'OCDE

Examens environnementaux de l'OCDE :  
 Grèce 2009

*Disponible en anglais uniquement :*

Chile Energy Policy Review 2009

Equally Prepared for Life: How 15-year-old boys and girls perform in school

Implementing Energy Efficiency Policies: Are IEA Member Countries on Track?

OECD Territorial Review of Chile

## DERNIÈRES SYNTHÈSES DE L'OCDE

Publications gratuites en ligne via  
[www.oecd.org/publications/syntheses](http://www.oecd.org/publications/syntheses)

Études économiques : Brésil, Italie, Mexique, Fédération de Russie, Royaume-Uni, Union européenne

La santé : renforcer la cohérence des politiques au service du développement

Aider les travailleurs à traverser la tempête économique

Pauvreté des travailleurs : Quelles mesures pour les pouvoirs publics ?

Des politiques efficaces pour combattre le changement climatique à moindre coût

Migrations internationales : Quelle ligne de conduite adopter suite à la crise?

L'innovation régionale dans 15 États du Mexique

*Disponible en anglais uniquement :*

OECD Employment Outlook

Sustainable Manufacturing and Eco-innovation: Towards a Green Economy



# Livres - Sélection sur l'emploi

## Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2009 : Faire face à la crise de l'emploi



Au début de 2009, la crise financière de 2007, causée par des titres adossés aux subprimes sur le marché de l'immobilier américain, s'est muée en crise économique mondiale. La chute de la production dans un nombre croissant de pays de l'OCDE se traduit déjà par un grave recul de l'emploi, et l'escalade du chômage concomitante constitue un défi de taille pour les politiques sociales et d'emploi. Ces *Perspectives de l'Emploi* analysent les grandes questions liées à cette crise de l'emploi. Le premier chapitre examine la crise de l'emploi proprement dite en analysant les conséquences pour l'emploi et les politiques sociales. Le second chapitre analyse la

manière dont l'industrie, les entreprises et les salariés façonnent l'évolution de l'emploi et des flux de salariés. Le troisième s'interroge sur le cas des travailleurs pauvres, exacerbé par la crise. Enfin, le quatrième chapitre analyse les voies d'accès et de sortie des prestations d'invalidité, un problème croissant dans la plupart des pays de l'OCDE. Comme dans les éditions précédentes, une annexe statistique exhaustive fournit une mise à jour chiffrée.

21-sep-2009, 270 pages,  
€80 \$108 £68 ¥10 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264067950](http://www.SourceOCDE.org/9789264067950)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264067950](http://www.oecd.org/bookshop/9789264067950)



### Flexible Policy for More and Better Jobs

22-mai-2009, 192 pages,  
€30 \$42 £23 ¥4 500

[www.SourceOCDE.org/9789264059184](http://www.SourceOCDE.org/9789264059184)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264059184](http://www.oecd.org/bookshop/9789264059184)

### OECD Reviews of Labour Market and Social Policies: Slovenia 2009

22-jul-2009, 155 pages, €24 \$32 £20 ¥3 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264068940](http://www.SourceOCDE.org/9789264068940)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264068940](http://www.oecd.org/bookshop/9789264068940)

### Les migrations internationales : Le visage humain de la mondialisation,

12-oct-2009, 191 pages, €15 \$19 £10 ¥2 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264055797](http://www.SourceOCDE.org/9789264055797)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264055797](http://www.oecd.org/bookshop/9789264055797)

### Les impôts sur les salaires 2008

16-jul-2009, 516 pages, €120 \$162 £102 ¥15 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264040250](http://www.SourceOCDE.org/9789264040250)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264040250](http://www.oecd.org/bookshop/9789264040250)



### L'emploi informel dans les pays en développement : Une normalité indépassable ?

29-avr-2009, 174 pages,  
€24 \$32 £20 ¥3 000  
[www.SourceOCDE.org/9789264059252](http://www.SourceOCDE.org/9789264059252)

[www.oecd.org/bookshop/9789264059252](http://www.oecd.org/bookshop/9789264059252)



### Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE

5-nov-2008, 346 pages,  
€70 \$108 £50 ¥9 700

[www.SourceOCDE.org/9789264044203](http://www.SourceOCDE.org/9789264044203)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264044203](http://www.oecd.org/bookshop/9789264044203)



### Attirer les talents : Les travailleurs hautement qualifiés au cœur de la concurrence internationale

13-jan-2009, 190 pages,  
€30 \$46 £21 ¥4 100

[www.SourceOCDE.org/9789264047761](http://www.SourceOCDE.org/9789264047761)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264047761](http://www.oecd.org/bookshop/9789264047761)

### Maladie, invalidité et travail : surmonter les obstacles (Vol. 3) : Danemark, Finlande, Irlande et Pays-Bas

12-mai-2009, 230 pages, €35 \$42 £27 ¥5 200  
[www.SourceOCDE.org/9789264049864](http://www.SourceOCDE.org/9789264049864)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264049864](http://www.oecd.org/bookshop/9789264049864)

### Les migrants et l'emploi (Vol. 2) : L'intégration sur le marché du travail en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Portugal

4-fév-2009, 372 pages, €45 \$69 £35 ¥7 200  
[www.SourceOCDE.org/9789264055704](http://www.SourceOCDE.org/9789264055704)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264055704](http://www.oecd.org/bookshop/9789264055704)



### Des emplois pour les jeunes

Cette série présente une analyse par pays des principales barrières à l'emploi des jeunes. Chaque analyse évalue les mesures de nature à faciliter le passage de l'école à la vie

active et présente un ensemble de recommandations.

### Jobs for youth: Norway 2008

4-sep-2008, 143 pages,  
€29 \$44 £22 ¥4 600  
[www.SourceOCDE.org/9789264049192](http://www.SourceOCDE.org/9789264049192)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264049192](http://www.oecd.org/bookshop/9789264049192)  
Disponible en anglais uniquement

### Jobs for youth: Japan 2009

À paraître, 7-jan-2009, 134 pages,  
€29 \$41 £22 ¥4 300  
[www.SourceOCDE.org/9789264055995](http://www.SourceOCDE.org/9789264055995)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264055995](http://www.oecd.org/bookshop/9789264055995)  
Disponible en anglais uniquement

### Jobs for youth: Australia 2009

29-avr-2009, 153 pages,  
€29 \$39 £24 ¥3 600  
[www.SourceOCDE.org/9789264060197](http://www.SourceOCDE.org/9789264060197)  
[www.oecd.org/bookshop/9789264060197](http://www.oecd.org/bookshop/9789264060197)  
Disponible en anglais uniquement

### Déjà parus dans cette série :

Belgique, Canada, Corée, Espagne, États-Unis, France, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République slovaque et Royaume-Uni.



## Passer à l'heure Twitter

« Les tweets de l'OCDE ? Ça décoiffe, mon pote ! » s'exclamait un commentaire posté récemment sur le compte Twitter de l'OCDE, sans doute surpris que l'OCDE, connue pour ses longs rapports approfondis, se soit également emparée de cet outil participatif. Selon Alison Benney, de la division des relations avec les médias, la limite de 140 caractères imposée à tous les messages Twitter est un format adapté aux besoins de l'OCDE : « Non seulement nos statistiques et nos communiqués de presse sont faciles à disséminer, par des abréviations et des liens, explique-t-elle, il est aussi très simple de dialoguer à leur sujet, ou de contacter nos experts pour un suivi plus approfondi. » L'OCDE a ouvert son compte Twitter en mars 2009, et plus de 800 utilisateurs suivent ses messages. C'est l'une des récentes éclosions de l'OCDE sur les plates-formes participatives, parallèlement à Facebook, YouTube et Flickr. *L'Observateur de l'OCDE* a également facilité l'utilisation et la diffusion de ses articles par les principaux sites communautaires et participatifs depuis 2007. L'OCDE est très suivie par ses « tweets »

économiques. Ainsi, lorsque les données sur les tarifs de téléphonie mobile ont été publiées, elles ont suscité une controverse sur les méthodes de calcul utilisées, à laquelle les auteurs du rapport ont pu répondre en ligne très rapidement.

Les « tweets » (ou « gazouillis ») récents de l'OCDE, pour l'instant uniquement en anglais, comprennent notamment des liens sur les statistiques de la santé (« Hôpitaux chers et marques pharmaceutiques expliquent en partie pourquoi le système de santé US est si coûteux ; voir pdf OCDE <http://bit.ly/3grmv15> ») et des citations de M. Gurría (« Rien de moins qu'une révolution, dit M. Gurría, OCDE, à propos des progrès sur le secret bancaire et la fraude fiscale, rapport 2009 paru aujourd'hui <http://bit.ly/QqDy5> »).

La communauté grandissante d'utilisateurs des « tweets » de l'OCDE (journalistes, ONG, responsables politiques, entreprises, etc.) n'est sans doute pas aussi importante que celles qui suivent les grandes vedettes (Martha Stewart, par exemple, « gourou » américaine de la cuisine et de l'art de vivre, est suivie sur Twitter



par 1,5 millions de personnes), mais elle est très dynamique, reprenant fréquemment les « tweets », notamment sur des sujets frappants, comme le fait que « la fabrication d'un t-shirt nécessite 2 700 l d'eau, » tiré d'un récent *Essentiel de l'OCDE* sur le développement durable.

Au final, le dialogue est le moteur de Twitter, que ce soit pour discuter du coût réel des t-shirts ou de la manière de les décorer.

Suivez-nous sur [www.twitter.com/OECDtweet](http://www.twitter.com/OECDtweet)

## BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE*. Tarif spécial pour deux ans disponible sur [www.observateurocde.org/abonnement.html](http://www.observateurocde.org/abonnement.html)

**Oui**, je souhaite m'abonner à *L'Observateur* pour 6 exemplaires et le supplément *L'OCDE* en chiffres d'une valeur de € 20.

- € 69  
 US\$ 90  
 £ 47  
 ¥ 9 700

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

- Version anglaise ISSN 0029-7054  
 Version française ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne : [www.ocdelibrairie.org](http://www.ocdelibrairie.org), ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	Téléphone	
Organisation	Profession	Fax
Adresse		E-mail
Code postal, Ville et Pays		
Signature		
Date		
Règlement		
<input type="checkbox"/> Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)		
<input type="checkbox"/> Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express		
TOTAL À PAYER		
N° de carte	Date d'expiration	

### Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA  
 Tel: (1) 800 456 6323, Fax: (1) 860 530 0039, Email: [ocedna@turpin-distribution.com](mailto:ocedna@turpin-distribution.com)

### Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK  
 Tel: (44) 1767 604 960 Fax: (44) 1767 604 640 E-mail: [ocedrow@extenza-turpin.com](mailto:ocedrow@extenza-turpin.com)



# Commerce en baisse

## Par secteur...

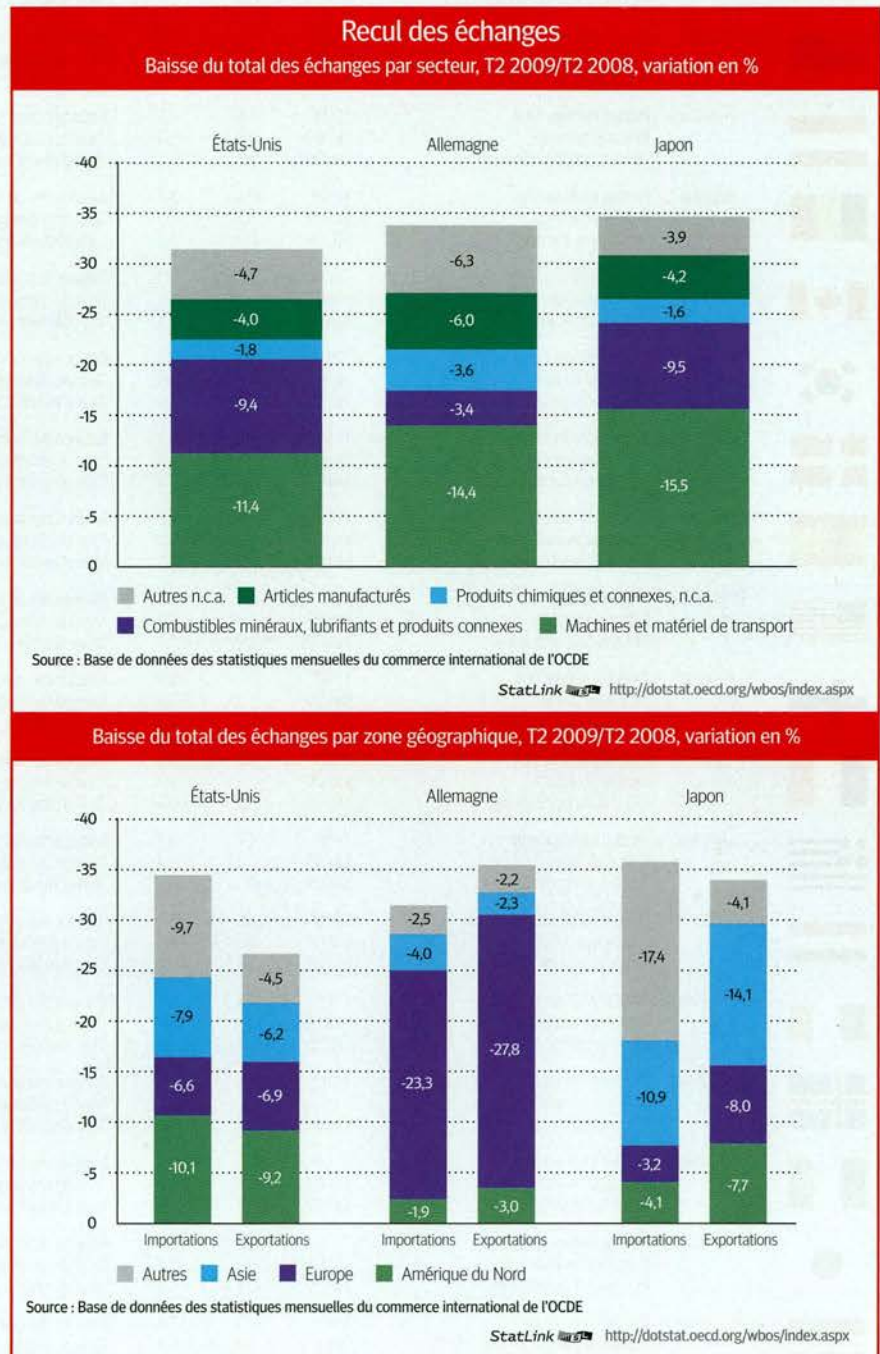
La crise a provoqué une chute brutale du commerce international (voir En bref, page 4), mais comment cela se traduit-il selon les secteurs et les régions du monde ? Prenons les États-Unis, l'Allemagne et le Japon, pays de l'OCDE qui réalisent le plus d'échanges (les pays de l'OCDE représentent environ 60 % des échanges mondiaux). Comme l'indique le graphique supérieur ci-contre, sur le total des échanges (soit la somme des importations et des exportations, et non leur différence, qui est la balance commerciale, voir page 5), la baisse provient surtout des machines et du matériel de transport, dont les échanges ont chuté de plus de 11 % aux États-Unis, de 14 % en Allemagne et de 15,5 % au Japon, entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009. La baisse des prix de l'énergie a aussi contribué à la chute des importations. Les échanges de combustibles et de lubrifiants ont chuté de près de 10 % aux États-Unis et au Japon, mais l'Allemagne n'a connu qu'une baisse de 3 % des exportations de ces biens. Plus précisément, les États-Unis et l'Allemagne ont vu leurs importations de combustibles et de lubrifiants s'effondrer, respectivement de 13,6 % et de 18,1 %. Les échanges de biens manufacturés et de produits chimiques n'ont pas subi une telle chute, bien qu'elle ait été respectivement de 6 % et de 3,6 % en Allemagne, d'une année sur l'autre.

## ...et par région

Entre un quart et un tiers du commerce des États-Unis s'effectue avec l'Amérique du Nord, et ce sont les importations et exportations vers ces pays qui ont le plus chuté – d'environ 10 % entre le deuxième trimestre 2008 et le deuxième trimestre 2009. Quant à l'Allemagne, dont le marché européen représente environ 70 % des échanges, elle a vu ses importations et ses exportations sur ce marché chuter respectivement de 23 % et de 28 %. Le marché asiatique représente environ la moitié des échanges du Japon, et ses importations et exportations sur ce marché ont chuté respectivement de 11 % et de 14 %.

Qu'en est-il des échanges intercontinentaux ?

Les échanges des États-Unis avec l'Asie et l'Europe ont reculé de 6 à 8 %. Les importations japonaises en provenance du reste du monde ont chuté de 17 %. De plus, le Japon a subi une importante baisse de ses échanges avec l'Amérique du Nord (4 % pour les importations et près de 8 % pour les exportations).



Les exportations allemandes vers les États-Unis ont chuté de 3 %, tandis que ses importations en provenance de ce pays n'ont chuté que de 2 %. Les importations des États-Unis en provenance d'Asie ont baissé de 8 %, et leurs exportations vers l'Asie ont chuté de 6 %,

tandis que ses importations en provenance d'autres pays ont affiché une baisse de près de 10 %.

Pour plus d'informations, voir les statlinks ou contacter [std.contact@oecd.org](mailto:std.contact@oecd.org)



**Indicateurs**

			Variation (%) par rapport à :			Niveau :			
			année précédente	année précédente	année précédente	valeur courante	même période année précédente		
	Allemagne	Produit intérieur brut	T1 09	-3,8	-6,9	Balance des comptes courants	T1 09	22,79	69,97
		Indicateur avancé	juin 09	1,7	-6,6	Taux de chômage harmonisé	juin 09	7,7	7,3
		Prix à la consommation	juin 09	0,4	0,1	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Australie	Produit intérieur brut	T1 09	0,4	0,4	Balance des comptes courants	T1 09	-3,05	-18,21
		Indicateur avancé	juin 09	0,1	-4,5	Taux de chômage harmonisé	juin 09	5,8	4,2
		Prix à la consommation	T2 09	0,5	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	juin 09	3,25	7,81
	Autriche	Produit intérieur brut	T1 09	-2,6	-2,7	Balance des comptes courants	T1 09	1,03	3,87
		Indicateur avancé	juin 09	0,7	-3,6	Taux de chômage harmonisé	juin 09	4,4	3,6
		Prix à la consommation	juin 09	0,0	0,0	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Belgique	Produit intérieur brut	T2 09	-0,4	-3,8	Balance des comptes courants	T1 09	-1,65	-0,57
		Indicateur avancé	juin 09	1,1	-5,1	Taux de chômage harmonisé	juin 09	8,1	6,9
		Prix à la consommation	juil. 09	-0,1	-1,7	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Canada	Produit intérieur brut	T1 09	-1,4	-2,1	Balance des comptes courants	T1 09	-7,27	5,84
		Indicateur avancé	juin 09	1,0	-4,8	Taux de chômage harmonisé	juin 09	8,6	6,2
		Prix à la consommation	juin 09	0,3	-0,3	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	0,40	3,27
	Corée	Produit intérieur brut	T2 09	2,3	-2,5	Balance des comptes courants	mai 09	3,12	-0,49
		Indicateur avancé	juin 09	1,8	4,6	Taux de chômage harmonisé	juin 09	4,0	3,2
		Prix à la consommation	juil. 09	0,4	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	2,41	5,52
	Danemark	Produit intérieur brut	T1 09	-1,1	-4,3	Balance des comptes courants	T1 09	1,60	0,81
		Indicateur avancé	juin 09	0,5	-5,3	Taux de chômage harmonisé	juin 09	6,2	3,1
		Prix à la consommation	juin 09	0,3	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	1,42	5,08
	Espagne	Produit intérieur brut	T1 09	-1,9	-3,0	Balance des comptes courants	avr. 09	-4,85	-14,79
		Indicateur avancé	juin 09	1,2	-0,5	Taux de chômage harmonisé	juin 09	18,1	11,0
		Prix à la consommation	juin 09	0,4	-1,0	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	États-Unis	Produit intérieur brut	T2 09	-0,3	-3,9	Balance des comptes courants	T1 09	-101,49	-179,30
		Indicateur avancé	juin 09	1,3	-7,2	Taux de chômage harmonisé	juin 09	9,5	5,6
		Prix à la consommation	juin 09	0,9	-1,4	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	0,35	2,79
	Finlande	Produit intérieur brut	T1 09	-2,7	-6,0	Balance des comptes courants	mai 09	-1,19	-0,98
		Indicateur avancé	juin 09	1,3	3,2	Taux de chômage harmonisé	juin 09	8,5	6,3
		Prix à la consommation	juin 09	0,2	-0,1	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	France	Produit intérieur brut	T1 09	-1,2	-3,2	Balance des comptes courants	avr. 09	-4,08	-4,63
		Indicateur avancé	juin 09	1,4	2,7	Taux de chômage harmonisé	juin 09	9,4	7,7
		Prix à la consommation	juin 09	0,1	-0,5	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Grèce	Produit intérieur brut	T1 09	-1,2	0,3	Balance des comptes courants	avr. 09	-3,19	-4,58
		Indicateur avancé	juin 09	1,1	-1,3	Taux de chômage harmonisé	mar. 09	8,7	7,7
		Prix à la consommation	juin 09	-0,1	0,5	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Hongrie	Produit intérieur brut	T1 09	-2,5	-5,4	Balance des comptes courants	T1 09	-1,11	-2,87
		Indicateur avancé	juin 09	2,0	-11,2	Taux de chômage harmonisé	juin 09	10,3	7,8
		Prix à la consommation	juin 09	0,0	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	9,22	8,70
	Irlande	Produit intérieur brut	T1 09	-1,5	-8,4	Balance des comptes courants	T1 09	-1,67	-4,46
		Indicateur avancé	mai 08	-0,8	-6,7	Taux de chômage harmonisé	juin 09	12,2	5,6
		Prix à la consommation	juin 09	-0,3	-5,4	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Islande	Produit intérieur brut	T1 09	-3,6	-3,3	Balance des comptes courants	T1 09	-0,51	-1,02
		Indicateur avancé				Taux de chômage harmonisé			
		Prix à la consommation	juil. 09	0,1	11,7	Taux d'intérêt à trois mois	juin 09	7,94	15,95
	Italie	Produit intérieur brut	T1 09	-2,6	-6,0	Balance des comptes courants	fév. 09	-5,83	-4,27
		Indicateur avancé	juin 09	2,2	4,8	Taux de chômage harmonisé	mar. 09	7,4	6,6
		Prix à la consommation	juin 09	0,1	0,5	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Japon	Produit intérieur brut	T1 09	-3,8	-8,4	Balance des comptes courants	mai 09	10,53	17,70
		Indicateur avancé	juin 09	0,3	-12,7	Taux de chômage harmonisé	juin 09	5,4	4,1
		Prix à la consommation	juin 09	-0,2	-1,8	Taux d'intérêt à trois mois	juin 09	0,32	0,73
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T1 09	-1,5	-5,4	Balance des comptes courants	T1 09	0,64	1,27
		Indicateur avancé	juin 09	1,4	-5,9	Taux de chômage harmonisé	juin 09	6,4	4,9
		Prix à la consommation	juin 09	0,5	-0,3	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Mexique	Produit intérieur brut	T1 09	-5,9	-8,6	Balance des comptes courants	T1 09	-0,70	-1,89
		Indicateur avancé	juin 09	0,9	0,8	Taux de chômage harmonisé	juin 09	5,6	3,8
		Prix à la consommation	juin 09	0,2	5,7	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	4,67	8,21
	Norvège	Produit intérieur brut	T1 09	-0,4	-0,3	Balance des comptes courants	T1 09	12,23	21,11
		Indicateur avancé	juin 09	0,0	-6,2	Taux de chômage harmonisé	avr. 09	3,1	2,4
		Prix à la consommation	juin 09	0,6	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	1,87	6,46



Variation (%) par rapport à :

période précédente      année précédente

Niveau :

valeur courante      même période année précédente

	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T1 09	-0,7	-2,2	Balance des comptes courants	T1 09	-1,42	-2,84
		Indicateur avancé	juin 09	0,5	2,9	Taux de chômage harmonisé	T1 09	5,0	3,8
		Prix à la consommation	T2 09	0,6	1,9	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	2,79	8,46
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T1 09	-2,6	-4,2	Balance des comptes courants	T1 09	4,18	15,24
		Indicateur avancé	juin 09	0,9	-8,2	Taux de chômage harmonisé	juin 09	3,3	2,7
		Prix à la consommation	juin 09	-0,3	1,4	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	Pologne	Produit intérieur brut	T1 09	0,4	1,9	Balance des comptes courants	avr. 09	0,13	-2,59
		Indicateur avancé	juin 09	0,2	-0,6	Taux de chômage harmonisé	juin 09	8,2	7,1
		Prix à la consommation	juin 09	0,2	4,0	Taux d'intérêt à trois mois	juin 09	4,44	6,65
	Portugal	Produit intérieur brut	T1 09	-1,6	-3,7	Balance des comptes courants	avr. 09	-0,89	-1,98
		Indicateur avancé	juin 09	0,6	-9,3	Taux de chômage harmonisé	juin 09	9,3	7,7
		Prix à la consommation	juin 09	0,1	-1,6	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	République slovaque	Produit intérieur brut	T1 09	-11,4	-6,2	Balance des comptes courants	T1 09	-5,00	-1,20
		Indicateur avancé	juin 09	2,0	-14,3	Taux de chômage harmonisé	juin 09	11,7	9,5
		Prix à la consommation	juin 09	0,5	2,4	Taux d'intérêt à trois mois		*	*
	République tchèque	Produit intérieur brut	T1 09	-3,4	-3,4	Balance des comptes courants	T1 09	-1,11	-1,15
		Indicateur avancé	juin 09	0,2	-14,2	Taux de chômage harmonisé	juin 09	6,3	4,3
		Prix à la consommation	juin 09	0,0	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	juin 09	2,17	4,21
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T2 09	-0,8	-5,6	Balance des comptes courants	T1 09	-12,25	-5,07
		Indicateur avancé	juin 09	1,1	-0,9	Taux de chômage harmonisé	avr. 09	7,5	5,1
		Prix à la consommation	juin 09	0,3	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	1,03	5,80
	Suède	Produit intérieur brut	T2 09	0,0	-6,3	Balance des comptes courants	T1 09	4,51	10,54
		Indicateur avancé	juin 09	0,1	-7,1	Taux de chômage harmonisé	juin 09	9,0	5,6
		Prix à la consommation	juin 09	0,2	-0,6	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	0,18	4,34
	Suisse	Produit intérieur brut	T1 09	-0,8	-1,6	Balance des comptes courants	T4 08	11,77	8,82
		Indicateur avancé	juin 09	0,6	-1,7	Taux de chômage harmonisé	T1 09	3,9	3,5
		Prix à la consommation	juin 09	0,2	-1,0	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	0,36	2,76
	Turquie	Produit intérieur brut	T1 09	-4,2	-13,7	Balance des comptes courants	T1 09	1,02	-11,22
		Indicateur avancé	juin 09	2,2	-2,8	Taux de chômage harmonisé	mar. 09	12,5	9,0
		Prix à la consommation	juin 09	0,1	5,7	Taux d'intérêt à trois mois	avr. 08	16,65	17,86
	Zone euro	Produit intérieur brut	T1 09	-2,5	-4,9	Balance des comptes courants	avr. 09	-7,80	-4,85
		Indicateur avancé	juin 09	1,5	-1,6	Taux de chômage harmonisé	juin 09	9,4	7,5
		Prix à la consommation	juin 09	0,2	-0,1	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	0,98	4,96
Non membres									
	<sup>1</sup> Fédération de Russie	Produit intérieur brut	T1 09	-9,0	-9,7	Balance des comptes courants	T4 08	9,39	25,01
		Indicateur avancé	juin 09	1,2	-17,7	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	juin 09	0,6	11,9	Taux d'intérêt à trois mois	mai 09	11,20	8,00
	<sup>2</sup> Afrique du Sud	Produit intérieur brut	T1 09	-1,7	-0,8	Balance des comptes courants	T4 08	-3,39	-5,59
		Indicateur avancé	mai 09	0,0	-7,3	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	juin 09	0,3	7,1	Taux d'intérêt à trois mois	juil. 09	7,37	11,37
	<sup>2</sup> Brésil	Produit intérieur brut	T1 09	-0,8	1,6	Balance des comptes courants	T1 09	-3,06	-8,38
		Indicateur avancé	juin 09	0,4	-11,4	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	juin 09	0,4	4,8	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	<sup>2</sup> Chine	Produit intérieur brut		..	..	Balance des comptes courants		..	..
		Indicateur avancé	juin 09	1,4	-3,7	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation		..	..	Taux d'intérêt à trois mois	mai 09	1,14	4,38
	<sup>2</sup> Inde	Produit intérieur brut	T1 09	1,4	4,1	Balance des comptes courants	T1 09	4,75	-1,04
		Indicateur avancé	juin 09	1,2	-3,4	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	juin 09	1,3	9,3	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	<sup>2</sup> Indonésie	Produit intérieur brut	T1 09	0,9	4,4	Balance des comptes courants	T4 08	-0,01	3,66
		Indicateur avancé	juin 09	0,8	-11,2	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	juin 09	0,1	3,7	Taux d'intérêt à trois mois	juin 09	9,25	7,49

Définitions et notes :

**Produit intérieur brut** : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile – taux de

chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : Taux à trois mois. \* voir zone euro. .. = données non disponibles.

<sup>1</sup>Candidat à l'adhésion à l'OCDE

<sup>2</sup>Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, avril 2009.

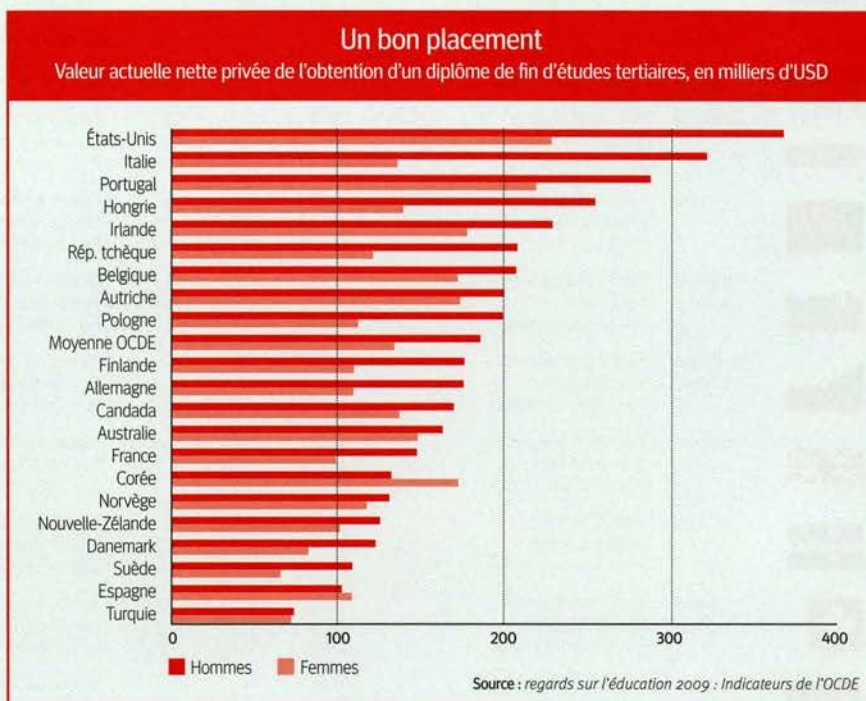


## Quand les études paient

Crise de l'emploi ou non, il est toujours bon d'investir dans l'éducation. *Regards sur l'éducation 2009* montre que les femmes et les hommes diplômés du supérieur gagnent dans l'ensemble bien mieux leur vie que les autres. Ainsi, les hommes diplômés du supérieur en Italie et aux États-Unis peuvent gagner plus de 300 000 dollars de plus que les non-diplômés. Les femmes tendent à gagner moins, à l'exception de la Corée et de l'Espagne.

Un bon niveau d'éducation supérieure est aussi bénéfique pour la société dans son ensemble. Les personnes ayant un bon niveau d'études sont en général plus aisées et en meilleure santé que les autres, ce qui favorise l'épargne et la consommation, réduit les dépenses publiques de santé, et par conséquent augmente les ressources publiques. En bref, investir dans l'éducation est non seulement une bonne assurance pour l'avenir, c'est également un excellent placement.

*Regards sur l'éducation 2009 : Indicateurs de l'OCDE* est disponible sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)



## Retraités pauvres

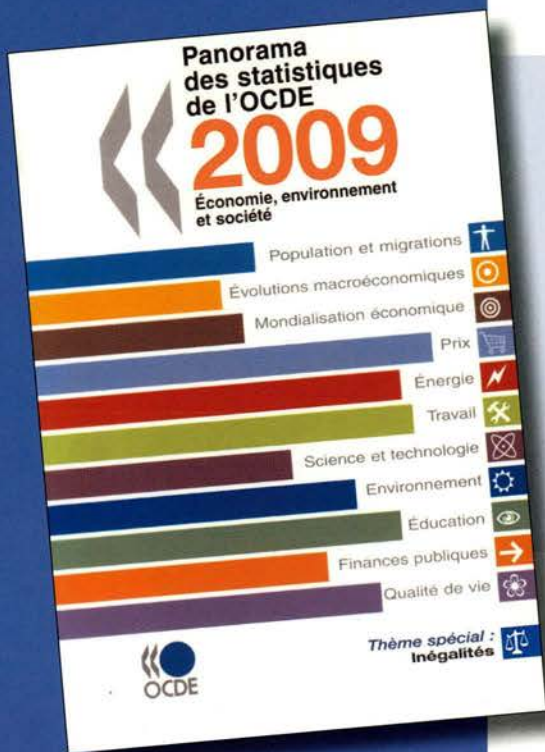
Comme disait l'actrice Bette Davis, « vieillir, c'est pas pour les mauviettes ». Alors qu'on s'apprête à récolter les fruits d'une vie de dur labeur, on risque fort de devoir, au contraire, batailler pour survivre. Au milieu des années 2000, environ 13,3% des plus de 60 ans des pays de l'OCDE vivaient dans la pauvreté, en moyenne. 45 % des Coréens de cette tranche d'âge, chiffre stupéfiant, étaient des personnes à très faible revenu, ainsi qu'une personne âgée sur cinq en Australie, en Grèce, en Irlande, au Japon, au Mexique ou aux États-Unis. Seuls huit pays recensaient 5 % ou moins de personnes âgées à très faibles revenus.

L'une des raisons de ces différences est le niveau de fixation des allocations vieillesse. En Australie, par exemple, la pension de vieillesse en 2005 était inférieure d'environ 2 000 dollars australiens au seuil de pauvreté pour une personne seule. Cette différence est encore plus grande en Irlande. En Nouvelle-Zélande, au contraire, la retraite de base en 2005 était de 16 000 dollars néo-zélandais, soit largement au-dessus du seuil de pauvreté de 13 040 dollars néo-zélandais pour une personne seule.





# Les clés de l'économie mondiale



Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* fournit une vue d'ensemble des grands indicateurs économiques, sociaux et environnementaux actuels dans un format facile à utiliser. Il couvre désormais le Brésil, Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud.

Tous les fichiers Excel™ correspondant aux graphiques et tableaux sont accessibles en ligne grâce à notre service primé StatLink.

*Panorama des Statistiques de l'OCDE 2009* a pour thème spécial **les inégalités**.

« **Essentiel** »

Choice magazine

« **Idéal** pour les étudiants en économie »

L'Expansion

« Un ouvrage **attrayant et convivial** »

Monthly Labour Review

Offre exceptionnelle aux abonnés de *L'Observateur* : **30 % de réduction!**

Pour plus d'informations, voir [www.oecd.org/publications/panoramastats](http://www.oecd.org/publications/panoramastats)

## OFFRE EXCEPTIONNELLE

Envoyez le bon de commande à l'une des adresses ci-dessous pour bénéficier de cette offre spéciale, réservée aux abonnés de *L'Observateur*

Quantité	ISBN	Titre de publication	Prix				Total
	978-92-64-03935-3	Panorama des statistiques de l'OCDE 2009	€35	\$50	£27	¥5200	
			€24.50	\$35	£19	¥3600	
Entourez la monnaie choisie : € – US\$ – £ – ¥							Total

Chèque (à l'ordre de l'OCDE) Débitez ma carte :  Visa Card  
 Mastercard/Eurocard  American Express

N° de carte

Date d'expiration  N° de contrôle\*

\*Les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de votre carte.

Signature

Date

(Prof./Dr./M./Mme./Mlle.) Nom :

Prénom :

Organisation/Société :

Adresse :

Ville : Code postal :

Pays :

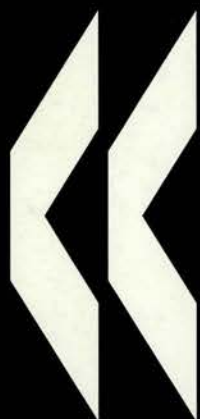
Tel. : E-mail :

### Où commander ?

Turpin Distribution Services Limited  
Stratton Business Park, Pegasus Drive  
Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB  
Royaume-Uni  
Tel.: +44 (0) 1767 604960  
Fax: +44 (0) 1767 601640  
E-mail: [ocedrow@turpin-distribution.com](mailto:ocedrow@turpin-distribution.com)

Turpin Distribution  
The Bleachery, 143 West Street  
New Milford, CT 06776  
États-Uni  
Toll free: +1 (800) 456 6323  
Fax: +1 (860) 350 0039  
E-mail: [ocedna@turpin-distribution.com](mailto:ocedna@turpin-distribution.com)





# *Apprendre pour vivre*

LES ESSENTIELS DE L'OCDE

BRIAN KEELEY

## LE CAPITAL HUMAIN

Comment le savoir détermine notre vie



ISBN 978-92-64-02910-1

[www.oecd.org/lesessentiels](http://www.oecd.org/lesessentiels)